



Janvier 2011
Anonymous

Dictateurs en sursis

Une voie démocratique pour le monde arabe

Tous droits réservés

© Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2009

Imprimé en France

Printed in France

ISBN : 978-2-7082-4047-6

Moncef Marzouki
Entretien avec Vincent Geisser

Dictateurs en sursis

Une voie démocratique pour le monde arabe

Préface de Noël Mamère



Les Éditions Ouvrières
51-55 rue Hoche
94200 Ivry-sur-Seine

*À Azadeh et à Hana,
à Djamel Kelfaoui.*

« Ce n'est pas par hasard que l'on se retrouve, quatre siècles plus tard, à devoir encore subir l'oppression à laquelle nous nous sommes habitués et qui a même modelé le caractère des individus. »

Abderrahmane Kawakibi,
penseur réformiste musulman (1855-1902).

« Les dictatures fomentent l'oppression, la servilité et la cruauté ; mais le plus abominable est qu'elles fomentent l'idiotie. »

Jorge Luis Borgès,
écrivain et poète argentin, 1978.

« Les hommes de vertu et de courage ne se révèlent que dans les circonstances critiques ; on les voit alors soudainement surgir, dans toutes les couches de la société, sans pouvoir deviner leur origine. »

Hannah Arendt,
Philosophe, 1969.

Chapitre 1

Vivre sous la dictature : surveiller, réprimer, humilier

Un *Homo arabicus dictator* ?

Commençons par la question de l'autoritarisme dans le monde arabe du point de vue du vécu des populations. Il y a deux manières de raisonner : considérer l'autoritarisme comme une simple variante de la démocratie, une démocratie davantage « sécuritaire » en quelque sorte, ou, au contraire, comme un régime foncièrement différent qui laisserait des traces indélébiles sur les individus et les populations. Comment vous situez-vous par rapport à ces conceptions ?

Dans les pays arabes, nous vivons actuellement dans une situation d'état d'urgence permanent. Nous sommes systématiquement contrôlés et surveillés par des armées de policiers qui distillent la peur, le sentiment d'insécurité et d'humiliation. Il serait malhonnête de prétendre que ces populations vivent heureuses, à moins de considérer qu'il existe un type d'*Homo arabicus dictator*. C'est une véritable ineptie. Ceux qui soutiennent ce genre de thèses sont de véritables imbéciles. La dictature est un mode d'organisation pathologique et pathogène. Elle produit des effets dans tous les secteurs de la société : le travail, l'administration, la vie quotidienne des citoyens, etc. marqués par la violence et le mal-être. Il existe une vraie souffrance dans les sociétés arabes. En tant que professeur de médecine, je suis bien placé pour le savoir. La torture ne constitue pas un phénomène isolé et sans retentissement social grave. Par exemple, en Tunisie, entre 1991 et 2001, environ 30 000 personnes ont été incarcérées

et ont été torturées. Je ne parle même pas des prisonniers de droit commun, dont le sort systématique ne fait pourtant pas l'objet des communiqués d'*Amnesty international* et autres organisations nationales de défense des droits de l'Homme. On estime à quarante le nombre de morts sous la torture et le reste des victimes a gardé de profondes séquelles physiques et psychiques. Sans parler des retombées sur les familles qui vivent dans l'angoisse permanente. Il existe une forme d'anxiété diffuse dans les sociétés arabes. La dictature a cette capacité de mettre les gens à nu et de les dévaloriser en les obligeant à acheter leur survie par l'abandon de toute dignité. Ainsi, la recherche de la dignité est aujourd'hui la principale obsession de l'homme arabe, humilié à l'intérieur par sa dictature et à l'extérieur par les puissances dominantes, actuellement les USA et Israël, demain peut-être la Chine, l'Inde ou l'Iran.

D'aucuns soutiennent l'idée d'une soumission volontaire des citoyens à l'égard des régimes arabes¹. Les dictatures arabes ne reposeraient pas exclusivement sur la violence pure et dure, mais sur une forme de violence acceptée, consentie... Il y aurait une forme d'accoutumance à la dictature qui expliquerait que les gens composent avec elle. Comment vous positionnez-vous par rapport à ce type de thèses ?

Imaginez que l'on explique aux Français que le régime de Vichy répondait à un besoin naturel du peuple, à un amour pour l'autorité et le culte du chef ! Les citoyens français trouveraient une telle affirmation scandaleuse et auraient raison. Nous, Arabes, devrions-nous baisser la tête devant de telles inepties ? J'appelle ineptie toute assertion proférée sur la base d'une solide ignorance et d'une arrogance encore plus grande. Des inepties sur les Arabes et leur rapport à la démocratie, j'en ai entendu. Mais si on parlait pour essayer de se comprendre et de faire appel au bon sens : que dirait-on ? Oui, des besoins de sécurité et de protection existent mais ils sont universels. Les Occidentaux oublient trop vite la vitesse à laquelle les Français, les Allemands, les Italiens, les Portugais et autres Grecs et Espagnols se sont accoutumés à leurs dictatures d'un temps. Tous les régimes totalitaires et autoritaires passés ou présents jouent sur ces réflexes-là, sur ces besoins humains de protection, de discipline et d'unanimisme social, même factice. Dans le cas spécifique du monde arabe, sont-ils plus forts et plus prégnants qu'ailleurs ? Cela m'étonnerait. En tout cas, une chose est sûre : la dictature est rejetée par des populations qui éprouvent un véritable mal-être à l'égard de celle-ci². Il est trop

réducteur de parler d'*acceptation passive* ou de *servitude volontaire* à la manière d'Etienne de La Boétie³. Il est vrai que certains s'accommodent de ce contexte sécuritaire et répressif par intérêt personnel, mais la majorité, je peux vous l'assurer, n'aime pas plus la dictature que la moyenne des Français.

En somme, si je suis votre raisonnement, les citoyens du monde arabe vivraient la dictature et l'autoritarisme comme une véritable « anomalie » sociale et politique. Il ne se manifesterait pas d'effet d'accoutumance.

En Tunisie, l'opposition à Bourguiba a débuté dès les premiers jours de l'indépendance et n'a jamais cessé de s'étendre. On a observé un phénomène identique dans la plupart des pays nouvellement indépendants. Au Maroc, l'affaire Ben Barka, qui a éclaté en 1965 avec la disparition et l'assassinat à Paris de ce leader charismatique d'envergure internationale, n'était que la partie visible d'une opposition qui ne s'est jamais démentie face à la dictature d'Hassan II. En Égypte, Nasser dut employer les méthodes les plus expéditives pour mâter à la fois la contestation des Frères musulmans et celle des communistes. En Algérie, la sédition du dirigeant historique du FLN, Hocine Aït Ahmed, a eu lieu quasiment au moment de l'indépendance. Je pourrais multiplier les exemples, tous montrant que les dictateurs n'ont jamais eu la vie facile. Rien de plus normal par ailleurs. La mise en place d'un régime politique signifie chez nous, dans le monde arabe, l'appropriation du pouvoir *ad vitam aeternam* par un seul homme, la région, la famille ou la tribu du *zaim* (chef, guide), sous couvert d'unanimisme idéologique et de patriotisme. *Ipsa facto* tous les autres hommes – y compris au sein du régime –, toutes les autres régions, toutes les idéologies sont écartés et doivent filer doux. Or, ni les personnalités ambitieuses, ni les régions délaissées, ni les idéologies perdantes n'ont baissé les bras ; d'où le démarrage d'une « guerre civile froide » qui va connaître des soubresauts et des dérives aggravant la répression et, par effet de *feed-back*, l'intensification de la résistance jusqu'à l'affrontement sanglant.

Cela signifie que, dès le départ, en dépit de l'enthousiasme suscité par la « libération », une société arabe par le truchement d'un certain nombre de ses représentants et porte-parole a refusé de se soumettre, alors que d'autres ont accepté leur sort sans pour autant adhérer foncièrement au régime. Par exemple, lorsque Bourguiba a été destitué par Ben Ali, personne au sein de la population ne s'est levé pour le protéger et le

défendre. Cela a été la même chose pour Saddam Hussein et ce sera la même réaction pour les dictateurs actuels : personne ne se lèvera pour défendre les Assad, Kadhafi, Moubarak ou Ibn Saoud. Ces régimes n'ont pas vraiment de prolongement au sein des populations. Quand le chef tombe, personne ne se lève pour le protéger.

Vous rejetez donc la thèse de l'accoutumance à la dictature et à l'autoritarisme ?

La thèse de l'accoutumance à la dictature est absurde. Certes, il existe des formes d'accommodements d'individus qui cherchent à tirer parti de la dictature, mais cela ne signifie pas que l'on puisse parler d'accoutumance majoritaire. Si on analyse l'histoire du monde arabe sur le long terme, on observe une histoire émaillée de rébellions, de révoltes et d'oppositions et ce, depuis la cité de Médine⁴. Les tyrans arabes n'ont jamais vécu en paix. Dans toute l'histoire de l'humanité, les tyrans n'ont jamais eu autant de difficultés à gouverner les peuples que les peuples arabes. L'image occidentale des « peuples soumis » et des « populations dociles » est illusoire et fabriquée. Quand je lis l'histoire du monde arabe, j'ai l'impression que l'on a affaire à une nation en crise épileptique permanente. Non, l'accoutumance arabe à la dictature et à la tyrannie est une ineptie de plus. Rappelez-vous ce qu'on racontait après la défaite de 1967 sur la lâcheté des Arabes. Après le 11 septembre et la folie des hommes et des femmes *kamikazes*, on n'ose plus parler de lâcheté, bienvenue à l'adjectif fanatique. D'aucuns croient même que le mot « *kamikaze* » est d'origine arabe. Une ineptie en chasse une autre et le jugement sain et rationnel attend toujours son heure.

La faute à la tradition ?

Certains auteurs, y compris des intellectuels arabes, ont néanmoins tenté d'expliquer la posture de la soumission par la prégnance de certains schèmes ou structures mystico-religieux comme, par exemple, la relation de maître à disciple qui infuse l'ensemble des sociétés arabes⁵. D'autres parlent même de « maladie de l'islam⁶ » pour expliquer la persistance du despotisme dans le monde arabe. Sans forcément tomber dans les thèses orientalistes confortant l'idée d'un despotisme oriental, ne peut-on pas avancer l'hypo-

thèse d'une « culture politique arabe » propice à la tyrannie et à sa forme moderne, l'autoritarisme ?

Ce type de thèses relève de simplifications outrancières. Que le monde arabe soit aujourd'hui dominé par le fait autoritaire ne saurait s'expliquer par un facteur unique. Comme je le disais précédemment, si « culture politique arabe » il y a, celle-ci s'est autant exprimée par des postures de soumission que par des schèmes de révolte et de rébellion face à la tyrannie et, aujourd'hui, face à la dictature. Là où il y a obéissance, il y a aussi résistance. La société arabe n'échappe pas aux tensions contradictoires des sociétés humaines. Certes, dès le plus jeune âge, nous apprenons au sein de nos familles des proverbes, des histoires, qui nous incitent à l'obéissance, tels que « *Obéissez à Dieu et à vos parents* » que l'on retrouve d'ailleurs dans les Évangiles. Mais on nous a inculqué des dictons tels que ceux du calife Omar Ben Al Khattab⁷, compagnon du Prophète : « *Je suis vraiment étonné de voir quelqu'un mourir de faim et ne pas sortir le sabre* », ce qui constitue clairement une incitation à la rébellion contre l'injustice. Nous baignons continuellement dans cette tension entre respect de l'autorité qu'elle soit familiale, politique ou religieuse et le souffle de la révolte contre la tyrannie. L'absence de démocratie dans les pays arabes conduit des responsables politiques à céder au fatalisme.

J'ai ainsi entendu, un jour, l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères, Hubert Védrine, reprendre à son compte cette vision du monde arabe, avançant que la démocratie n'était pas faite pour les Arabes et les musulmans, et qu'il fallait de nouveaux Atatürk⁸. Sauf que Hubert Védrine oublie un peu trop vite que nous avons eu des Atatürk, des Bourguiba, des Saddam Hussein et cela a abouti à chaque fois à des catastrophes. C'est un discours que je qualifierais de néo-colonialiste, même s'il est porté par un ancien ministre socialiste qui se revendique pourtant « démocrate » et « humaniste ». Il n'y a pas de fatalité de la dictature dans le monde arabe, mais un processus historique complexe qui est en train de se dérouler. Actuellement, nous assistons à la confrontation entre deux visions du politique dans le monde arabe, l'une majoritaire véhiculée par les islamistes, l'autre minoritaire dans laquelle je m'inscris, défendue par les démocrates. Mais ces deux courants ne sont pas nouveaux : ils sont présents depuis quinze siècles. Les uns veulent rétablir la justice par la parole de Dieu, les autres se réfèrent à la Raison. Bien que les hommes et les mots aient changé, c'est toujours ces deux visions du politique que nous retrouvons au centre des conflits

dans les sociétés arabes. Le discours de la Raison a été porté par Ibn Khaldûn⁹, Aberrahmane Kawakibi¹⁰ et aujourd'hui par ceux qui se revendiquent des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. L'idée simpliste serait de croire que les courants démocratiques dans le monde arabe seraient importés et artificiels, de vulgaires imitations de l'expérience occidentale. Ils ont des racines historiques profondes, tout comme les courants islamistes. À l'heure actuelle, nous assistons à une lutte entre ces deux courants de pensée que chacun puise dans une expérience historique fort ancienne¹¹. La thèse du caractère exogène de la démocratie dans les sociétés arabes, si elle séduit de plus en plus les leaders politiques et les intellectuels occidentaux, voire des auteurs arabes qui veulent faire plaisir aux Européens et aux Américains¹², me semble dangereuse et, disons-le, franchement raciste.

L'éducation à la peur

Revenons à l'imprégnation de la société par l'autoritarisme. À quel moment de votre vie avez-vous pris conscience de vivre sous une dictature ?

Mon premier traumatisme remonte à l'enfance, à ma confrontation avec les soldats français pendant la période coloniale. Mon père m'envoyait acheter des cigarettes parce qu'il ne pouvait pas sortir dans la rue. Notre maison à Grombalia, en Tunisie, était une cache d'armes. Mes premiers souvenirs d'enfance renvoient à la sensation d'être surveillé, de vivre dans la peur et remontent donc à la présence de l'armée française dans le village. Mais cela n'a guère changé à l'indépendance. Mon père appartenait alors au «camp yousséfiste» qui s'opposait à Bourguiba¹³. Bien avant l'indépendance, cela a viré au règlement de compte à l'arme blanche. Mon père a dû fuir au Maroc à pied, à travers l'Algérie en guerre. Lorsque nous retournions de la région de Tunis à notre village d'origine Douz, je me rappelle que nous passions obligatoirement par le village de Saïdane qui était à l'époque un camp de la Légion étrangère. Nous étions systématiquement arrêtés et fouillés par des légionnaires. Le fortin de la Légion existe toujours. En 1956, après l'indépendance, les légionnaires étaient partis puis avaient été remplacés par des policiers tunisiens qui faisaient exactement la même chose que les légionnaires français : contrôle des papiers, fouille des bagages, humiliations, etc. Ce

sinistre manège perdue. Cet épisode m'avait fortement marqué : j'avais l'impression d'avoir simplement changé de maître. Nous étions encore suspects. Aujourd'hui encore, je me fais arrêter par les policiers exactement au même endroit qu'à l'époque coloniale et aux premiers jours de l'indépendance.

Toutefois, ma véritable prise de conscience de vivre sous une dictature s'est opérée à mon retour de France en 1978, une fois mes études de médecine achevées. Au cours de mon séjour, la démocratie était le cadet de mes soucis. Je me situais dans la mouvance socialisante. J'étais même allé en Chine pour étudier le système de santé chinois que je rêvais de transposer en Tunisie. La question démocratique m'indifférait profondément. Je considérais la démocratie comme une « bizarrerie culturelle ». C'est seulement à mon retour définitif en Tunisie que j'ai commencé à réfléchir à la question.

Ce sont des expériences très concrètes de surveillance et de contrôle autoritaire qui m'ont fait évoluer. Cela peut paraître surprenant, voire décalé, mais c'est en tant que simple automobiliste respectueux du code de la route que j'ai découvert les ressorts terribles de la dictature. Je ne parvenais pas à comprendre les arrestations systématiques de la police. Je me demandais pourquoi car je n'avais pas le sentiment d'avoir commis la moindre infraction au code de la route et notamment en matière de respect de la vitesse. C'est une coopérante française qui m'a fourni la clef de l'explication : « *Monsieur Marzouki, vous vous faites arrêter car vous ne ralentissez pas quand vous passez devant les policiers!* » C'était aussi simple que cela : il fallait ralentir pour marquer sa soumission. Le fait de ne pas ralentir était perçu comme un acte de résistance et de rébellion. En somme, dans un pays comme la Tunisie, il faut montrer aux policiers que l'on a peur d'eux. Cette loi non écrite s'applique à tous les domaines de la vie sociale. Il faut non seulement avoir peur de la police, mais il faut aussi montrer les signes visibles de sa crainte permanente de l'ordre sécuritaire. Si on n'exhibe pas sa peur, on est alors considéré comme un citoyen anormal, asocial, délinquant ou encore dissident. C'est à cette époque que remonte précisément ma prise de conscience de la dictature et l'urgence de la question démocratique.

En somme, selon vous, la dictature est moins l'art de réprimer que d'entretenir la peur, y compris dans les actes les plus ordinaires de la vie sociale. L'image de la socialisation à la peur, par de simples contrôles routiers, est très évocatrice de cette perversité des régimes autoritaires.

Oui, on vous éduque « à avoir peur ». À ce propos, un jour, l'un des grands patrons de la presse euro-africaine, Béchir Ben Yahmed¹⁴, fondateur du groupe *Jeune Afrique*, m'a donné une illustration très évocatrice de cette volonté de gouverner par la peur. Il m'a raconté que l'une des toutes premières réunions du gouvernement tunisien, auquel il appartenait, portait sur la sécurité. Les membres du gouvernement ont donné leur point de vue sur la façon dont il fallait organiser la question de la sécurité. Béchir Ben Yahmed, le benjamin du gouvernement, avait suggéré de favoriser la formation d'un « policier citoyen » dans le style *bobby* anglais, proche de la population. Bourguiba avait alors réagi vivement en criant : « *Tu es fou ! Avec ces gens-là [les Tunisiens], il faut mettre des flics qui leur fassent peur, qui les effrayent !* » Cette anecdote est très parlante. Dès le départ, Bourguiba voulait donc instaurer une police « qui fasse peur » aux citoyens, conformément à la conception qu'il se faisait de l'État. Béchir Ben Yahmed a quitté le gouvernement pour fonder son groupe de presse indépendant. Il a compris très rapidement les intentions du nouveau régime. Ce témoignage pourrait n'apparaître qu'anecdotique. Il est, en réalité, significatif de cette relation malsaine que les dirigeants des États arabes entretiennent avec leur peuple. À mon retour de France, je me faisais arrêter sur la route Tunis-Sousse quatre ou cinq fois par semaine. J'en avais tellement assez de cette situation que j'ai fini par refuser de donner mes papiers lors des contrôles policiers. Mon attitude était tellement inhabituelle que les policiers étaient ébahis. C'est malheureusement une situation que nous vivons dans tous les pays arabes. Il est vrai que dans certains pays, c'est encore pire : lorsque je me suis rendu en Irak, quand le régime était dirigé par Saddam Hussein, la peur de la police suintait partout et à tout moment. C'était épouvantable. Les citoyens arabes développent un véritable rapport traumatisant avec la police. Selon moi, c'est le symptôme fondamental de la vie sous la dictature. Le jour où les Arabes auront avec leurs policiers le même rapport qu'ils ont avec leurs facteurs, cela signifiera que le monde arabe aura définitivement guéri de la dictature.

« Je vais vous couper la langue »

Depuis quelques années s'est engagé un débat contradictoire entre les spécialistes du monde arabe pour savoir si l'autoritarisme induit une diffé-

rence de « degré » ou de « nature » avec les systèmes dits « démocratiques¹⁵ » ? Sommes-nous en présence de deux systèmes radicalement opposés ou, au contraire, convergents du point de vue des logiques de contrôle, de surveillance, de répression... ? Dans ce dernier cas, ce serait simplement le « dosage » de la coercition qui serait différent.

Non, ce n'est pas seulement une question de « dosage » de la coercition et de la répression. Nous sommes en présence de systèmes radicalement différents. Certes, la police des pays occidentaux peut se livrer à toutes sortes d'abus et de bavures. Les différents rapports de la Commission nationale de la déontologie de la sécurité (CNDS) recensent chaque année plusieurs centaines de ces « excès policiers » dans un pays, comme la France, supposé être « démocratique¹⁶ ». De même, les services sécuritaires d'une démocratie sont susceptibles de développer des dispositifs de surveillance qui peuvent nous faire penser à ce qui se passe actuellement dans les dictatures du monde arabe. A l'époque d'Edgar Hoover, par exemple, le FBI a parfois usé de pratiques criminelles¹⁷. Malgré certaines similitudes et analogies de fonctionnement entre régimes démocratiques et régimes autoritaires, nous avons affaire à deux polices totalement différentes. Ce qui est l'exception dans les démocraties (l'arbitraire) est la règle dans le monde arabe et vice-versa, ce qui est la règle dans le monde arabe est l'exception en démocratie. Il ne faut jamais oublier que pour la police comme pour la justice, les démocraties disposent de ce que j'appelle la « fonction de la tondeuse à gazon ». C'est une image crue pour désigner la présence de *contre-pouvoirs* au sein des sociétés démocratiques, sans parler de la presse qui jouit d'une relative indépendance. À l'opposé, cette « fonction de la tondeuse à gazon » n'existe pas dans les régimes autoritaires du monde arabe. J'ai eu récemment un débat contradictoire sur la chaîne internationale *Al Jazeera* avec un général égyptien, ancien vice-ministre de l'Intérieur¹⁸. Devant quarante millions de téléspectateurs, ce général a menacé de me couper la langue parce que j'avais « osé » affirmer que la police était au service d'un pouvoir corrompu et que sa fonction n'est pas de protéger la société contre le crime organisé mais, au contraire, de protéger le crime organisé contre la société, à savoir : la corruption financière, les meurtres politiques, la falsification systématique de la volonté populaire par la manipulation des scrutins et des urnes, etc. Ce qui est le plus intéressant, c'est la manière dont les téléspectateurs ordinaires ont réagi à ce débat : sur les blogs, les sites Internet, les forums, etc. la majorité des téléspectateurs d'*Al Jazeera* crachaient littéralement des injures à l'égard de ce général

égyptien. Tout le monde répétait à l'envi, si cet homme menace de couper la langue d'une personnalité connue et respectée devant des millions de téléspectateurs, qu'est-il capable de faire à un pauvre citoyen lambda dans les sous-sols de son ministère ? Cette réaction prouve que les citoyens arabes ne considèrent pas la police comme une force de maintien de la paix, mais bel et bien comme une force qui n'existe que pour assurer la sécurité des hommes en place et non la leur.

L'occupant intérieur

Dans vos écrits politiques, vous parlez souvent d'« occupation interne » à propos du rôle des polices arabes. Mais les policiers ne sont-ils pas aussi des citoyens comme les autres ? Nous ne sommes plus quand même à l'époque de la colonisation française et britannique dans le monde arabe. Votre vision peut choquer ceux qui ont combattu les régimes coloniaux.

Oui, je le dis et le répète : la quasi-totalité des pays arabes vivent une occupation interne. Dans mon livre, *La Deuxième indépendance*¹⁹, j'aborde précisément ce sujet où j'avance le concept d'occupation interne et la nécessité de la combattre, comme nous l'avions fait cinquante ans plus tôt contre les puissances coloniales. Cependant, je crois davantage en l'efficacité de la résistance civile qu'en la résistance armée. Ce que nous avons appelé « l'indépendance » était en fait l'indépendance par rapport à l'occupant étranger. Mais aujourd'hui, nous avons une deuxième indépendance à conquérir, cette fois-ci contre *l'occupant intérieur*, à savoir l'ensemble des hommes et des femmes sans foi ni loi organisés en clans et qui se sont appropriés l'État, les richesses, les honneurs..., sans contrepartie significative. Leur échec est patent sur tous les plans. Afin de camoufler ce désastre et de conserver la clef du coffre-fort dans leurs poches, ils se servent de la police, voire de l'armée, avec pour objectif fondamental leur sécurité et leur maintien *ad vitam aeternam* au pouvoir. Certains d'entre eux, comme en Syrie, en Égypte ou en Libye, entendent même transmettre le pouvoir à leurs enfants. Ces gens traitent leur population avec le mépris et la cruauté des anciens colonisateurs. En fait, nous n'avons fait que changer de maîtres. De la même façon qu'on ne peut amender le colonialisme ou l'*apartheid*, il est impossible d'amender une dictature. Relisons Frantz Fanon ou mon

compatriote Albert Memmi pour comprendre que le colonialisme comme la dictature sont des systèmes irréfornables²⁰. Je m'inscris en faux contre tous ceux qui prétendent réformer nos régimes.

Pour être plus concret sur le rôle des appareils sécuritaires, quels sont les types de police auxquels ont affaire les « citoyens » du monde arabe ? Sans trop vouloir généraliser, pouvez-vous nous décrire ce que l'on pourrait appeler le « dispositif policier » ?

Si je prends le cas de la Tunisie, dont on trouverait des illustrations similaires dans d'autres pays arabes, nous avons affaire à plusieurs « catégories » de police : la police de la circulation qui constitue pour la population une source de friction permanente, car elle se livre à un misérable racket contre les automobilistes et surtout contre les camionneurs. C'est davantage une source de tracas que de crainte. Puis on trouve les différents secteurs de la police en civil, dont la police politique qui fonctionne, elle, en dehors de toute règle de droit. Ces polices, qui sont supposées défendre le droit, se mettent elles-mêmes en dehors et au-dessus du droit²¹. Allez après cela parler aux gens du respect des lois. J'ai toujours soutenu que le vrai chef est celui qui donne l'exemple et non celui qui donne les ordres. Je vous laisse imaginer ce que vaut Ben Ali comme chef. Sa police politique, crainte et méprisée, est assimilée par le peuple à toutes les turpitudes et infamies. Voilà sur quoi un régime prétend assurer sa légitimité. La dictature est une maison close posée sur des piliers vermoulus plantés dans la fange. Les relations entre les citoyens ordinaires et la police sont donc extrêmement tendues : ce sont des rapports de maître à esclave, de dominants/dominés. Lorsqu'ils pénètrent dans un commissariat, les citoyens arabes sont généralement dans un état de stress. Les gens ont même peur d'aller porter plainte lorsqu'ils sont victimes d'une agression, comme s'ils étaient les coupables des méfaits.

En somme, la première fonction de la police dans le monde arabe serait de terroriser les citoyens dans leur vie de tous les jours. La torture commencerait au commissariat de quartier pour se diffuser à l'ensemble des « maillons » de la chaîne sécuritaire.

Oui, absolument. C'est une réalité qu'omettent souvent de dénoncer les ONG dans leurs rapports : la torture touche d'abord des citoyens ordinaires avant même les opposants et les dissidents. Bien sûr, il existe

une logique de sophistication de la torture. L'usage de procédés comme l'électricité, la sodomie²², la position du poulet rôti, la baignoire, etc. Ce sont généralement des formes moins « sophistiquées » que l'on applique aux prisonniers de droit commun. En revanche, les brûlures de cigarettes sur le corps, les passages à tabac musclés et les humiliations verbales constituent des pratiques courantes qui touchent n'importe quel prisonnier de droit commun. Dans les pays arabes, on ressort rarement indemne d'un commissariat.

Venons-en maintenant au cas plus particulier de la police politique que vous avez bien connue dans votre vie militante. Cette police politique fonctionne-t-elle si différemment des services sécuritaires (DST, RG, DGSE, etc.) de nos pays démocratiques ?

Comme le disait Michel Seurat, dans les pays arabes, nous vivons dans un *État de barbarie*²³ où règne l'arbitraire. Je doute fort que vos polices – sauf sous Vichy – soient aussi libres de leurs gestes que nos chiens de garde. Il serait trop long de passer ici en revue toutes les techniques employées par les polices politiques du monde arabe. Je me contenterais de citer celles que j'ai personnellement subies : le vol de ma voiture pour que je ne puisse plus me déplacer, les menaces de mort par téléphone ou par lettres anonymes, la mise sur écoute téléphonique permanente, la filature systématique, etc. Ce sont des pratiques pour ainsi dire « banales ». La police politique use aussi d'une technique extrêmement pernicieuse : la filature rapprochée. Il existe certes la filature classique – le fait d'être suivi discrètement pour espionner vos faits et gestes – et la « filature collante ». Cette dernière est la plus éprouvante : quel que soit le lieu où vous vous rendez, un agent en civil est en permanence derrière vous et fait même exprès de se rendre visible. C'est une forme de harcèlement psychologique qui a pour but de vous faire craquer. Vous avez beau parler au policier pour le dissuader de vous suivre, il refuse de répondre. Un jour, j'ai décidé d'en piéger un dans un train. Je me suis levé de ma place et je me suis adressé directement aux voyageurs en leur disant que j'étais l'opposant Moncef Marzouki et en désignant clairement du doigt mon « suiveur ». J'ai commencé à faire un discours, expliquant aux gens que j'étais victime de filature depuis des mois. Les voyageurs étaient complètement ébahis. Le « policier suiveur » a pris ses jambes à son cou. Ce jour-là, j'ai bien ri de la tête du type et de ses chefs. Aussi minime que cela puisse paraître, c'était pour moi une petite victoire.

J'étais parvenu, le temps d'un voyage, à chasser et à humilier la police politique, je suis sûr que ce jour-là les voyageurs ont tous bu du petit-lait.

D'une manière plus générale, quelles sont les relations entre les opposants et les agents de la police politique (les Moukhabarat) ?

Le premier type de contact entre la police politique et les opposants, ce sont les interpellations et les arrestations régulières. J'ai été interpellé de nombreuses fois à mon domicile, dans la rue ou à l'aéroport. En 1999, lorsque je présidais le Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT), j'ai vécu un enlèvement. Je sortais du domicile de l'un de mes camarades, Omar Mestiri. Nos lignes téléphoniques étaient coupées, je voulais aller dans un taxiphone pour passer un coup de fil. J'avais prévenu mes amis que je reviendrais quelques minutes plus tard. En sortant du domicile, j'ai été brutalement immobilisé par deux ou trois individus qui m'ont poussé tout aussi violemment dans une voiture civile, un scénario digne d'un film d'espionnage. Je me suis dit que cette fois-ci mes heures étaient comptées, qu'ils allaient me supprimer comme les services marocains l'avaient fait trente ans plus tôt pour Mehdi Ben Barka²⁴. L'ironie de cette histoire est que j'ai été réellement soulagé lorsque j'ai vu la voiture entrer dans le parking du ministère de l'Intérieur. J'ai compris à ce moment-là qu'il s'agissait de la police politique qui me conduisait à un nouvel interrogatoire. Cependant, j'ai bien cru un moment que ces types à l'allure de gangster allaient m'égorger et me jeter dans un fossé. Le paradoxe de la vie des opposants dans les régimes autoritaires est ainsi fait : il existe une forme de routine dans le harcèlement policier. Au final, je suis même parvenu à retourner la situation. Je m'en suis pris violemment aux agents qui menaient l'interrogatoire. Ces derniers se sont déchargés de toute responsabilité, en prétendant qu'il s'agissait de l'œuvre d'une autre brigade du ministère de l'Intérieur et il faut reconnaître que c'était en partie vrai. Le domaine d'action de la police politique est si vaste qu'elle fonctionne selon une division du travail assez complexe : il y a ceux qui font les filatures, ceux qui procèdent aux arrestations, ceux qui opèrent les interrogatoires et, au final, ceux qui torturent. Les bâtisseurs du système veillent à ce que tous ces corps de métier se méconnaissent, se détestent et se rejettent « les patates chaudes²⁵ ». Cela donne parfois des situations cocasses. Je ne raconterai pas ici les quelques « trahisons », fort sympathiques au demeurant, qui m'ont permis de déjouer des pièges et d'échapper à de très gros ennuis. Eh

oui, cela existe aussi! L'éternelle complexité des choses de l'existence humaine, où un collègue peut vous donner à la police et un policier vous sauver la vie.

Comment se déroulent ces interrogatoires ?

Ce sont des interrogatoires classiques. C'est très amusant de penser qu'il existe dans les dictatures des unités de valeurs (Uv) pour le diplôme de « fliciatrice avancée ». Un jour, j'aimerais être l'homme invisible et assister à un cours sur les interrogatoires. J'imagine que les « maîtres » doivent enseigner aux jeunes poussins l'importance de faire attendre le client, histoire de le laisser un peu mariner dans son angoisse. Cela peut durer des heures avant qu'on vous demande de déballer tout ce que vous savez. Ensuite, il y a le coup classique de la brute et du gentil. Cela peut durer des heures et des heures. Vous êtes face à des gens qui n'ont rien d'autre à faire que de vous harceler. Seigneur, qu'est-ce qui pousse un homme normal à faire un tel métier ? Et encore, je n'ai eu droit qu'aux menaces, jamais à la torture. J'imagine, le cœur serré, toute l'horreur que vivent les gens qui n'avaient pas mon âge et mon statut. Oui, la torture est le crime absolu de ces régimes criminels et je la combattrai jusqu'à mon dernier souffle.

Pornographie d'État

L'expérience de la torture doit marquer un individu à vie ?

Si je n'ai pas connu personnellement la torture, j'ai vécu des techniques qui y ressemblaient fort : la filature collante, évoquée précédemment, qui soumet les nerfs à rude épreuve. En 1994, pour avoir « osé » me présenter aux élections présidentielles contre Ben Ali, j'ai passé quatre mois en isolement total. C'est une expérience terrible surtout lorsqu'on se rend compte qu'on commence à parler tout seul. Dans la cellule voisine, il y avait un homme qui n'arrêtait pas de psalmodier le Coran jour et nuit, il ne dormait presque pas et m'empêchait de dormir. J'ai fini par avouer à mon gardien le secret de cet homme, dont je n'avais jamais vu le visage. Il était en isolement depuis des années. Je me demande parfois quelle insensibilité, quelle inhumanité, quelle inconscience, quelle bêtise bovine,

quelle capacité de justification il faut à des hommes pour aller se coucher tranquilles avec de telles abominations sur la conscience et dont ils portent l'entière responsabilité devant Dieu, les hommes et, je l'espère demain, devant des tribunaux nationaux ou à défaut devant la Cour pénale internationale.

Il y a d'autres techniques de torture sophistiquées. Par exemple, la prise en otage de la famille. Mon frère Mohamed Ali entrainait en prison chaque fois que j'entreprenais une action politique. Il y a fait trois séjours en étant parfaitement innocent. Il a fini par fuir à travers le désert libyen et trouver refuge en Suisse.

En octobre 2006, à la sortie de mon domicile avec quatre de mes amis, dont un jeune avocat, nous avons vu déferler sur nous un groupe vociférant. Une jeune fille s'en est prise au jeune avocat l'accusant d'avoir voulu la violer. Les policiers en civil qui l'accompagnaient lui ont soufflé discrètement à l'oreille : « *Marzouki, c'est l'autre homme plus âgé!* » Elle s'est donc retournée vers moi en hurlant : « *C'est lui le violeur, c'est lui!* » Nous avons tous éclaté de rire et même les flics souriaient. Il y a aussi le « lâchage de foutes » quand tu sors de ton domicile, une meute de gens soudoyés te colle en criant : « *Traître, vendu, combien d'argent as-tu touché de l'émir du Qatar²⁶?* » C'est cela le style Ben Ali.

Les femmes de l'opposition subissent-elles le même sort ?

Bien sûr. Les militantes des droits de l'Homme sont souvent attaquées sur le registre sexuel. Par exemple, Sihem Bensedrine, porte-parole du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT), a été victime d'un montage pornographique vidéo qui a été envoyé à son mari et à sa famille. De nombreux opposants, hommes et femmes, sont victimes de procédés identiques. Pour salir la réputation des islamistes, la police réalisait des montages vidéo où on les voyait accomplir des actes homosexuels et/ou pédophiles (généralement un dignitaire musulman sodomisant son jeune disciple), et compte tenu de leur conservatisme religieux, ces situations étaient encore plus humiliantes pour eux.

Laissez-moi insister ici sur un fait très important, à savoir la réaction des intéressés. Vous avez ceux qui se conduisent en victimes et ceux qui se conduisent en combattants. Les premiers s'en vont crier leur douleur partout, dénonçant à leurs bourreaux ou aux supposés amis de ces bourreaux, leurs droits bafoués et réclamant une réparation. Les combattants, eux, savent que cela ne sert à rien. Ils ont intériorisé l'idée qu'ils se sont

engagés dans un combat dangereux contre un dictateur corrompu et violent et de ce fait, doivent s'attendre à tout, y compris de perdre la vie. Je ne suis pas capable de vous dire la proportion des uns et des autres car je n'ai pas fait de recherches statistiques mais je peux vous dire par expérience que ceux qui s'installent dans le statut de victimes se détruisent eux-mêmes, qu'ils deviennent vite une charge pour la résistance démocratique et qu'on finit par les retrouver hors-jeu. Les combattants, eux, peuvent tout supporter, tenir et avancer en y laissant des plumes et parfois leur peau. Mais ce sont eux finalement qui sont en mesure d'abattre la dictature.

Récemment un vice-consul tunisien en France a été condamné pour torture et complicité de viol sur la femme d'un militant politique²⁷. La pratique du viol sur les opposantes ou les épouses d'opposants est-elle courante dans les pays arabes ?

Je ne peux rien affirmer. Il y a des rumeurs. En général, on sait que dans tous les pays, les viols et, plus particulièrement ceux dont les hommes sont victimes, sont largement sous-estimés, car rarement déclarés. Dans les pays arabo-musulmans, cela est encore plus dissimulé en raison des tabous culturels et religieux. Néanmoins, dernièrement, cette loi du silence a été brisée de manière spectaculaire. En 2008, a circulé en Égypte, à la fois sur la toile et sur les téléphones portables, l'image d'un prisonnier avec les jambes en l'air et un policier en train de lui enfoncer une bouteille dans l'anus. Depuis, la terrible photo a fait le tour du monde arabe. Il semble que ce soit là la technique de choix pour casser un détenu politique ou de droit commun, mais des viols proprement dits sur des prisonniers ou sur leurs familles, on sait que cela existe mais nul ne peut établir des statistiques. Le phénomène est opaque du fait du silence des victimes. Encore une fois, comme pour la corruption, ce n'est pas le phénomène lui-même qui est le vrai problème, malgré son absolue abjection. Les salauds qui sont derrière ces actes barbares ne réalisent pas que c'est la notion même de l'État qu'ils contribuent à détruire. Quelle crédibilité peut-on attacher à un État qui se proclame protecteur des lois et des vertus quand tout le monde sait qu'il est le premier à les violer ?

La dictature au travail

La police du régime recourt-elle également à des formes de harcèlement professionnel ?

Il existe toutes sortes de pressions professionnelles permanentes. Pour les professions libérales, notamment les avocats et les médecins, la police empêche les clients d'accéder aux cabinets, ce qui est une manière de les asphyxier économiquement. Cela signifie purement et simplement la mort lente de votre activité. Quant aux fonctionnaires de l'administration, les pressions sont encore plus directes. Les tenants de l'appareil sécuritaire peuvent aller jusqu'à provoquer votre exclusion définitive, comme dans mon cas.

Dans la mesure où votre cas personnel me semble emblématique de cette forme de harcèlement professionnel à l'égard des défenseurs des droits de l'Homme, pourriez-vous nous parler davantage de votre expérience ?

Dès 1991, le régime a tenté de semer la discorde au sein de mon service hospitalier, en contraignant des jeunes médecins, qui étaient généralement mes anciens élèves, à produire des rapports pour en dénoncer les dysfonctionnements et me mettre en cause personnellement : « *C'est un mauvais médecin, il dirige mal son service, etc.* » Je tombais des nues. En fait, je me suis rendu compte qu'ils avaient agi sur ordre et qu'ils avaient été menacés pour produire ce type de rapports sur ma prétendue « incompétence professionnelle ». D'ailleurs, la plupart d'entre eux n'osaient même plus me regarder dans les yeux. Une scène qui rappelle celle vécue par Tomas, le héros du roman de Milan Kundera²⁸ : devant son refus de signer une lettre d'autocritique sur sa prétendue implication dans le « printemps de Prague », les communistes prosoviétiques finissent par le révoquer de son service hospitalier et il se retrouve laveur de carreau. Tomas est un personnage de roman alors que, pour moi, c'est la réalité. En fait, ces pics de harcèlement professionnel coïncident presque toujours avec des périodes d'activisme politique. L'année 1991 a correspondu au premier « grand choc » entre la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, que je présidais alors, et le régime. À l'époque, nous étions quasiment les seuls à dénoncer les arrestations arbitraires et le retour en force de la torture. Le président Ben Ali me considérait comme le responsable de cette campagne de dénonciation. Le régime ne le supportait pas et ce,

d'autant plus, que deux anciens présidents de la Ligue des droits de l'Homme avaient, eux, accepté d'entrer dans le gouvernement. Le dictateur pensait donc pouvoir domestiquer assez rapidement notre organisation en cooptant ses principaux dirigeants²⁹. Je refusais ce marché de dupes, affirmant d'emblée que je n'étais pas ministrable. Ben Ali n'a pas supporté cette manifestation d'indépendance. Les autorités régionales et les responsables de la faculté ont rendu mon travail quasiment impossible. Il ne me restait plus que les tâches d'enseignement étroitement surveillées par des « étudiants policiers » ou des « policiers étudiants ». Il y avait toujours des agents du ministère de l'Intérieur dans mes cours. Je me souviens notamment d'avoir été particulièrement surveillé lorsque j'ai commencé à aborder la question du Sida, encore un sujet tabou. À l'époque, le gouvernement avait fait une loi rendant le dépistage obligatoire, violant le secret médical et instaurant un système de quarantaine pour les séropositifs, qui consistait à parquer les malades dans les hôpitaux jusqu'à leur « guérison complète ». En tant que professeur de santé publique mais aussi en tant que militant des droits de l'Homme, j'avais dénoncé cette loi comme une aberration porteuse d'effets pernicieux. Le risque était que plus personne n'ose se prêter au dépistage par peur d'être enfermé à vie puisqu'il n'y avait aucun traitement à l'époque. En 1994, ils ont fini par dissoudre mon service de médecine communautaire et en 2000, j'ai été révoqué de mon poste universitaire et chassé définitivement de la faculté, alors que j'y avais formé des générations d'étudiants, d'assistants et même d'agrégés.

D'après vos analyses, on a l'impression que les relations de travail dans les pays arabes sont en permanence enserrées dans l'étouffement de la dictature. N'est-ce pas une vision un peu caricaturale ?

Il faut rappeler que, dans la majorité des sociétés arabes, les emplois publics et même privés dépendent en grande partie de l'État. Nous sommes en présence d'économies contrôlées par l'État, y compris dans la phase « libérale » actuelle³⁰. Les gens sont donc plus prudents. La peur de perdre son travail contribue à casser partiellement les solidarités que nous évoquions précédemment à propos de la sphère familiale. Une autre technique est actuellement très utilisée par le régime : l'arme fiscale. Du jour au lendemain, vous vous retrouvez avec des rappels faramineux sortis de nulle part. La technique a beaucoup servi contre les hommes d'affaires pour leur soutirer des rançons, puis contre les avocats défen-

seurs des droits de l'Homme. Bien sûr les fonctionnaires peuvent, eux aussi, être révoqués du jour au lendemain. Vous comprenez que, dans ces conditions, les candidats au chômage et à la misère ne se pressent pas au portillon.

Quels sont les mécanismes concrets? Existe-t-il une forme de « méritocratie autoritaire » propre aux dictatures du monde arabe?

En juillet 2000, j'ai appelé Ben Ali à quitter le pouvoir conformément à sa promesse de ne pas se présenter au-delà des deux mandats prévus par la Constitution. Quelques jours après, j'ai reçu ma lettre de renvoi de la faculté de Sousse arguant d'une sombre histoire de congés pris sans autorisation, motif ridicule s'il en est et pour lequel la sanction maximum est une mise à pied. Ce qui m'a le plus touché est qu'aucun de mes collègues ne s'est levé publiquement pour exprimer sa solidarité. La peur et la coercition jouent à fond dans le milieu professionnel. Les gens ne font pas de délation, loin de là. Mais ils ne bougeront pas forcément lorsqu'un de leurs collègues sera victime d'un blâme injustifié ou d'une exclusion pour des raisons politiques. Dans le cadre professionnel, la tentation est grande d'adopter une attitude purement conformiste. Par son contrôle sur l'économie et l'emploi, l'État parvient à museler la société. Ce n'est ni par l'éducation, ni par l'idéologie, ni même par l'information – plus personne ne regarde les chaînes nationales – mais par l'économie avant tout. Il ne faut jamais oublier que les économies de dictatures sont d'abord des économies de redistribution³¹. La nécessité de survie sociale annihile en partie les mécanismes de solidarité observables dans la sphère familiale. D'ailleurs, les gens éprouvent une certaine honte professionnelle et sont rarement fiers de devoir se soumettre. Le sentiment d'indignité est sûrement le sentiment le mieux partagé aujourd'hui dans le monde arabe.

Ces pressions touchent-elles aussi les familles des opposants et des militants?

Oui, bien sûr. En 1994, j'ai décidé de faire partir ma femme et mes deux filles, Myriam et Nadia, car je craignais des représailles contre elles. J'ai fait ce choix douloureux quand j'ai appris cette histoire, que toute la Tunisie connaissait à l'époque : le harcèlement de la famille d'un directeur de banque qui avait refusé d'accorder un prêt « sans caution » à des

membres d'un clan proche du régime. Les malfrats du pouvoir s'en sont pris notamment à la fille du banquier, en l'arrêtant à la sortie de l'école pour possession de stupéfiants. Le banquier a fini par céder, en accordant le prêt à ces individus. À la suite de cette histoire, j'ai pensé que l'une de mes filles pouvait se retrouver avec du haschisch dans son sac. J'ai préféré vivre seul plutôt que de connaître et de faire connaître une telle expérience à mes filles. Cette forme de châtement collectif touche toutes les familles des opposants et des militants des droits de l'Homme. La punition collective doit être aussi une « Uv » dans le cursus des poussins de la dictature. Le Professeur Ben Ali doit être intraitable vis-à-vis des « cancre » qui refusent de retenir cette leçon sur laquelle aucune impasse n'est possible. Toutes les familles des opposants et des militants des droits de l'Homme en connaissent quelque chose. Radhia Nasraoui, avocate de gauche, et Sihem Bensedrine, journaliste et porte-parole du CNLT, ont vécu des années dans l'angoisse de l'agression contre leurs proches. J'ai déjà parlé du cas de mon frère et je pourrais relater comme cela des histoires sans fin.

Les bœufs-tigres du monde arabe

Diriez-vous la même chose de la justice ? Dans le monde arabe, l'indépendance de la justice renvoie t-elle à une réalité ou à une fiction³² ?

Tout le monde en Tunisie connaît la blague de ce campagnard qui débarque à la gare centrale de Tunis. Il demande au chauffeur de taxi de le conduire au Palais de justice. Arrivé au lieu dit, le chauffeur lance au brave homme : « *Voici le Palais, mais la justice tu peux toujours la chercher !* »

Dans le naufrage des institutions du monde arabe, la justice occupe sans doute la première place. À la limite, la police, même si on doit dénoncer ses abus, reste au moins conforme à sa vocation sécuritaire et répressive. Mais la magistrature dérive totalement de sa mission initiale. Les magistrats du monde arabe se sont totalement déshonorés, à la fois en tant qu'institution et en tant qu'individus. Ce déshonneur les suivra pendant très longtemps. Depuis vingt ans, j'assiste à tous les « procès politiques » de mon pays : celui des premiers démocrates des années 1980, puis les procès des islamistes dans les années 1990 et, plus récem-

ment, les procès touchant les militants des droits de l'Homme. J'ai bien sûr été présent à mes propres procès. J'ai toujours l'impression d'être plongé dans une farce tragique, où trois juges muets laissent parler l'inculpé et plaider les avocats pour aboutir dans tous les cas à un résultat identique : la condamnation du prévenu. Depuis le début des années 2000, j'ai commencé à mener un combat auprès des avocats pour leur dire « *Ça ne peut plus continuer ainsi ! Nous sommes dans une tragi-comédie qu'il faut casser ! La seule façon de rompre cette farce tragique, c'est de refuser purement et simplement de plaider !* » J'ai acquis la conviction que seule une stratégie de « défense de rupture³³ » est payante. Malheureusement, je ne suis jamais parvenu à convaincre mes camarades avocats qui sont pourtant tout à fait conscients du simulacre dans lequel ils jouent un certain rôle.

Vous-même, avez-vous été personnellement confronté à ce « simulacre » de justice ?

Oui, à de multiples reprises. Par exemple, en 2001, j'avais écrit un papier dénonçant le racket opéré par le régime, à travers ce fameux fonds de solidarité dit « 26-26 ». Il s'agit officiellement d'un organisme de solidarité recueillant des dons bénévoles. En réalité, c'est un racket organisé par le régime, que certains spécialistes assimilent à une fiscalité parallèle³⁴. J'ai été évidemment convoqué par le juge, mais j'ai décidé de ne pas parler en le signifiant ainsi : « Je n'ai rien à vous dire ! » De même, à ma demande, mes avocats se sont tus. Condamné à 12 mois de prison ferme, j'ai refusé de faire appel car c'était peine perdue. Les responsables de l'appareil sécuritaire étaient alors très embarrassés. Comme je ne faisais pas appel, j'aurais dû être incarcéré immédiatement. En fait, ces responsables ne voulaient surtout pas d'un mouvement de solidarité international en ma faveur. Comme ils avaient parfaitement conscience que j'étais décidé à aller en prison, ils ont alors trouvé une astuce : le procureur général a fait appel. Normalement, lorsqu'un procureur général fait appel, c'est pour obtenir une condamnation plus sévère. Mais pour la première fois dans les annales judiciaires tunisiennes, l'inverse s'est produit : j'ai été finalement condamné à 12 mois avec sursis. Le régime craignait par-dessus tout la médiatisation et l'internationalisation de l'affaire. Il voulait me faire condamner en guise d'exemple, mais sans en assumer les conséquences politiques.

Outre la fonction punitive classique, quelle est la fonction sociale du système carcéral dans les dictatures arabes ?

C'est une fonction de contrôle social général. Ne nous y trompons pas : les prisons ne sont pas faites exclusivement pour les politiques, les dissidents et les opposants au régime. Elles fonctionnent à 99 % pour les prisonniers de droit commun. Or, ces derniers sont autant victimes de la dictature que les militants. J'ai assisté à de très nombreux procès de droit commun en attendant les procès politiques qui, généralement, en Tunisie, se déroulent en fin de séances lorsque tout le monde est bien fatigué et les salles d'audience vides. Or, ce que j'ai pu voir dans ces séances m'a littéralement sidéré. C'est une caricature de justice : les procès sont expédiés en quelques minutes et les peines prononcées extrêmement lourdes pour des faits souvent mineurs. Je me rappelle d'un procès, où le prévenu avait été condamné à 4 ans de prison ferme pour un simple vol de pneus de voiture. Le juge avait dit au pauvre bougre : « *Tu as volé 8 pneus, tu seras donc condamné à 1 an de prison par pneu volé, soit 8 ans. Mais, comme je suis gentil, je divise la peine par deux, ça te fera 4 ans !* » Cela peut prêter à sourire mais c'est toujours ainsi : pour le moindre délit, les juges condamnent à des peines de prison ferme. C'est le mythe de l'exemplarité par la prison : plus on frappe fort, plus on effraie la population. Les magistrats du monde arabe ressemblent à ces juges « bœuf-tigres » si bien décrits par Voltaire dans l'affaire Calas, bêtes comme des bœufs, féroces comme des tigres³⁵. En plus, il faut imaginer dans quelles conditions les condamnés de droit commun effectuent leurs peines. C'est au prix de la peur et de l'intimidation sociale tous azimuts que fonctionne l'occupation interne d'une minorité qui a coupé les amarres avec son peuple et le traite comme du vil bétail.

Mais ces magistrats et ces avocats sont pourtant des citoyens comme les autres. Ils se rendent bien compte, voire même subissent, les effets pervers de l'autoritarisme. Comment expliquer cette situation de passivité ?

Les dictatures semblent développer une forme de schizophrénie que j'ai pu observer lors de mes différentes arrestations et incarcérations. Il y avait toujours dans le lot un agent qui me disait : « *Je vous aime bien ! Je vous admire !* », ou encore un qui m'amenait un casse-croûte. Et pourtant, cette même personne va t'arrêter, t'interroger et te torturer si on le lui ordonne. J'ai vécu une situation comparable en prison : les gardiens ont

commencé à me confier toute leur amertume à l'égard du système et à se plaindre du régime, dont ils sont pourtant partie prenante. Ce comportement schizophrène est observable dans toutes les sphères de la société. Les ministres de la dictature me tiennent le même discours : ils légitiment le régime en public et le dénoncent en privé. La quasi-totalité des gens qui font marcher le système sont aussi des victimes du système. La schizophrénie est une question systémique. C'est une entité qui fonctionne comme un tout, sans véritable possibilité de réforme.

Ces lieux sinistres de l'imaginaire arabe

Justement, vous parliez des prisons. Est-ce que l'on note une amélioration des conditions de détention dans les prisons arabes ces dernières années ?

Alors que la question des prisons était totalement taboue par le passé, elle est devenue aujourd'hui un sujet de discussion publique, notamment grâce à la chaîne de télévision *Al Jazeera* qui y a consacré plusieurs émissions. C'est d'ailleurs une évolution positive. Le thème n'est plus simplement cantonné au cercle restreint des opposants et des militants des droits de l'Homme, mais est très largement relayé par les citoyens ordinaires. C'est devenu un vrai sujet de société et les chefs d'État arabes sont très embarrassés par la médiatisation de cette question. En effet, le système carcéral constitue l'une des pièces maîtresses de la dictature. Dans l'imaginaire occidental, on a coutume d'évoquer les camps de concentration et d'extermination, tels qu'Auschwitz-Birkenau ou Treblinka. Dans l'imaginaire arabe contemporain, ce sont les prisons de Tadmour (Palmyre) en Syrie, Serkajdi en Algérie, Tazmamart au Maroc, Borj Er Roumi en Tunisie, Istinaf au Caire et aussi Abou Ghraïb en Irak, autant de noms sinistres qui hantent les esprits et effrayent les citoyens ordinaires. Les régimes ont longtemps usé de la peur suscitée par ces lieux de terreur pour dissuader la population de s'opposer et de se révolter. Mais aujourd'hui, les noms de ces sinistres centres pénitentiaires sont en train de se retourner contre les dictateurs qui sont obligés de les cacher, de les détruire ou de changer leur image. Les dictateurs ont compris que la question des prisons était devenue explosive.

Les conditions de vie carcérale dans les démocraties font aussi l'objet de nombreuses critiques. La France est régulièrement épinglée par les instances internationales et les organisations des droits de l'Homme³⁶. N'est-ce pas là une donnée commune à tous les systèmes pénitentiaires, au Nord, comme au Sud?

Les conditions de détention dans les dictatures du monde arabe sont difficilement comparables à celles vécues par les prisonniers dans les centres pénitentiaires des pays occidentaux, en dépit des critiques évidentes qu'on peut adresser à ces dernières. Certes, les régimes arabes ont adopté une politique de toilettage de leur législation pénale pour se conformer aux normes internationales en matière de détention. Mais, là aussi, nous vivons dans une situation de schizophrénie totale. Les lois sont faites pour ne pas être appliquées. Les prisons arabes sont des espaces où règne la loi de la jungle : c'est la brutalité à l'état pur. N'ayons pas peur de le dire, les prisons arabes sont des jungles urbaines qui incarnent le retour à la barbarie : mauvais traitements systématiques, humiliations quotidiennes, tortures fréquentes des prisonniers, etc. Sur ce plan, la situation des prisonniers n'a fait qu'empirer ces vingt dernières années. En Tunisie, à l'époque de Bourguiba, les « politiques » jouissaient au moins d'un « traitement de faveur ». Ils étaient rarement placés dans des cellules collectives avec des droit commun. Aujourd'hui, c'est tout le contraire : le régime prend un malin plaisir à jeter les opposants dans des cellules bondées de droit commun. De plus, les prisons sont surchargées. Les États refusent d'investir dans le système pénitentiaire, c'est vraiment le cadet de leurs soucis. Les conditions d'hygiène de vie sont totalement lamentables. En Tunisie, les matelas pour les prisonniers n'ont été introduits que dans les années 1980. Auparavant, les détenus dormaient à même le sol, sur le ciment froid des cellules. Encore à l'heure actuelle, dans les cachots du ministère de l'Intérieur, en plein centre de Tunis, on dort par terre avec une simple couverture.

La résistance passive des familles

Au-delà de ce pessimisme qui se dégage de vos analyses, vous affirmez quand même que la cellule familiale résiste bien à la dictature.

Sur ce plan, il faut éviter également les généralisations abusives car les situations familiales sont très contrastées selon les pays et, au sein d'une même nation, en fonction des milieux sociaux. Quoi de comparable entre une famille mauritanienne et une famille saoudienne? Quoi de comparable entre une famille modeste du Sud de la Tunisie et une famille huppée de Sidi Bousaïd, la banlieue chic de Tunis? Le spectre social arabe est extrêmement large et nous interdit de parler de la famille arabe avec un « F » majuscule. La vraie question étant : dans quelle mesure, les familles arabes sont-elles capables de secréter leurs propres valeurs qui permettent de contrecarrer les valeurs de la dictature? Les situations sont diverses. Il existe ce que nous pourrions appeler des « familles de résistants », où on apprend très tôt à l'enfant à refuser l'arbitraire. Cela a été mon cas : je suis né dans une famille où régnaient les valeurs du refus, de la révolte et de la rébellion. À l'opposé, on recense aussi des « familles Makhzen³⁷ », où les parents apprennent à l'enfant à se soumettre, à respecter l'autorité. En ce qui concerne les « familles moyennes » – même si la formule n'est pas très heureuse –, disons qu'elles essaient par tous les moyens de se protéger de ce *mal arabe*³⁸ qu'est la dictature, de ne pas se corrompre, de ne pas être prises dans les méandres du régime, de ne pas se salir... C'est une forme de résistance passive. La passivité des familles constitue une tendance dominante : on a l'impression que les gens tapent en permanence sur des écredons. Les familles ordinaires absorbent les *coups* et les *coûts* de la dictature, mais sans y opposer de véritable résistance, si ce n'est une forme de passivité hostile et méprisante. On observe un profond désintérêt des familles pour les discours d'État et la vie politique officielle qui leur passent par-dessus la tête. Je dirais même que la grande majorité des familles cherche à fonctionner en dehors du politique, dans un « ailleurs » qui ne se confond presque jamais avec la société officielle. Et nous, démocrates, avons beaucoup de difficultés à expliquer aux citoyens ordinaires que, ce n'est pas parce qu'ils ne s'occupent pas de politique que la politique ne s'occupe pas d'eux. C'est un phénomène de démobilisation générale devenant permanent. La dictature a réussi à créer une *apathie populaire*. Les régimes arabes n'ont plus vraiment de soutien populaire mais ils parviennent, malgré tout, à fonctionner grâce à la démobilisation générale des citoyens. Bien sûr, il s'est produit des exceptions dans l'histoire récente. En 1967, Nasser, à la suite de la défaite face à Israël, avait annoncé son départ du pouvoir. Le lendemain, il y avait presque trois millions de personnes dans la rue pour réclamer son maintien. Mais ce genre de moment de communion et de fusion entre le peuple et le leader

est exceptionnel. Dans la majorité des cas, les manifestations populaires de soutien au régime ne sont presque jamais spontanées.

Vous en concluez donc que ces régimes autoritaires arabes ne produisent pas véritablement « d'adhésion populaire », ni au sens démocratique, ni au sens totalitaire...

Non, aucune adhésion. C'est de la résistance passive. Les gens n'adhèrent pas au régime, ils ne le soutiennent pas, sans pour autant s'y opposer visiblement. Les citoyens du monde arabe passent la majeure partie de leur temps à se protéger, exactement comme s'ils cherchaient à se préserver d'une maladie honteuse et contagieuse. La résistance passive a été le phénomène majeur qui a caractérisé – et qui caractérise toujours d'ailleurs – la relation des citoyens ordinaires à leur régime: la fuite, l'absentéisme, le repli sur la sphère familiale, le retour à une certaine religiosité, etc.

Cette marque de l'autoritarisme imprègne-t-elle aussi les relations de voisinage, d'amitiés et toutes les formes de sociabilités de proximité ?

Je ne pense pas que l'on puisse imposer exclusivement une lecture politique des relations humaines. Dans beaucoup de familles arabes, il serait incongru de se déchirer pour des histoires politiques, à l'instar de ce qu'ont pu connaître les Français sous l'Affaire Dreyfus. La politique est rarement un facteur de dissonance, les relations humaines comptent tellement plus que tout le reste: les valeurs familiales, les sociabilités de voisinage, les solidarités villageoises et régionales sont plus « essentielles » que les différends politiques et idéologiques. J'en ai fait personnellement l'expérience en prison. Les gardiens originaires du Sud chargés de me surveiller entretenaient avec moi une véritable complicité³⁹. Les réseaux de solidarité tribale, régionale, villageoise, etc., restent puissants. Même les membres du parti au pouvoir ne remettent jamais en cause fondamentalement ces liens primordiaux. Face à un opposant comme moi, ils se justifient souvent en disant qu'ils ont pris leur carte au Parti⁴⁰ mais cela ne signifie rien pour eux. Les relations humaines sont globalement préservées. Ces réseaux de solidarité sont à la fois un moyen de se défendre contre l'État mais aussi un moyen de distribution de « petits services ». Nous sommes en présence d'une économie parallèle, où on échange non pas de l'argent mais des services. C'est une forme de résistance passive

pour contourner l'administration et faire face au harcèlement permanent de la police et à l'inefficacité de la justice. Les citoyens ont appris à développer ces réseaux de service au sein desquels tout fonctionne ou presque. Ce sont des réseaux de relations personnelles qui, contrairement à une idée reçue, se confondent rarement avec le phénomène de corruption. Les réseaux de corruption sont autre chose.

C'est en ce sens qu'on peut dire que les régimes arabes actuels sont davantage autoritaires que totalitaires. Les citoyens résistent par une pratique quotidienne de l'ironie et de la dérision⁴¹. Ces régimes ne sont pas parvenus à un lavage de cerveau comme, par exemple, les régimes totalitaires national-socialiste ou stalinien.

Qu'un enfant dénonce son père à la police politique – comme sous l'Allemagne hitlérienne⁴² – est une chose inimaginable dans le monde arabe actuel, même dans l'Irak de Saddam Hussein ou la Syrie d'Hafez Al Assad. Dans la hiérarchie des valeurs, le respect des parents est encore très présent. Il subsiste une religiosité musulmane qui valorise les valeurs familiales empêchant ce type de délation. L'idéologie des régimes arabes n'a jamais remis en cause les valeurs traditionnelles. Aucun dictateur arabe n'a pris le pouvoir avec une idéologie structurée comparable au communisme, au stalinisme, au fascisme ou au nazisme. D'ailleurs, la plupart de ces autocrates – c'est toujours vrai aujourd'hui – ont revendiqué leur leadership au nom de l'islam. La seule idéologie véritablement structurée dans le monde arabe a été le *baasisme*⁴³ qui est une espèce d'*ersatz* des nationalismes occidentaux mais qui a finalement échoué, se heurtant elle aussi au poids de la religion musulmane. Le *baasisme*, le nassérisme et toutes les idéologies modernes dans le monde arabe ne sont jamais parvenus à se substituer à la religiosité populaire. Aucun dictateur arabe, y compris Saddam Hussein, n'a prétendu à l'instar de Staline, de Mao ou d'Hitler, abolir l'islam comme religion de la société. C'est peut-être ce qui explique que les pays arabes, malgré la dictature, n'ont jamais connu les horreurs provoquées par les idéologies totalitaires occidentales comme le nazisme, le fascisme ou le stalinisme.

Si je suis votre raisonnement, l'islam aurait été un garde-fou au totalitarisme dans le monde arabe. Vous prenez ici le contre-pied de certaines thèses actuelles sur le caractère « essentiellement totalitaire » de la religion musulmane⁴⁴.

Oui, cela peut paraître paradoxal mais l'islam a constitué, dans une certaine mesure, une protection sociale contre la folie meurtrière des dictateurs. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard si nos pires dictatures ont été les « laïques ». Jamais les rois d'Arabie dite « saoudite », garrottés par les coutumes tribales et religieuses ou par la surveillance des Oulémas, n'ont eu le pouvoir de vie et de mort qu'avaient des hommes comme Saddam, Al Assad ou Kadhafi qui s'étaient ostensiblement démarqués de l'islam, mais sans pouvoir totalement en faire fi.

Le problème de l'islam dans le monde arabe est qu'il a toujours eu un statut ambivalent. Il a été instrumentalisé doublement par les dictateurs mais aussi par les « révolutionnaires » en lutte contre les pouvoirs tyranniques. Il a assumé une fonction « à la Janus » : il constitue à la fois l'idéologie de la dictature et l'idéologie de la libération. Chacun tire l'islam de son côté.

Jeunesses arabes : des « rebelles soumis »

Et cette inculcation de la peur, la retrouve-t-on dès le plus jeune âge, à l'école, par exemple ?

À l'école, c'est moins la peur de la police qui se manifeste que l'endoctrinement. C'est un processus qui commence très tôt, à travers notamment les cours d'éducation civique qui, dans la plupart des pays arabes, sont en fait des cours de propagande : le salut du drapeau, l'hymne national, l'épopée du monarque ou du président, etc. Les enfants et la jeunesse sont un enjeu considérable pour la survie des régimes. Toutefois, ce processus d'endoctrinement a ses limites. Les enfants ont des familles qui leur délivrent généralement un discours contraire au discours officiel, une sorte de contre-propagande.

À travers vos propos, on a quand même l'impression que les sociétés arabes – ou du moins certains secteurs sociaux – résistent à la dictature. Nous ne semblons pas en présence de sociétés totalitaires au sens d'Hannah Arendt⁴⁵, où la famille serait complètement terrorisée et enserrée dans l'étau dictatorial. Il existe de réels espaces de liberté, notamment dans la sphère domestique.

Votre réflexion reflète une vision un peu caricaturale du monde arabe. C'est comme si vous me demandiez si les Arabes rient lorsqu'on leur raconte une bonne histoire drôle. Les mécanismes d'endoctrinement officiels ne remettent pas en cause certaines solidarités familiales et sociales. De ce point de vue, ces mécanismes apparaissent largement inefficaces. Les élèves et leurs parents croient rarement aux fables de la propagande officielle. Je me rappelle, qu'en Tunisie, lorsque Ben Ali a imposé des cours de droits de l'Homme dans les écoles, cela a fait rigoler tout le monde, y compris les plus jeunes. Les enfants et les adolescents ont parfaitement conscience des violations massives des droits de l'Homme dans leur pays. Le problème est que cette récupération a fini par nous poser un vrai problème à nous, les « vrais » militants des droits de l'Homme : l'instrumentalisation officielle – les droits de l'hommisme d'État – a contribué pour beaucoup à discréditer notre cause. Le jour où l'on voudra refaire vivre ces idéaux, ce sera une tâche complexe. Quand on parle des droits de l'Homme à un enfant du monde arabe, ça le fait rire.

Pour revenir sur la jeunesse arabe, comment caractériseriez-vous sa relation à la dictature ? Jeunesse rebelle ou jeunesse soumise à l'autoritarisme ?

Je n'emploierai pas le mot jeunesse au singulier mais plutôt au pluriel, car il y a plusieurs jeunesses arabes. Le monde arabe est pluriel, chaque région est spécifique. Par ailleurs, la vision du monde que développent les jeunes dans le monde arabe se transforme au fil du temps. Par exemple, dans ma génération, nous étions rarement fiers d'être des *khobzistes*⁴⁶. Aujourd'hui, certaines catégories de la jeunesse n'ont plus honte de cultiver ces valeurs de réussite individuelle et d'arri-visme. À mon époque, il fallait être nécessairement de « gauche », « progressiste » ou « nationaliste arabe » au risque d'être pris pour un idiot par ses copains. Actuellement, la situation a radicalement changé : les idiots seraient plutôt ceux qui s'engagent, et les militants ne sont plus de gauche, ce sont ceux que nous appelions avec mépris « les réactionnaires » et à qui on prédisait une fin imminente. Les choses ont tellement évolué que j'ai du mal à généraliser en disant « la jeunesse arabe⁴⁷ ». En revanche, on peut observer des comportements, des tendances lourdes qui caractérisent ces nouvelles générations arabes... Il est clair qu'une majorité de jeunes du monde arabe souhaitent « faire tranquillement

leur vie», accéder à un statut social supérieur, acquérir un confort matériel, sans s'engager politiquement. Mais on est là dans la mondialisation car je ne crois pas que ce soit très différent de ce qui se passe ailleurs dans le monde.

Vous avez l'air de dire que les jeunes du monde arabe déplorent la dictature mais sans volonté réelle de lui résister. En somme, une position plutôt « attentiste critique » ?

On observe un repli général sur la sphère privée qui touche les jeunes comme les adultes. Des attitudes de fuite par rapport au système se développent massivement. La fuite à l'étranger est devenue un phénomène majeur. Ceci étant, ceux qui s'engagent dans l'islamisme sont majoritairement des jeunes. Enfin, il y a ceux, plus rares, – il faut le reconnaître – qui rejoignent les combats démocratiques.

Vous insistez beaucoup sur la percée, voire l'hégémonie, de l'islamisme chez les nouvelles générations arabes. N'avez-vous pas l'impression de donner du grain à moudre à ceux qui cherchent à diaboliser le monde arabe en agitant en permanence le spectre de l'islamisme et du « fascisme vert⁴⁸ » ?

Non, cette percée est une évidence. On ne doit pas s'aveugler. La force de l'islamisme, en particulier dans les nouvelles générations, est d'agir sur les mécanismes inconscients qui tournent autour de la revendication de justice sociale et de la dignité nationale. Les jeunes ressentent profondément ce jeu ambigu des régimes occidentaux qui parlent de « démocratie » à longueur de journée tout en appuyant les dictatures les plus répressives, expliquant l'attrait irrésistible pour le discours islamiste et la rhétorique anti-occidentale.

L'engagement des nouvelles générations arabes dans les combats « démocratiques » relève donc d'une minorité. Vous devez le vivre personnellement comme un échec.

S'engager dans le combat démocratique relève encore d'une posture marginale par rapport au succès que connaît aujourd'hui la « cause islamiste ». C'est une réalité que l'on ne peut nier. Cependant, la jeunesse arabe ne soutient pas les dictateurs, ce qui est rassurant. Par exemple, en

Tunisie, Ben Ali a lancé récemment une consultation nationale sur la jeunesse qui a débouché sur un bide total. Les jeunes ont clairement perçu une volonté de manipulation. Et contrairement aux adultes, on recense très peu de jeunes qui adhèrent aux structures et organisations contrôlées par le parti au pouvoir. L'un des échecs majeurs de ces régimes autoritaires arabes est précisément qu'ils n'ont plus aucune emprise sur la jeunesse. Ce sont pourtant ces mêmes régimes qui l'ont « éduquée », mais l'hémorragie du sens et des valeurs est telle qu'ils n'ont plus aucune influence sur elle.

La dictature est une maladie

En tant que professeur de médecine, auteur de nombreux ouvrages sur « l'état de santé » du monde arabe, pensez-vous que l'autoritarisme est à l'origine de pathologies spécifiques, des « maladies de la dictature » en quelque sorte ?

Il faut distinguer les pathologies qui relèvent spécifiquement du *fait dictatorial* comme la torture de celles qui s'expliquent par d'autres facteurs comme l'incompétence et la corruption, ceux-ci étant les grands déterminants de la pauvreté. Aujourd'hui, 100 millions d'Arabes vivent avec moins de deux dollars par jour et 62 % de la population arabe est considérée comme pauvre selon les critères internationaux⁴⁹. En Tunisie, par exemple, pays d'à peine 9 millions d'habitants, on recense 22 prisons surchargées, où les êtres humains vivent dans un stress physique et psychologique permanent⁵⁰.

S'il faut reconnaître que toute la population n'est pas torturée, les effets de la torture se diffusent à l'ensemble de la société, suscitant des phénomènes de peur et de stress. À l'heure actuelle, les Arabes tentent de se réfugier dans la musique, les blagues, l'ironie ou décident carrément de partir à l'étranger dans les conditions inhumaines que vous connaissez sans doute. On constate un retour en force de l'agressivité verbale et des tensions dans les relations humaines. En Tunisie et en Algérie, par exemple, les jeunes ne prononcent pas deux mots sans proférer une vulgarité. Par ailleurs, comme le faisait remarquer un ami avocat, ce malaise arabe se traduit aussi par la flambée des divorces, des suicides, des crimes de plus en plus crapuleux. Dans mon village, à Douz, dans le Sud de la

Tunisie, on a recensé récemment 20 suicides, ce qui n'était jamais arrivé dans les années 1960-1970. Or, c'est un village extrêmement conservateur de 25 000 habitants, pieux, où le suicide était un phénomène quasi inconnu. Il s'est développé ces dernières années une violence sociale extrêmement vive en relation directe avec les blocages du système politique et la crise économique. Sans parler de l'alcoolisme, de la drogue...

Comme je l'expliquais à mes étudiants, nous sommes des pays qui devons faire face à la fois aux pathologies des pays sous-développés, aux maladies des pays riches, sans parler des pathologies mentales et physiques liées directement à l'autoritarisme. Notre système de soins, y compris dans un pays comme la Tunisie longtemps montré en exemple, n'est plus capable de gérer cette montée des pathologies en tout genre. Oui, je l'affirme : la dictature est un fléau social qui a des conséquences visibles sur la santé physique et psychique des populations arabes. C'est une problématique qui devrait faire l'objet d'un grand rapport de l'Organisation mondiale de la santé montrant en quoi et comment la dictature est un facteur de morbidité et de mortalité indues exactement comme la pauvreté et la pollution, en quoi un dictateur peut être assimilé, sans forcer le trait, à un dangereux virus social, comment son fonctionnement repose sur le modèle viral. Il s'empare de la machinerie de l'État, la détourne à son profit et affaiblit considérablement la société : par ses guerres ou ses répressions, il tue des milliers d'humains, souvent de façon encore plus cruelle que les pires bactéries. Tel est le coût d'un système politique qui doit être considéré comme un crime contre l'humanité par excellence puisque tous les crimes dont se saisit aujourd'hui la Cour pénale internationale n'en sont que les sous-produits.

« Ce ne sont pas les hommes qu'il faut abattre, mais le système »

Comment voyez-vous l'avenir de ces appareils sécuritaires ? Quel rôle vont-ils jouer dans les années futures ?

Comme je l'ai montré pour les prisons, il existe aujourd'hui un débat public, notamment sur les grandes chaînes satellitaires. Les artisans des appareils sécuritaires sont de plus en plus acculés et se sentent menacés. Nos populations ont vécu dans la peur durant des années, mais désormais la peur a changé de camp. À l'occasion de la fête de la police, en

septembre 2008, une trentaine d'intellectuels ont appelé les agents des forces de l'ordre à se souvenir de leurs responsabilités, y compris pénales. Quand viendra le temps inévitable du « vrai changement », leurs maîtres, organisés et protégés dans des abris, ne seront plus là pour les défendre. C'est une initiative inédite dans le monde arabe : interpeller directement la police. Dans mes différentes interventions télévisées sur *Al Jazeera*, j'insiste sur ce point : ce ne sont pas les hommes qu'il faut abattre, mais le système. Les policiers doivent être considérés comme les premières victimes. Il faut changer le système pour que les agents des forces de l'ordre retrouvent leur dignité et leur citoyenneté. Ce discours radicalement nouveau est susceptible de casser ce lien entre les forces de sécurité et leurs maîtres qui les méprisent et sont prêts à les jeter en pâture sous le prétexte de bavures individuelles.

En fait, ce qui doit être de plus en plus travaillé par les juristes, c'est la notion de « crimes d'État ». Ces crimes sont des meurtres d'opposants ou de simples manifestants, des exactions comme la torture, le faux et usage de faux dans les scrutins électoraux, le vol des biens de l'État et la corruption. Tous ces crimes sont normalement justiciables des lois communes, mais leur échappent parce que commis au nom de la soi-disant sécurité nationale, ou avec les moyens de l'État normalement dévolus à la protection des citoyens. Nous sommes dans la situation paradoxale où il y a dans la société deux sortes de crimes et donc deux sortes de traitement : les crimes commis par les puissants qui échappent à la loi commune ou qui obéissent à des lois non écrites et les crimes commis par les petites gens qui, elles, vont le payer lourdement. Dans une telle société, les principes de « justice » et de « droit » perdent toute substance. Lorsque la notion juridique de « crimes d'État » sera bien assise, tant dans les législations nationales qu'internationales, les dictateurs et leurs hommes de main commenceront à revoir à la baisse la croyance en leur invulnérabilité et à mieux maîtriser leur ivresse du pouvoir.

NOTES

1. Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006.
2. Moncef Marzouki, *Le mal arabe. Entre dictatures et intégrismes : la démocratie interdite*, Paris, L'Harmattan, 2004.
3. Etienne de la Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio-plus Philosophie », 2008.
4. Maxime Rodinson, *Mahomet*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Essais », 1994.
5. Abdellah Hammoudi, *Maître et disciple. Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les pays arabes*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001.
6. Abdelwahab Meddeb, *La maladie de l'islam*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Essais », 2002.
7. Compagnon du prophète Mohammed, il fut le second calife de l'islam, succédant à Abou Bakr en 634 et régna jusqu'en 644.
8. Conférence de Hubert Védrine à l'Institut d'études politiques de Paris, 27 mai 2008.
9. Ibn Khaldûn (1332-1406), historien, géographe, philosophe et penseur politique, auteur de l'œuvre magistrale *Discours sur l'histoire universelle. Al-Muqaddîma*, traduction intégrale par Vincent Mansour Monteil, édition de la Commission libanaise pour la traduction des chefs-d'œuvre, Beyrouth, 1967-1968.
10. Abderrahmane Kawakibi (1855-1902), intellectuel et théologien musulman, inspirateur du mouvement réformiste et auteur d'une critique mémorable du despotisme. Cf. notamment son œuvre phare : *Taba' al-Istibdad (Les caractéristiques du despotisme)*, ouvrage paru à la fin du XIX^e siècle.
11. On renverra le lecteur au très beau film de Youssef Chahine, *Le Destin (Al Massir en arabe)*, sorti en 1997 qui rend compte de la lutte entre ces deux courants.
12. Par exemple l'ouvrage du politologue Hamadi Redissi qui flatte certaines visions occidentales du monde arabo-musulman : *L'exception islamique*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », 2004.
13. Salah Ben Youssef était le principal rival de Bourguiba au sein du parti Néo-Destour. Les deux hommes s'opposaient notamment sur la marche à suivre pour parvenir à l'indépendance. Leur conflit personnel se transforma en véritable guerre civile. Les yousséfistes furent durement réprimés après l'indépendance, emprisonnés quand ils ne furent pas purement et simplement liquidés. Salah Ben Youssef fut assassiné le 12 août 1961 par les services secrets tunisiens. Cf. Michel Camau, *La Tunisie*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Que sais-je? », 1989.
14. Avant de fonder l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, Béchir Ben Yahmed a été secrétaire d'État à l'Information dans le premier gouvernement de Habib Bourguiba, de 1955 à 1956. Très vite, conscient des dérives du « pouvoir personnel », il démissionna pour se lancer dans une carrière journalistique et de patron de presse.
15. Olivier Dabène, Vincent Geisser et Gilles Massardier (dir.), *Autoritarismes démocratiques, démocraties autoritaires. Convergences Nord/Sud*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2008.

16. La CNDS remet un rapport depuis l'année 2001. Il couvre les domaines de la police, la gendarmerie, le système pénitentiaire et même celui de la sécurité privée. Ces rapports sont consultables sur le site officiel du CNDS : www.cnds.fr/pages/ra.htm (accédé en juillet 2009).
17. Athan G. Theoharis, *J. Edgar Hoover & the Great American Inquisition*, Diane Publishing Co, Darby, 1988.
18. Le débat a eu lieu en janvier 2008 dans le cadre de la fameuse émission « Sens contraire », animée par le journaliste vedette Faysal Kassem avec un ancien vice-ministre de l'Intérieur égyptien, le général Raouf Al Minawi.
19. Paru aux éditions L'Harmattan, 2004.
20. Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002 ; Albert Memmi, *Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur*, Paris, Gallimard, coll. « Folio actuel », 2002.
21. Cette observation rejoint l'analyse de Hannah Arendt sur la fonction de la politique en régime totalitaire : « *Le devoir de la police totalitaire n'est pas de découvrir les crimes mais de passer à l'action quand le gouvernement décide de faire arrêter une certaine catégorie de la population* », in *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Essais », 2002, p. 223.
22. Dans les pays arabes, la sodomie est une pratique policière courante sur les jeunes détenus et elle est d'autant plus humiliante qu'elle est totalement réprouvée par la morale.
23. Michel Seurat, *L'État de barbarie*, Paris, Le Seuil, 1989.
24. Grand leader du mouvement tiers-mondiste et opposant à la monarchie marocaine de Hassan II, Mehdi Ben Barka fut enlevé et supprimé à Paris par les services secrets marocains – aidés semble-t-il par certains policiers français – le 29 octobre 1965. On ne retrouvera jamais son corps, probablement dissous dans l'acide afin de ne laisser aucune trace. Cf. Bernard Violet, *L'affaire Ben Barka*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 1995.
25. Hannah Arendt, « La police secrète », dans *Le système totalitaire, op. cit.*, p. 212-241.
26. Le siège de la chaîne *Al Jazeera* sur laquelle sont invités de nombreux opposants du monde arabe se situant précisément à Doha, au Qatar. Le régime du général Ben Ali a menacé plusieurs fois de rompre ses relations diplomatiques avec le Qatar.
27. Cf. Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), « L'ancien vice-consul tunisien condamné pour torture par la Cour d'assise du Bas-Rhin », 16 décembre 2008 : <http://www.fidh.org/spip.php?article6163> (accédé en juillet 2009).
28. Milan Kundera, *L'insoutenable légèreté de l'être*, Paris, Gallimard, 1989.
29. Saadoun Zmerli, le premier président de la LDTH, fut nommé ministre de la Santé dès 1987, puis Dali Jazi, ancien secrétaire général lui succéda en 1988, enfin Mohamed Charfi, président en exercice – auquel j'ai succédé –, fut nommé en 1988 ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
30. Moncef Marzouki développera plus profondément ce point dans le chapitre 2 : « Le développement pervers : l'économie contre la société ».
31. Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006 ; Eberhard Kienle, « Libéralisation économique et délibéralisation politique : le nouveau visage de l'autoritarisme ? », dans Olivier Dabène,

DICTATEURS EN SURSIS

Vincent Geisser, Gilles Massardier, *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires. Convergences Nord/Sud*, op. cit., p. 251-265.

32. Sur la notion de fiction de la justice, cf. Gérard Soulier, « Les institutions judiciaires et répressives », dans Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, p. 511-552.

33. Selon l'expression de Jacques Vergès, *De la stratégie judiciaire*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1981.

34. Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, op. cit.

35. Voltaire, *Traité sur la tolérance* (1763), Paris, Gallimard, 2003.

36. « Prisons : une humiliation pour la République », in Jean-Jacques Hyst et Guy Pierre Cabanel, *Les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires en France*, Rapport de commission d'enquête, n° 449, 29 juin 2000.

37. Le *Makhzen*, qui a donné en français le mot « magasin », désigne le domaine du Prince et du pouvoir. Cf. Mehdi Jrad, « Les alliances matrimoniales chez les familles Makhzen sous la régence de Tunis à l'époque moderne », *Alfa*, revue de l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain/Maisonneuve & Larose, 2007.

38. Moncef Marzouki, *Le mal arabe*, op. cit.

39. En Tunisie, le Sud est assimilé à une terre de résistance et de rébellion, au sens positif comme au sens négatif. Cf. Jocelyne Dakhlia, *L'oubli de la cité*, Paris, La Découverte, 1990 ; Jean-Philippe Bras, « L'autre Tunisie de Bourguiba. Les ombres du Sud », dans Michel Camau et Vincent Geisser (dir.), *Habib Bourguiba : la trace et l'héritage*, Paris, Karthala, 2004, p. 295-312.

40. Il s'agit du Parti du régime.

41. Sur le rôle de l'humour comme forme de résistance passive à la dictature, cf. Vincent Geisser, « Les blagues populaires comme symptôme social du discrédit du régime de Ben Ali », *Forum Nokta*, 28 octobre 2001 : <http://www.rezoweb.com/forum/politique/nokta/2.shtml> (accédé en juillet 2009)

42. Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, op. cit.

43. L'une des expressions du nationalisme arabe théorisée entre autres par le penseur arabe d'origine chrétienne Michel Aflaq (1912-1989) et devenue idéologie officielle des régimes syrien et irakien. Cf. Olivier Carré, *Le nationalisme arabe*, Paris, Payot, coll. « Petit bibliothèque Payot », 1996.

44. Alexandre Del Valle, *Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, Paris, Éditions des Syrtes, 2002.

45. Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, op. cit.

46. En d'autres termes « mangeurs de pains », parvenus, arrivistes.

47. Mounia Bennani-Chraïbi et Iman Farag (dir.), *Jeunesses des sociétés arabes. Par-delà les menaces et les promesses*. Paris/Le Caire, Aux lieux d'être/Le CEDEJ, 2007.

48. Cette expression s'appliquait initialement au fascisme italien d'expression rurale. Cf. Robert O. Paxton, *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural 1929-1939*, Paris, Le Seuil, 1996. Après le 11 septembre 2001, l'expression « fascisme vert » a été également employée pour désigner les mouvements islamistes, le « vert » était censé

renvoyer à la couleur de l'islam. L'expression a été notamment popularisée par l'essayiste Alexandre Del Valle, *Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, op. cit.

49. Banque Mondiale, *Le développement humain et la pauvreté des États arabes*, mars 2000 : www.worldbank.org/mdf/mdf3/papers/labor/Doraid.pdf

50. CIHRS (Institut cairote d'études des droits de l'Homme), *De l'exportation du terrorisme à l'exportation de la répression*, Le Caire, 2008 ; Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT), *Rapport sur la situation. dans les prisons en Tunisie*, Tunis, 2000.

Chapitre 2

Le développement perversi : l'économie contre la société¹

Si au moins il y avait eu développement !

L'un des grands arguments pour justifier la mise en place des régimes autoritaires au lendemain des indépendances arabes était la lutte contre le sous-développement. Aujourd'hui, en dépit du processus de libéralisation des économies arabes, la fonction de redistribution sociale reste l'un des vecteurs du contrôle sécuritaire des citoyens. La question de la démocratie a été constamment différée au nom des contraintes et des impératifs économiques. À titre personnel, avez-vous cru à ce dogme développementaliste² qui a irrigué les sociétés arabes jusqu'à une période récente ?

Sur le plan historique, il faut reconnaître que des leaders comme Nasser, Bourguiba ou Boumediene, malgré leurs penchants autoritaires, croyaient sincèrement en la nécessité et en l'urgence de développer leur pays. Ils croyaient à ce qu'ils faisaient, ils avaient foi en la mobilisation totale des ressources humaines, naturelles et matérielles des sociétés nationales en faveur du développement. C'était un développementalisme « sincère » et assumé, sans arrière-pensée d'enrichissement personnel, contrairement à ce que nous voyons actuellement. Toutefois, l'autoritarisme développementaliste a favorisé la bureaucratization de l'État, la mise sous tutelle et l'infantilisation de la société avec, d'un côté, le développement de corruptions actives et passives et, de l'autre, l'entrave à toute dynamique sociale, que seule favorise la liberté. La société dans son ensemble et pas seulement ce qui va être appelé la « société civile »

était pourtant à même de porter le projet de développement. Les dictateurs « de première génération » ont cru qu'ils pouvaient décréter le développement en faisant fi du ressenti des citoyens ou simplement en les traitant comme un maître d'internat traite un enfant immature et turbulent. Quand ils ont pris conscience des limites de cette vision en surplomb du développement, il était déjà trop tard : la bureaucratisation de l'État et la corruption de la société étaient déjà trop avancées pour pouvoir faire machine arrière. Cependant, j'aimerais revenir à la notion de développementalisme que vous semblez railler. J'en suis toujours un adepte mais avec deux importantes modifications. D'abord, le développement ne doit plus être la somme que crée le système économique en matière de richesse consommable, même avec le « correctif écologique » aujourd'hui à la mode, mais ce que produit le système politique en terme de liberté, de participation, de capital éducatif et culturel, de richesses de l'esprit, de santé et de valeurs. Ensuite, le développement n'est plus pour moi une fatalité positive, une voie incontournable commune où doivent s'engouffrer nécessairement tous les peuples avec plus ou moins de retard. Je sais qu'aujourd'hui le processus peut se bloquer ou s'inverser, sans parler de tous les effets pervers de toute action humaine quels que soient les motivations ou les acquis. Je ne rejette plus la possibilité que l'humanité puisse revenir à la barbarie à plus ou moins longue échéance. Ce ne sera qu'un échec de plus. La vie elle-même est développementaliste. Débarrassé de la simplification et de la naïveté, ce que vous appelez le « développementalisme » est le seul pari que nous devons faire pour avancer.

Pour résumer votre pensée, on pourrait dire que l'idéologie du développement, prônée par les leaders arabes, visait une fin louable mais recourait à des moyens discutables, sinon pervers pour le bien-être des sociétés arabes.

Dès mon retour en Tunisie, à la fin des années 1970, j'ai compris ce lien entre « sous-développement » et « absence de démocratie ». En tant que médecin, j'avais un poste d'observateur privilégié : je voyais très bien comment fonctionnait le système de soin qui était strictement calqué sur le système politique, c'est-à-dire tous deux caractérisés par l'absence de contrôle et d'évaluation, d'où une dérive inévitable³. Il n'y avait alors aucune alternative pour corriger les déficiences du système. La santé était en soi un modèle réduit du fonctionnement de l'État tout entier : un dirigisme aveugle, un laisser-aller total et une absence de contrôle démocratique. Sans être un opposant, un simple médecin, comme moi, pouvait

se rendre compte des effets pervers de l'autoritarisme développementaliste qui, au nom du bien-être de la population, contribuait à son malheur.

Le malheur du peuple au nom du bien-être de l'État

On ne peut nier cependant les effets positifs de ce développement « à marche forcée ». Le bilan n'apparaît pas aussi catastrophique que vous le prétendez. N'est-il pas un peu trop facile de refaire l'histoire sans restituer le contexte de l'époque : la guerre froide, les dégâts du colonialisme, la résistance de certaines structures traditionnelles, etc. ?

Sur ce plan, la notion de *temps* a beaucoup d'importance. Les régimes autoritaires fonctionnaient dans l'urgence, avec l'idée qu'il fallait mobiliser toutes les énergies et éliminer tous les obstacles possibles. Dans ce contexte, on comprend que les critiques et les oppositions au système n'étaient pas simplement perçues comme des « freins » au développement mais aussi comme des éléments nuisibles et illégitimes. La *question démocratique* n'avait pas lieu d'être. Nous étions bercés dans la douce illusion du développement avec, en arrière-plan, cette idée obsessionnelle que nous pourrions rattraper l'Occident. En somme, on justifiait l'absence de démocratie politique par la nécessité absolue de développer le pays, sans se rendre compte qu'en réalité les deux marchent ensemble. C'est une conviction que j'ai acquise très tôt : il ne peut y avoir de « réel » développement économique et social sans véritable démocratie. Le modèle autoritaire de développement a débouché sur un échec dans tous les pays arabes, sans exception. Il y a eu certainement quelques résultats ici ou là à un moment donné, mais, comme chacun le dirait, « *le bilan est globalement négatif* ». Le document publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en 2002, et intitulé le *Rapport sur l'état du développement humain dans le monde arabe*⁴, qui a été rédigé par une pléiade de chercheurs et d'économistes arabes conduits par le sociologue égyptien Nader Fergany, est tout simplement accablant. Il a été très longuement débattu notamment sur la chaîne *Al Jazeera*. Les Arabes ont été tous effarés par les résultats. Presque un demi-siècle après les prétendues indépendances et avec des richesses colossales, un vaste espace géopolitique et une population de 300 millions d'habitants, nous nous sommes retrouvés, grâce à l'incurie de notre système politique, à la

queue des grandes nations en matière d'éducation, d'édition de livres, de participation à la création de richesses matérielles. En revanche, nous occupons la tête de liste en matière de chômage, de mortalité maternelle et infantile et de prisonniers politiques où nous faisons parfois « mieux » que certains pays tropicaux. Telle est la triste réalité que vient confirmer le phénomène des « barques de la mort⁵ ». Tout le monde a entendu parler de ce fameux « *miracle économique tunisien*⁶ ». Quel miracle !? Aujourd'hui les camps de Lampedusa et de Malte⁷ regorgent de jeunes Tunisiens en fuite éperdue et Dieu seul sait combien de jeunes Maghrébins gisent au fond de la Méditerranée à quelques *miles* des côtes espagnoles et italiennes. Non, l'échec principal de nos dictatures est d'abord l'échec du développement, y compris dans sa forme la plus primaire, à savoir le développement économique ; tout le reste en a découlé.

Sans vouloir jouer l'avocat du diable – en l'occurrence ici celui des grands leaders nationalistes – cette politique développementaliste a quand même permis à des pays comme la Tunisie de mettre en place un système éducatif et un système de santé public relativement performants. La colonisation n'avait quasiment rien fait pour les populations indigènes. En peu de temps, les leaders de l'indépendance, ont réussi à installer des infrastructures sociales qui ont fait reculer les inégalités criantes. Il ne faut, certes, pas verser dans l'idéalisation du nationalisme post-indépendance mais de là à ne voir que des aspects négatifs, cela me semble un peu caricatural.

Oui, mais ce processus de développement a été universel. Il n'est pas propre au monde arabe. Les pays d'Asie ont connu des progrès comparables, avec des effets pervers beaucoup moins prononcés que dans nos pays. Je ne nie pas certains progrès sociaux et économiques. Toutefois, je pose aujourd'hui la question : pour quel résultat au final ? Le constat est accablant : en ce début de XXI^e siècle, les systèmes publics éducatifs et sanitaires du monde arabe sont totalement en ruine. Ils ne fonctionnent plus, y compris dans des pays dits « modèles » comme la Tunisie, la Syrie, pour ne pas parler de l'Irak. La machine était pourrie dès le départ.

Vous-même, avez-vous cédé dans votre jeunesse militante à cette « illusion du développement » ?

Oui, parce que nous étions totalement intoxiqués par l'idéologie du développement. Nous étions entièrement obnubilés par le retard « arabo-

musulman » sur l'Occident, thématique qui a d'ailleurs traversé tous les mouvements réformistes depuis le début du XIX^e siècle⁸. Ce désir de renouer avec une grandeur passée nous a fait plonger tête baissée dans l'illusion du développement sous toutes ses formes : tiers-mondiste, marxiste, nationaliste arabe, etc. Cependant, nous n'adhérions pas de manière aveugle à la propagande des régimes. Si la question démocratique ne nous obsédait pas encore, nous revendiquions davantage de justice sociale car nous avions conscience que les politiques de développement étaient très largement inégalitaires. Nous étions en quelque sorte des « développementalistes critiques ». Un peu partout dans les pays arabes, nous constatons que le développement impulsé par l'État profitait surtout à une certaine « classe », alors que, par ailleurs, la pauvreté, la mendicité, l'analphabétisme, etc., persistaient dans nos sociétés. Notre conscience militante a pris corps dans cette critique du caractère profondément inégalitaire des politiques de développement autoritaire. Nous refusions l'injustice sociale qui régnait dans la majorité des États arabes. Par les effets de la corruption et de la bureaucratisation, les bénéfices des politiques de développement ont été captés par certains clans, proches des pouvoirs en place. On a ainsi assisté à la naissance de profondes inégalités sociales et territoriales, les régions dont étaient originaires les dictateurs bénéficiant davantage des retombées positives du développement que les autres. Il est clair que le développement dans le monde arabe a d'abord profité aux bureaucraties d'État, accroissant les inégalités sociales. Au fur et à mesure que nous progressions dans notre réflexion, nous nous rendions compte que la justice sociale était aussi liée à la question démocratique et que l'une des raisons majeures de l'échec du développement autoritaire était précisément l'absence totale de pluralisme.

En somme, si je veux synthétiser l'évolution des revendications des opposants au régime – ou plutôt de ce qui deviendra plus tard l'opposition indépendante – je dirais qu'il y a eu trois « phases » : la bataille pour le développement, le combat pour la justice sociale et, enfin, la lutte pour la démocratie et le pluralisme politique. Est-ce que je résume bien votre analyse ?

Nous sommes passés de la *question nationale* à la *question sociale* pour en arriver à la *question démocratique* à l'horizon des années 1980. Toutefois, l'évolution ne fut pas si simple car face à l'injustice des systèmes autoritaires, il s'est manifesté également une autre réaction : l'islamisme.

Sans vouloir être simpliste, on peut dire que la revendication démocratique comme l'islamisme ont été les deux réactions à l'échec des politiques de développement autoritaire et à la profonde injustice sociale qu'elles avaient créée.

Vous interprétez l'islamisme comme le produit de l'échec du développement autoritaire. N'est-ce pas une vision trop réductrice du phénomène ?

Il ne faut pas sous-estimer les déceptions et les désillusions nées du constat d'échec des politiques de développement. Contrairement aux démocrates, les islamistes, notamment en Égypte et aujourd'hui en Palestine, au Liban et au Maroc, sont allés dans les bidonvilles pour fournir des services sociaux. Une grande partie de leur popularité vient du fait qu'ils ont pris en charge les questions de la misère économique, alors que la gauche, elle, glosait et théorisait dessus. En fait, l'échec de tout le projet national arabe a fait le lit de l'islam politique⁹.

La complaisance des intellectuels « progressistes »

Et les intellectuels occidentaux qui soutenaient, sinon regardaient avec bienveillance, les expériences développementalistes, n'ont-ils pas une part de responsabilité dans cet échec du développement ? Ne peut-on pas parler d'une certaine complaisance ?

C'est vrai que de nombreux intellectuels occidentaux dits « progressistes » ont été complètement à côté de la réalité, comme ils l'avaient d'ailleurs été à propos de certaines expériences communistes totalitaires. Ils étaient enclins à soutenir nombre de régimes autoritaires du monde arabe du seul fait que certains d'entre eux affichaient leur anti-impérialisme et leur anti-occidentalisme, voire leur opinion socialiste. Sur ce plan, ils ont été totalement aveugles. L'évolution autocratique a concerné sans exception tous les États arabes, y compris ceux qui se prétendaient « progressistes » comme l'Algérie, l'Irak, la Syrie ou l'Égypte de Nasser. En Tunisie, nous avons aussi connu cet aveuglement des intellectuels occidentaux qui saluaient unanimement le progressisme de Bourguiba et surtout sa politique de réforme en faveur des femmes¹⁰. Les intellectuels occidentaux contestataires réalisaient ainsi leur rêve par

procuration, sans avoir conscience que ce rêve était un véritable cauchemar pour les peuples arabes. C'était une utopie par procuration. Même myopie concernant le communisme dans ses multiples versions : stalinienne, chinoise, cubaine ou encore albanaise.

Aujourd'hui, vous diriez que ces intellectuels occidentaux ont fini par ouvrir les yeux sur l'échec des expériences développementalistes dans le monde arabe ?

J'ai l'impression que les intellectuels occidentaux n'ont jamais eu d'outils conceptuels pertinents pour analyser les situations politiques du monde arabe. Regardez les intellectuels français, leur aversion et leur incompréhension de l'islam, leurs préjugés primaires contre tout ce qui touche à l'islamisme. Leur intégrisme laïque, les rend aujourd'hui plus proches de nos dictateurs que de nos combats pour la démocratie. Un matin, je n'en croyais pas mes oreilles, en écoutant Alexandre Adler claironner sur *France culture* que Ben Ali était certes un autocrate mais un autocrate éclairé¹¹.

Vous parlez des intellectuels occidentaux mais vous avez l'air d'exonérer les intellectuels arabes comme s'ils avaient, au contraire des intellectuels occidentaux, toujours fait preuve de lucidité et de clairvoyance.

Je n'exonère personne. À l'instar de la réflexion d'Abdallah Laroui, je pense que c'est la notion même « d'intellectuels arabes » qu'il convient d'interroger¹² et je dirais simplement qu'il y a toujours eu dans le monde arabe deux espèces d'intellectuels : les *intellectuels de Palais* au service des régimes et les *intellectuels indépendants* généralement persécutés. Les premiers sont devenus de véritables rouages des États autoritaires, tandis que les seconds s'y sont opposés pour de plus ou moins bonnes raisons. Leurs motivations étaient diverses : régionaliste, idéologique, philosophique, religieuse, etc. Au regret de le dire, en tant qu'intellectuels indépendants, nous avons parfois fait preuve d'un aveuglement coupable, que ce soit les intellectuels « progressistes », qui ont tenté de plaquer une grille de lecture marxiste sur le monde arabe, ou les intellectuels « islamiques » qui ont défendu une grille totalement simpliste fondée sur une idéalisation du passé. De ce point de vue, les intellectuels arabes ont développé une myopie comparable à celle des intellectuels occidentaux, fort bien analysée par le penseur Raymond Aron¹³.

Le syndrome du plaquage

Si je suis votre raisonnement, les intellectuels arabes auraient été victimes du « syndrome du plaquage ».

C'est exact. Ils ont plaqué, tantôt des théories exogènes aux sociétés arabes, tantôt des théories obsolètes relevant d'un âge d'or mythique. Les premiers regardaient vers l'étranger, tandis que les seconds ne cessaient de se retourner vers le passé. Ce sont deux myopies, certes différentes, mais dont les effets ont été catastrophiques. Les intellectuels islamistes expliquent le présent par le passé et la mouvance laïque par le présent des autres, celui de l'Occident. C'est la grande faiblesse de la pensée politique arabe contemporaine¹⁴. Une pensée critique sur notre passé et sur celui de l'Occident est aujourd'hui indispensable. Les démocrates arabes ont de la démocratie une conception naïve et superficielle, comparable à leur vision d'antan du socialisme : des slogans enrobés de rhétorique. Ils ne savent pas que l'histoire de la démocratie en Occident est aussi l'histoire des déceptions et des désenchantements, qu'elle est en perpétuelle construction et que s'ils l'embrassent, ce n'est pas pour s'emparer d'une recette mais d'un processus en création. Il en est de même pour certaines franges du mouvement islamiste qui cherchent des recettes au sein de vieux livres comme si le recours à la religion constituait en soi une solution.

L'islamisme serait, selon vous, la conséquence de l'échec du développement. Si ces régimes avaient réussi économiquement, dites-vous en substance, il n'y aurait jamais eu de mouvement(s) islamiste(s) dans le monde arabe. C'est une thèse qui a largement été infirmée par de nombreux spécialistes, ne serait-ce parce que certains mouvements islamistes se sont également développés dans les pays arabes relativement riches¹⁵. Par ailleurs, c'est privilégier une relation mécanique entre le politique et l'économie.

Quand je dis « échec du développement », je fais explicitement référence à un modèle basé sur l'expérience occidentale, qu'il soit d'inspiration sociale ou d'inspiration libérale. Je reprends ici notamment l'excellente critique de l'idéologie du développement esquissée par Serge Latouche¹⁶. Les dirigeants et les technocrates des régimes autoritaires se sont contentés d'importer des modèles et de les plaquer sur les réalités de leurs pays respectifs. C'est pour cela qu'il apparaît logique que la plus forte réaction à l'échec de ce développementalisme occidental vienne

précisément de l'islamisme, dans la mesure où la contestation porte sur l'illégitimité de l'intrusion occidentale dans les sociétés arabo-musulmanes. Cela renvoie finalement moins à un échec strictement économique qu'à un combat autour des valeurs. L'échec des modèles de développement est double : c'est à la fois une faillite économique, mais aussi idéologique et morale. Tant que les systèmes étaient capables de redistribuer une part des richesses, ils ont pu maintenir une apparente cohérence. Mais une fois que cette fonction de redistribution sociale s'est enrayée, ils ont été confrontés à une remise en cause profonde de leur légitimité politique. L'effondrement des modèles de développement a directement profité aux mouvements islamistes et non aux démocrates encore trop suspects de collusion avec l'Occident. Donc, le fait que l'islamisme se soit propagé dans des États riches comme les pays du Golfe conforte cette approche. Certes, de tels États rentiers ont permis à leurs populations d'accéder à des modes de consommation occidentaux mais *quid* des injustices criantes et de la corruption des élites, du sentiment de fierté nationale et d'identité ?

Le terreau sur lequel a poussé l'islamisme forme un ensemble complexe dont la pauvreté n'est qu'une des composantes. Le recours exclusif à la langue arabe enseignée par des professeurs issus des monarchies du Golfe a aussi favorisé cette vague religieuse. Mais c'est quand même un déterminant fondamental avec celui de la revendication de l'identité et de la dignité. Cela a été le drame de la gauche démocratique indépendante que d'être confondue avec ces modèles autoritaires de développement que nous avons pourtant critiqués en leur temps. Les islamistes ont largement joué sur cette confusion, en amalgamant la gauche aux soutiens du régime, comme s'ils ne faisaient qu'un bloc. Aujourd'hui encore, certains instrumentalisent cet amalgame, en nous renvoyant à l'identité commune de « créatures de l'Occident ». Le seul problème est que les islamistes sont eux-mêmes en crise, dans la mesure où ils n'ont pas grand-chose à proposer pour réformer les économies des pays arabes.

Vous avez personnellement vécu la montée de l'islamisme dans votre pays. D'aucuns disent, notamment parmi les politologues, qu'il n'est pas le fait des plus pauvres mais plutôt des classes moyennes qui constituaient pourtant les principaux soutiens du régime. Partagez-vous cette analyse ?

Oui, je le répète : il n'existe pas de lien mécanique entre pauvreté et émergence de l'islamisme. Toutefois, ces experts et spécialistes de l'islam

politique oublie souvent de dire une chose : les classes moyennes arabes qui ont soutenu l'islamisme étaient en voie de paupérisation. Aujourd'hui, ce processus de « prolétarianisation » connaît une accélération et la tentation de se réfugier dans les diverses expressions de religiosité – qu'elles soient politiques ou non – paraît de plus en plus forte.

Le libéralisme en trompe-l'œil des États arabes

Vous faites de la crise du « développement autoritaire » le cœur de votre analyse politique. Considérez-vous que les pays arabes sont toujours dans cette « phase développementaliste » ou qu'ils sont passés à un nouveau modèle que l'on pourrait qualifier de « libéral » ?

Il est clair que plus personne ne croit aujourd'hui au dogme du développement qui nous attend au coin de la rue, en particulier chez les jeunes. Pourtant, le modèle développementaliste n'est pas complètement éteint dans les esprits. À partir des années 1980, il s'est redéployé sous une nouvelle forme de foi naïve dans le libéralisme de marché et la libre entreprise. La grave crise que nous traversons a porté un rude coup aux espoirs des uns et des autres. Aujourd'hui, le rêve du développement « à l'ancienne » s'est évanoui et nous n'avons pas de mythe de substitution, pas de « plan B » imaginaire. L'avenir devenant un territoire de l'angoisse, la tentation est grande de se réfugier dans le passé. Les Arabes comme tous les autres peuples confrontés à la fin des grands mythes du ^{xx}e siècle, sont obligés de se concocter de nouveaux objectifs, au risque de voir s'installer le chaos d'abord dans les esprits, puis dans la réalité.

Les programmes d'ajustement structurel (PAS), adoptés à l'horizon des années 1980¹⁷, n'ont-ils pas permis de corriger certains effets pervers des expériences développementalistes en réinjectant un peu de « réalisme libéral » dans les économies dirigistes ? Si vous deviez qualifier la phase actuelle, comme la nommeriez-vous ?

Comment puis-je donner un avis positif sur les politiques d'ajustement structurel, surtout en ces temps de crise profonde du libéralisme sauvage, alors qu'au lieu de changer la société, elles ont davantage contribué à maintenir en vie les régimes dictatoriaux et à ruiner les

peuples. La quasi-totalité des pays arabes connaissent des taux d'endettement colossaux. Leur politique de libéralisation a hypothéqué les ressources de générations entières de leurs citoyens qui, un jour, devront payer la facture des erreurs de leurs dirigeants. Cet ajustement «en trompe-l'œil» a ruiné les grands services publics, comme la santé, l'éducation, les transports. C'est dans cet état de délabrement avancé, causé par les recettes néolibérales du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, que s'abat la crise actuelle du même système maudit. L'islam radical ne peut que sortir vainqueur de cette débâcle économique générale, surtout si on pense qu'aujourd'hui, les seules banques qui s'en tirent bien sont les banques islamiques. Elles bénéficient d'une image de plus en plus positive dans les populations arabes, y compris de ce côté-ci de la Méditerranée, où les jeunes musulmans d'Europe investissent massivement dans la finance islamique¹⁸. Elles appliquent des règles dites «éthiques» et ne sont donc pas embarquées dans la spéculation et la fraude qui ont conduit le système financier international au bout du gouffre. Aujourd'hui, ces banques ont la côte, mais que vaut l'éthique des transactions lorsque celle-ci est absente des structures? Les masses d'argent que ces banques drainent dans les pays pétrolières n'appartiennent pas aux peuples mais aux dirigeants comme le roi Abdallah ou les princes du Golfe. Sur ces masses d'argent, aucun contrôle démocratique n'est possible. Chaque fois que le parlement du Koweït a essayé de mettre son nez dans les affaires juteuses de la famille régnante, il a été dissous. Quant au PAS, c'est déjà du passé! Oublions ce moribond: il n'est pas prêt de ressusciter.

À l'époque du développementalisme, vous dénonciez déjà l'injustice sociale alors que les régimes fondaient leur légitimité sur le bien-être collectif. Aujourd'hui, où ils n'ont même plus ce «scrupule égalitariste», quels termes emploieriez-vous pour décrire la situation économique et sociale actuelle?

Si on considère une société comme un bateau naviguant sur l'océan, celui-ci doit avoir un pilote à la barre. Si le pilote est ivre ou incompetent, le bateau s'échoue inévitablement. En ce début de XXI^e siècle, le problème fondamental à l'échelle du monde arabe, c'est celui de la gouvernance qui suppose à la fois compétence et absence de corruption. La mauvaise gouvernance de nos sociétés est en train de détruire nos pays. Le pillage systématique des richesses et la généralisation de la corruption au plus

haut niveau de l'État entraînent une dépréciation des valeurs fondamentales comme le travail, l'épargne et tous les mécanismes qui participent à la bonne santé d'une société. Ce n'est pas tant le pillage qui est néfaste que les effets de démotivation qu'ils provoquent chez les citoyens ordinaires. Comment prétendre avoir des économies saines avec des États gangrenés par la corruption de leurs dirigeants et des sociétés profondément malades sur le plan moral ?

Il est aberrant d'avoir cru que ces équipes dirigeantes étaient capables d'impulser la moindre réforme économique en profondeur. Au contraire, ce libéralisme de façade n'a fait que renforcer l'autoritarisme et, pire encore, a accéléré les formes de captation mafieuses des richesses nationales.

Si on devait faire une comparaison hâtive entre la période développementaliste et la période « néolibérale » actuelle, diriez-vous que le bilan est encore plus catastrophique que par le passé ?

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, je dirais que la libéralisation actuelle – qui n'en est pas vraiment une – finit par solder tous les acquis des systèmes développementalistes. Nous avons au moins la fierté nationale et les espoirs suscités par l'indépendance. Aujourd'hui, tous ces rêves se sont envolés. La jeunesse arabe voit l'avenir avec une angoisse profonde. Au moins, dans ma génération, on pouvait encore émigrer en Europe et en Amérique et espérer revenir pour servir le pays. À l'heure actuelle, les perspectives d'émigration sont réduites à néant. Les citoyens arabes vivent un sentiment d'enfermement permanent. Il n'est pas exagéré de parler d'une véritable désespérance économique, sociale et politique chez les peuples arabes.

Un peuple à deux vitesses

Si vous deviez décrire ces sociétés arabes en termes de rapports sociaux, comment le feriez-vous ? Peut-on toujours parler de « bureaucratie d'État » comme sous la période développementaliste ?

Il est difficile d'établir un diagnostic général des sociétés arabes, au risque de les caricaturer. Il y a autant de sociétés arabes que de pays

arabes. Je ne pense pas que l'on puisse comparer la société algérienne à la société koweïtienne ou encore la société tunisienne à la société yéménite. Ce serait faire preuve de simplisme que de créer une catégorie unique et englobante « société arabe ». Toutefois, on peut observer des tendances lourdes qui touchent tous les pays arabes sans exception, y compris les plus riches d'entre eux. Il se développe une dualité de plus en plus visible entre la majorité des membres des classes moyennes qui s'appauvrissent de jour en jour et une petite minorité qui s'enrichit de façon scandaleuse par une corruption sordide et fonctionnant, comme en Tunisie ou en Égypte, au vu et au su de tout le monde. L'un des signes visibles de ce processus de paupérisation des couches intermédiaires est l'endettement des ménages. Cet endettement frappe autant les personnes physiques que les institutions liées à l'État, sans parler de l'endettement qui touche les entreprises nationales et les sociétés privées. Pour survivre, l'État lui-même se place en position de mendicité chronique auprès de ses protecteurs occidentaux et de leurs institutions financières.

L'autre signe majeur de cette paupérisation généralisée est la croissance du chômage des jeunes et notamment des diplômés des universités. À l'époque développementaliste, un diplôme vous prémunissait du chômage. Certaines enquêtes montrent que les diplômés du supérieur constituent aujourd'hui la catégorie la plus vulnérable sur le marché de l'emploi¹⁹. Contrairement à une idée reçue, ceux qui tentent de « griller les frontières », les *harraga*²⁰, ne sont pas tant les jeunes en échec scolaire que les nouveaux diplômés arabes. Nous assistons au développement croissant d'une émigration de « cadres » qui veulent à tout prix échapper à la précarité sociale et économique, sans parler bien sûr d'une certaine exaspération à l'égard de l'autoritarisme des régimes.

Vous supposez que l'émigration de nombreux jeunes arabes (Marocains, Algériens, Tunisiens, Égyptiens, etc.) vers les pays européens aurait une signification politique. En gros, ils ne prendraient pas uniquement des risques terribles (noyades, arrestations, expulsions..) pour des raisons économiques, mais aussi pour fuir les effets néfastes de l'autoritarisme politique.

Les registres « politique » et « économique » sont liés. Mais je reste persuadé que, si les jeunes citoyens du monde arabe percevaient des perspectives de « sortie politique », ils parviendraient à supporter la pauvreté et la précarité en attendant des jours meilleurs. Or, précisément,

ils ne voient pas le bout du tunnel. Le contexte autoritaire des sociétés et les politiques répressives menées par les régimes contribuent à ce pessimisme de la jeunesse arabe. Les nouvelles générations n'ont plus aucune espérance politique, si ce n'est fuir le système. C'est une énorme différence avec nos générations, celles des décennies 1960 et 1970. Malgré la dictature, nous croyions alors en l'avenir. Aujourd'hui, les jeunes citoyens arabes n'attendent plus rien des régimes corrompus. Ils ne croient plus au développement, à l'État, à leurs dirigeants. L'émigration traduit un profond mépris des jeunes à l'égard des régimes et un désespoir total par rapport à leurs sociétés.

Vous êtes donc pessimiste sur l'avenir économique des pays arabes.

Comment ne pourrais-je pas l'être? L'une des tendances «lourdes» est l'augmentation de la grande pauvreté. De nombreux ménages n'ont plus assez de revenus réguliers pour subvenir aux besoins vitaux. Il ne faut surtout pas sous-estimer la portée politique des dernières émeutes de la faim qui ont éclaté un peu partout dans les pays arabes et cela va s'aggraver avec la nouvelle crise financière mondiale. Sa phase d'impact est déjà présente. Il y a moins de transfert d'argent provenant des travailleurs émigrés, moins de touristes, moins de commandes pour nos industries – si peu performantes d'ailleurs –, moins de prêts pour des États discrédités, moins d'investissements des monarchies pétrolières confrontées elles-mêmes à la baisse du prix du baril. En résumé : la conjonction des crises politique, économique et identitaire, sans parler des problèmes écologiques gravissimes, comme la raréfaction de l'eau qui a déjà donné lieu à des «émeutes de la soif» comme en Égypte en 2006²¹, rend la situation explosive. Il n'est pas impossible que le XXI^e siècle soit le siècle de la révolution arabe, comme le XVIII^e siècle a été celui de la révolution américaine et française et le XX^e siècle celui de la révolution russe ou chinoise.

Les grands services publics emblématiques des politiques de développement sont-ils aujourd'hui menacés? Assiste-t-on à un phénomène de démantèlement des structures sociales des États redistributeurs, mises en place dans les années 1960?

Force est de constater, par exemple, que les systèmes de santé publique mis en place aux lendemains des indépendances, et malgré un

manque évident de moyens, étaient à la fois plus équitables, plus efficaces et plus accessibles. Actuellement, ce n'est plus du tout le cas, où règne désormais une médecine à deux vitesses. On pourrait faire un diagnostic similaire pour tous les grands services publics des pays arabes : l'éducation, les transports, le logement..., qui se caractérisent un peu partout par la mise en place d'un système dual et profondément inégalitaire. Je dis souvent que nous assistons, dans le monde arabe, à la naissance d'*un peuple à deux vitesses*. Je ne vois pas du tout comment on pourra sortir de cette situation sans conquérir ce que j'appelle « notre seconde indépendance ».

Lutter contre le mal-développement, inventer « autre chose »

Je comprends votre désir de rompre avec les recettes plaquées et inspirées par le FMI ou encore avec les solutions populistes des islamistes. Mais vous esquivez le problème : en dehors de la formule très vague de la « réforme des mentalités », que préconisez-vous concrètement ?

La réforme majeure est celle de l'État et l'implication de la société dans le choix des priorités, à savoir sa « vraie » mobilisation par la liberté, le respect de la dignité de chacun. Je ne crois pas plus aux anciennes recettes développementalistes inspirées du marxisme tiers-mondiste qu'aux nouvelles potions magiques d'inspiration néolibérale vendues « en kit » par le FMI et la Banque mondiale. Nous devons inventer autre chose.

Ce nouveau « modèle » doit considérer le développement économique comme un critère parmi d'autres du niveau de développement et de bien-être d'une société, intégrant le développement des libertés, de l'éducation, de la citoyenneté, des valeurs et de la culture. Or, un tel projet ne peut plus se décréter « par le haut », mais doit s'impulser du dedans. Le rôle de l'État que j'appelle de mes vœux est de fédérer, d'être un chef-d'orchestre de myriades de systèmes de plus en plus autonomes et efficaces. Je pense, par exemple, que le système de santé ou de l'éducation, ou encore le système judiciaire, au lieu d'être des machines à relayer et à exécuter des ordres, devraient être de véritables entités autonomes dans le cadre de mandats politiques précis et évalués en permanence de l'intérieur et de l'extérieur. Songez à l'efficacité d'une société dont l'ensemble des

systèmes seraient conscients d'eux-mêmes, visibles aux autres, ajustés en permanence, assumés par des acteurs qui s'en sentiraient responsables et qui en éprouveraient de la dignité. Ce serait de puissants leviers de développement réel et durable.

Une coopération plus soutenue entre les pays arabes pourrait-elle être aussi une solution ?

La création d'un espace économique à l'échelle régionale, comparable à l'Union européenne, est une nécessité de simple bon sens. Mais jusqu'à présent, cette coopération économique intermaghrébine et interarabe a été freinée par le système politique car les dictatures n'empêchent pas seulement les sociétés d'être efficaces mais elles les empêchent aussi de se coordonner, de s'unir. L'Europe aurait été inimaginable avec des Franco et des Salazar et je ne parle même pas des Hitler et des Mussolini. De manière similaire, il n'y aura de Maghreb amazigho-arabe, d'Union arabe qu'à la liquidation des dictatures. On ne construit pas une « maison commune » avec de mauvais outils et des échafaudages branlants.

Si on suit votre raisonnement, vous conseilleriez au FMI et à la Banque mondiale d'arrêter de soutenir les « pseudo-réformes » économiques dans le monde arabe.

Ces organismes cherchent à imposer au monde arabe le *credo* libéral et les valeurs de l'économie de marché sans toucher à la structure politique. Ils se satisfont sans vergogne de ce *mariage immoral entre dictature et libéralisme économique*²². Or, les deux systèmes ont plus que jamais du plomb dans l'aile. Ces gens n'ont plus rien à nous apporter si ce n'est leur cynisme et leur incompétence.

NOTES

1. Coïncidence, ce titre que nous pensions avoir inventé est déjà celui d'un ouvrage de Bernard Perret et Guy Roustang, *L'économie contre la société. Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle*, Paris, Le Seuil, coll. « Esprit », 1993.
2. La notion de « développementalisme » ou « développementisme » est ici synonyme de la croyance en l'idéologie du développement, c'est-à-dire d'une politique volontariste en vue d'établir une prospérité pour tous. Cf. Serge Latouche, *Survivre au développement : De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et une Nuits, coll. « Les Petits Libres », 2004.
3. Sur ce sujet, cf. aussi Michel Camau, Hédi Zaïem, Hajer Bahri, *État de Santé. Besoin médical et enjeux politiques en Tunisie*, Paris, Éditions du CNRS, coll. « Sociétés arabes et musulmanes », 1990.
4. Consultable sur le site du PNUD : www.undp.org/french (accédé en juillet 2009).
5. « Emigration. Les barques de la mort », *Jeune Afrique*, n° 2217, 2003, p. 52-55.
6. Pour une critique pertinente, cf. Béatrice Hibou, « Tunisie : le coût d'un miracle économique », *Critique internationale*, n° 4, été 1999, p. 48-56.
7. Parlement européen, groupe GUE-NGL, Rapport sur la visite effectuée sur l'île de Lampedusa – Italie, 13 et 14 février 2009.
8. Alain Roussillon, *Réforme sociale et identité : essai sur l'émergence de l'intellectuel et du champ politique modernes en Égypte*, Casablanca, Éditions Le Fennec, 1998 ; « La modernité disputée : réforme sociale et mouvement national », *Entre réforme sociale et mouvement national : identité et modernisation en Égypte*, (sous la dir. Alain Roussillon), Le Caire, CEDEJ, 1994.
9. Hélé Béji, *Le désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Paris, Maspero, 1982.
10. Le leader d'opinion le plus emblématique de cette fascination des intellectuels français pour Bourguiba étant Jean Daniel, le fondateur du *Nouvel Observateur*.
11. L'essayiste qualifie d'ailleurs la Tunisie de « démocratie andalouse » et lui attribue la place de meilleur élève des pays arabes dits « modérés ». Dans l'une de ses chroniques, on peut lire : « C'est en effet la Tunisie qui, seule, présente aujourd'hui dans la région un modèle de société civile véritablement prédémocratique », in « La démocratie andalouse », *Le Figaro*, 23 mars 2005.
12. Abdallah Laroui, *La crise des intellectuels arabes. Traditionalisme ou historicisme ?*, Paris, La Découverte, 1978.
13. Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Paris, Hachette Littérature, 2002 (nouvelle édition).
14. Anouar Abdel Malek, *La pensée arabe contemporaine*, Paris, Le Seuil, 1975.
15. François Burgat, *L'islamisme à l'heure d'Al-Qaïda*, op. cit.
16. Serge Latouche, *Faut-il refuser le développement ?*, Paris, PUF, coll. « Économie en liberté », 1986.
17. Heba Ahmed Nasser, « Quelques conséquences sociales des programmes d'ajustement structurel », *Égypte-Monde arabe*, CEDEJ, n° 12-13, 1993, p. 145-177.

18. Dhafer Saïdane, *La finance islamique à l'heure de la mondialisation*, Paris, Éditions La Revue banque, 2009.
19. Vincent Geisser (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs*, Paris, CNRS Éditions, 2000.
20. Boualem Sansal, *Harraga*, Paris, Gallimard, coll. «Blanche», 2005.
21. Cf. l'analyse des «émeutes de la soif» en Égypte conduite par Nefissa Hassan Dessouki : *Chroniques égyptiennes 2007*, Le Caire, CEDEJ, 2008.
22. Souligné par les auteurs.

Chapitre 3

L'islamisme : l'alibi de la dictature

Entre effroi et incompréhension

À quel moment de votre parcours militant et professionnel, avez-vous découvert le « phénomène islamiste¹ » ?

J'ai découvert l'islamisme dans les années 1970 à mon retour en Tunisie. Je n'en croyais pas mes yeux de voir se développer un phénomène que je croyais totalement éteint : c'était le retour pur et simple au XIX^e siècle, de la mauvaise herbe difficile à déraciner. Je vivais cette résurgence passéiste comme un défi pour les idéaux démocratiques que je défendais.

Plus concrètement, comment s'est opérée cette prise de conscience du phénomène islamiste ? Quels sont les faits qui vous ont marqué ?

Même si cela peut surprendre, ce qui m'a le plus marqué est le retour d'un certain discours islamiste dans la presse, y compris dans les journaux proches du régime. Il ne faut jamais oublier que l'islamisme a été le « serpent » nourri par le pouvoir qui cherchait des contre-feux aux mouvements inspirés par la gauche et le nationalisme arabe. Sans qu'on puisse à proprement parler de collaboration, le régime a laissé s'implanter les premiers embryons islamistes dans les universités, et aussi dans les mosquées. En 1979, l'un de mes amis m'a conseillé de me rendre dans une mosquée de la vieille ville de Tunis, la mosquée *Saheb Ettaba*, pour entendre le discours d'un nouveau prêcheur, dont le nom

m'échappe. J'en suis sorti horrifié. Cela n'avait rien à voir avec un prêche religieux. C'était un discours politique antisémite, raciste qui affirmait que tous les malheurs que nous vivions dans le monde arabe étaient dus aux Juifs. C'était pour moi un phénomène nouveau, incompréhensible et inquiétant.

Dans vos activités professionnelles à la faculté de médecine, remarquez-vous ce développement de l'islamisme ?

Oui, j'avais remarqué la présence de deux syndicats étudiants, l'un de gauche, l'autre islamiste, ce qui était une nouveauté dans le paysage universitaire tunisien qui était traditionnellement dominé par une organisation unique, l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET)². Il y avait en permanence des affrontements entre les deux factions, islamistes et gauchistes. Dans la rue, le voile islamique commençait à se répandre. Sur ce plan, les situations sont contrastées selon les pays arabes. En Égypte, par exemple, le mouvement islamiste n'a jamais cessé. Il faut dire qu'il existe depuis 1928, qu'il a imprégné de proche en proche et de haut en bas les couches de la société égyptienne. Ni les Britanniques, ni la monarchie, ni Nasser, n'ont réussi à éradiquer ce mouvement à la fois religieux et politique. Sadate a essayé de récupérer leur discours, mais en vain. Sa paix unilatérale avec Israël a enlevé toute valeur à sa religiosité un peu trop marquée, qui ne l'a pas empêché d'être assassiné par des groupes islamistes dissidents et résolument partisans de la violence. Moubarak a navigué entre leur répression et leur instrumentalisation, en les laissant notamment avoir de nombreux députés. Rien de tout cela en Tunisie. Dès 1956, Bourguiba avait instauré un Code du statut personnel quasi révolutionnaire et balayé tout l'héritage de la prestigieuse université islamique de la Zitouna, l'équivalent d'Al Azhar au Caire et d'Al Qaraouine à Fès. La Tunisie semblait irrémédiablement mise sur le chemin d'une laïcisation «à la turque». Aussi, avions-nous plutôt le sentiment de vivre la résurgence d'un phénomène ancien, après une éclipse de plusieurs décennies.

En vous écoutant, on a le sentiment que vous étiez effrayé par le phénomène islamiste.

En effet, je dois l'avouer : j'avais une réaction à la fois d'effroi et de rejet. Je voyais l'islamisme comme une régression totalement incompré-

hensible. Plus tard, j'ai même ressenti une certaine menace. Au début des années 1980, j'ai rédigé pour la presse un article contre un islamiste, Hamid Enneifer³. Il remettait en cause le Code du statut personnel (CSP) qui a donné aux femmes tunisiennes des droits considérés à l'époque comme avancés par rapport à ceux des autres pays arabes : l'interdiction de la polygamie, l'instauration du mariage civil et le remplacement de la répudiation par le divorce. Le texte, paru dans le journal populaire *Essabah* (Le Matin), s'intitulait « En défense de Myriam et Nadia » – mes deux filles. Je disais en substance : « Si cet islamiste accepte par fidélité à la Charia que le témoignage de sa mère devant un tribunal vaut la moitié de celui d'un business [voyou] d'El Kantaoui⁴ puisque telle est la règle c'est son affaire ! Mais, moi je persiste à croire que le témoignage de la mienne vaut celui de mille délinquants aussi mâles soient-ils ! » *A posteriori*, je reconnais que mon article était très virulent mais il fallait s'opposer fermement à toute tentative de remise en cause du principe d'égalité entre les sexes.

« Apprivoiser » les islamistes ?

Sur le plan politique, à quand remonte vos contacts officiels avec le mouvement islamiste ?

J'ai découvert les islamistes comme interlocuteurs au sein de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme. Il faut se rappeler qu'à l'époque, la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH) jouait le rôle de « parlement de la société civile ». Fait unique dans le monde arabe, toutes les tendances politiques y étaient représentées, y compris les islamistes. Avec l'un deux, Sahoun El Jouhri⁵, j'ai eu des relations tendues. J'étais loin d'imaginer que cet homme allait être torturé et mourir d'un cancer de l'estomac en prison dans les pires conditions et que je serai longtemps hanté par son calvaire. Le conflit avait pour objet le contenu de la *Charte de la Ligue*. En 1984, nous avons décidé d'affirmer clairement nos principes et nos valeurs. Or, les islamistes ligueurs, dont il était le représentant au comité directeur, refusaient de reconnaître la *Déclaration universelle* de 1948 pour quatre raisons principales : le droit pour une musulmane d'épouser un non-musulman, le droit de changer de religion, l'interdiction de la peine de mort et la reconnaissance d'enfants nés hors mariage,

toutes choses contraires à une interprétation littérale du Coran. Après des discussions houleuses, nous avons fini par trouver un terrain d'entente. J'ai proposé une formulation du préambule de la *Charte de la Ligue* qui fasse référence à la fois à la Déclaration universelle, aux « traditions libérales de l'islam » et aussi à la Constitution de la République tunisienne. C'est ainsi que nous avons trouvé un moyen terme qui a permis à la Ligue de devenir ce lieu de rencontre fructueux entre laïques et islamistes, afin de mieux débattre et dégager des compromis.

Aujourd'hui, vous êtes plutôt perçu comme un « proche » des islamistes. Certains militants de la gauche laïque vous accusent même de faire ouvertement le jeu des partisans de l'islam politique. À l'époque, vous étiez, au contraire, ce que nous pourrions appeler un « éradicateur », l'un des porte-drapeaux de l'anti-islamisme. N'est-ce pas un retournement surprenant ?

Certes, je combattais politiquement et idéologiquement les islamistes mais je considérais qu'ils avaient le droit d'exister et de s'exprimer sur la scène politique. Je n'ai jamais été un partisan de l'interdiction et de l'éradication des islamistes, contrairement à certains « démocrates » algériens, par exemple. Les islamistes font partie du spectre politique du monde arabe. Nous devons donc les accepter. La démocratie, c'est la pluralité. Il me paraît totalement incohérent d'interdire et d'exclure les islamistes au nom de la démocratie. C'est une contradiction que j'ai dénoncée dès les premiers moments de mon engagement politique. Les islamistes tunisiens étaient bel et bien obligés d'admettre que je ne tenais pas de double discours : je les combattais sur le plan des idées, mais je revendiquais simultanément leur intégration dans le jeu politique. Avec la répression, la situation a totalement changé. Alors que beaucoup de mes camarades de la gauche laïque étaient réticents à les défendre, je n'ai pas hésité une seule seconde à dénoncer la répression féroce qu'ils subissaient. J'étais le représentant de tout un courant démocratique attaché par-dessus tout au respect des libertés fondamentales et cela a beaucoup aidé les modérés dans le camp islamiste. Contrairement aux islamistes algériens du FIS qui ont basculé dans le terrorisme, les islamistes tunisiens se sentaient soutenus par les « démocrates » et les « progressistes », facilitant ainsi leur intégration au mouvement démocratique. Cela a eu incontestablement des effets bénéfiques pour la constitution d'un « front anti-dictature » en vue de reconstruire un jour un État démocratique.

Quand vous dites « Nous, les démocrates », cela concerne tous les opposants indépendants? N'y a-t-il pas quelques-uns de ces « démocrates » qui ont été tentés de sacrifier les islamistes sur l'autel du compromis avec le régime?

Si, bien sûr, il existait une tendance proche du régime (Mohamed Charfi⁶, et Khemaïs Ksila) qui disait en substance: « *On ne va pas casser la Ligue des droits de l'Homme pour sauver les islamistes!* » Cette tendance a préféré se taire, fermant volontairement les yeux sur la répression et la torture. Elle a clairement appelé à collaborer avec le régime, de telle sorte qu'elle nous a chassés de la direction de la Ligue, nous accusant d'être irresponsables et de saborder l'organisation. Nous défendions le principe d'égalité des citoyens, sans faire de distinction entre « islamistes » et « non-islamistes ». Le plus cocasse dans l'affaire, c'est le sort qu'a réservé la dictature à ses zélés serviteurs. Après les avoir utilisés, elle les a jetés comme des mouchoirs en papier⁷. Transiger avec les principes, surtout quand on a des malfrats en face, est une opération encore plus risquée que de choisir la résistance.

Et aujourd'hui, comment vous positionnez-vous à l'égard de l'islam politique, en général, et des islamistes, en particulier? Considérez-vous toujours les islamistes comme des « rétrogrades » et des « obscurantistes »?

Ma position a bien sûr évolué au fil du temps. Je reste très critique sur l'islamisme, c'est-à-dire sur le danger d'asseoir une politique, par essence critiquable, sur une idéologie dont le fondement divin se place par essence, selon ses partisans, hors du champ de la critique. Mais la démocratie est l'organisation de la compétition et de la guerre symbolique entre des adversaires réels. C'est tout le contraire de la gestion politique des dictatures arabes qui en sont actuellement à trafiquer la démocratie en excluant de leur « cirque » électoral les vrais adversaires et en faisant se « battre » leurs compères... On me pose fréquemment cette question: « *Aurait-il fallu alors laisser le Front islamique de salut (FIS) gouverner en Algérie?* » Ma réponse est sans ambiguïté: « *Oui!* » On aurait dû laisser le FIS gouverner. On aurait pu constater toute son incompétence et le remplacer après une législature. En cas d'installation d'une dictature, il aurait pu être évincé par l'armée ou la rue. On aurait sans doute connu des troubles, mais évité le bain de sang qui a endeuillé l'Algérie. Certes, j'admets que ce choix est risqué. Mais ne pas l'assumer,

c'est prendre un risque encore plus important : la stagnation permanente sous la dictature. Interrompre le processus électoral a été la pire des solutions, comme aujourd'hui ne pas reconnaître le Hamas palestinien pourtant élu démocratiquement⁸. Le « risque islamiste » ne doit pas nous condamner à vivre jusqu'à la fin de nos jours sous des régimes tyranniques. Si des élections pluralistes doivent nous conduire dans un premier temps à vivre sous un gouvernement islamiste, nous devons l'accepter. C'est un pari sur l'avenir bien plus fort que celui qui consisterait à pérenniser les dictatures corrompues. De plus, c'est aussi idiot de confondre Ben Laden et Erdoğan, le premier ministre turc, que d'assimiler Pol Pot et Dubček, l'artisan du printemps de Prague en 1968, sous prétexte que les deux étaient communistes. On ne peut réduire l'islamisme à une sorte de bloc monolithique.

Déconstruire l'islamisme

De quelle manière s'est opérée cette prise de conscience de la « pluralité » de la mouvance islamiste ?

En la voyant évoluer, se fragmenter, se diversifier, s'affronter en son sein avec encore plus de violence qu'à notre égard, j'ai compris que l'on ne pouvait plus les traiter comme un bloc monolithique. De nombreux dirigeants islamistes ont, avec le temps, modifié leur vision du politique... Mon neveu était un militant obscurantiste, formé à l'Université de Médine en Arabie Saoudite, qui me considérait comme un apostat méritant d'être liquidé. Les années passant, il a commencé à changer. Aujourd'hui, il est devenu un « conservateur démocrate », selon la terminologie politique occidentale. Il faut bien comprendre que ce ne sont pas les démocrates qui se sont islamisés mais bel et bien une grande frange des islamistes « modérés » qui se sont « convertis » à la démocratie et cela, entre autres, grâce à l'attitude responsable des démocrates laïques, dont je ne suis qu'un modeste représentant.

Notre travail est de continuer à appuyer, à accompagner ce changement et à rejeter les extrémistes, ceux que j'appelle les intégristes laïques comme les intégristes islamistes. Une démocratie arabe ne pourra se construire qu'avec toutes ses composantes. Sinon, c'est le retour à la case départ.

Des islamistes, partie prenante d'une Ligue des droits de l'Homme dominée par la gauche laïque, n'offrent-ils pas encore à la Tunisie, une figure d'exception dans le monde arabe ?

Oui, la présence des islamistes dans une organisation humaniste et progressiste était un cas unique dans la région. Cela a certainement favorisé le dialogue. Sur ce point, la Tunisie avait certes de l'avance – aujourd'hui elle est à la traîne –, mais dans les autres pays arabes, l'évolution est la même. De la Syrie à la Mauritanie, le dialogue entre modérés des deux bords est devenu la règle. Même cas pour l'Algérie, qui a pourtant connu une situation dramatique. Il faut rappeler que Louisa Hanoun, femme et trotskyste, a bravé le double tabou des mouvements féministes et de gauche en vigueur dans tout le Maghreb à l'égard des islamistes, en apposant sa signature au bas de la *Plate-forme de Rome* à côté de celle de Rabah Kebir et Anwar Haddam représentants du Front islamique de salut (FIS), et ce au pire moment de la guerre civile algérienne⁹. Depuis, le jeu de certains extrémistes laïques en Algérie et en Tunisie, renvoyant dos à dos la dictature et les islamistes, est devenu caduc. Je ne peux que m'en réjouir car je ne le répéterais jamais assez : la démocratie arabe ne se fera ni contre l'islam ni contre les islamistes mais contre tous les anti-démocrates qu'ils soient islamistes ou laïques.

Avez-vous personnellement rencontré le leader du mouvement islamiste tunisien Rached Ghannouchi qui est aussi une grande figure de l'islamisme mondial¹⁰ ? Je vous pose cette question, car ce type de rencontre est souvent considéré comme tabou dans les milieux démocrates qui y voient une forme de « pacte avec le diable ».

En effet, je l'ai rencontré la première fois, en 1989, lorsqu'il est venu assister à notre congrès de la Ligue. Lors de sa condamnation à la prison à vie à la fin du bourguibisme (1986-1987), nous nous étions mobilisés pour le faire libérer. Par la suite, je ne l'ai plus rencontré en Tunisie, mais exclusivement à l'étranger. Malgré l'établissement d'un dialogue, nos visions divergeaient et divergent encore sur certains points. Il faut se rappeler, qu'en novembre 1987, il avait soutenu Ben Ali. À cette occasion, il avait sans doute commis la plus grande erreur de sa carrière politique, en déclarant : « *J'ai confiance en Allah et en Ben Ali¹¹ !* » Cette prise de position m'avait choqué. Les islamistes débarassés de leur bête noire, Bourguiba, vivaient une certaine euphorie,

alors que certains démocrates, comme moi, étions plutôt sceptiques... Aujourd'hui, alors que je milite pour la résistance civile et appelle clairement au départ du dictateur, les islamistes tunisiens sont d'une prudence et d'un flou politique qui m'indignent profondément. Après tous les dégâts que Ben Ali a causé à notre pays, j'ai du mal à saisir leur discours attentiste et misérabiliste qui, du coup, laisse la porte ouverte aux extrémistes.

Avec du recul, comment expliquez-vous cette alliance contre-nature? Ne relève-t-elle d'une ambivalence commune à de nombreux mouvements islamistes? N'existe-t-il pas un certain penchant islamiste à collaborer avec les régimes autoritaires?

C'est un point essentiel de l'histoire politique récente du monde arabe. On a souvent perçu les islamistes comme des adversaires des régimes en place. Du moins, c'est la vision qui prévaut dans les pays occidentaux. En réalité, je crois que, dans la tête des islamistes, les véritables ennemis politiques, sinon les adversaires, ont toujours été la gauche et les nationalistes arabes. Le mouvement islamiste a davantage entretenu une haine à l'égard des gauchistes et des nationalistes, surtout des nassériens, que des régimes en place. Les islamistes ont cru qu'ils pouvaient développer leur mouvement à l'ombre de régimes autoritaires, en marginalisant la gauche et les nationalistes. Le résultat est aujourd'hui connu¹². Regardez ce qui se passe au Koweït, au Maroc, en Algérie, en Jordanie ou même en Égypte. Certains islamistes participent à toutes les farces électorales organisées par le système, râlent un peu pour le principe à propos du charcutage des circonscriptions électorales, du déroulement des élections, mais acceptent finalement de siéger dans des chambres sans pouvoir réel et donc de cautionner un régime qui tolère fort bien cris et chuchotements au sein d'institutions closes.

Il n'y a pas que des « partis islamistes maison », créés par les services pour participer à ce jeu malsain. Les Frères musulmans en Égypte, qui sont pourtant une vraie puissance politique, ont participé à toutes les élections sauf la dernière, arguant un durcissement du pouvoir comme si le *deal* implicite pour exister dans les institutions de la dictature était formulé ainsi : « *Occupez la place qu'on vous octroie et n'en sortez pas ou bien gare...* » Au Maroc, nous avons un cas de figure exemplaire de cette ambivalence des islamistes. Il existe deux grands partis islamistes : *Adl wal Ihsane* (Équité et Bienfaisance), non reconnu, et le Parti de la justice

et du développement (PJD) qui jouit, lui, d'un statut légal. Ce dernier est parfaitement intégré dans le système du *Makhzen*. Aux élections législatives de 2002, il a été crédité de 42 sièges sur 325 au parlement marocain. Aux élections de 2007, il en a recueilli, ou plutôt, le Palais lui en a concédé 47, devenant ainsi la deuxième force légale, après le vieux parti de l'*Istiqlal* (parti de l'indépendance). Or son impact politique est quasiment nul. Le pouvoir est toujours aux mains du Roi et des services. En revanche, le mouvement Équité et Bienfaisance, fondé en 1977 par le Cheikh Yassine, est banni *de facto*, car « républicain » à peine voilé. Vous saisissez le paradoxe : d'un côté, des islamistes dits « modérés » partisans de la dictature, de l'autre, des islamistes dits « radicaux » favorables à l'avènement d'un régime républicain.

Par le passé, certains militants de gauche vous ont accusé ouvertement d'être un « allié objectif des islamistes ». À quand remonte cette réputation d'être « pro-islamiste », alors que vous ne cessez de déclarer par ailleurs que ce sont vos adversaires politiques ?

Cette réputation remonte probablement à 1992, où certains de mes anciens « camarades » de gauche m'ont soupçonné de vouloir m'appuyer sur les islamistes pour me présenter aux élections présidentielles. On m'a accusé de chercher à flatter la sensibilité islamiste par ambition politique et électoraliste. C'est une accusation sans fondement. Je dialogue avec eux, mais j'ai constitué mon propre parti politique et je défends mon propre programme. Tout ce que je cherche actuellement, c'est à créer un large front anti-dictature dans lequel les islamistes auraient leur place mais sur la base d'une plate-forme démocratique. C'est le sens de la Déclaration d'Aix-en-Provence¹³. En 2004, un texte a été signé par toutes les parties en présence, y compris les islamistes, qui ont reconnu les principes fondamentaux de la démocratie : les droits de l'Homme, l'égalité entre l'homme et la femme, l'attachement au Code du statut personnel (CSP), le pluralisme politique. À partir du moment où les islamistes signaient ce texte, je ne vois pas au nom de quels principes nous pourrions décréter leur exclusion de toute dynamique démocratique.

Peut-on faire confiance aux islamistes ?

D'aucuns diraient qu'il s'agit simplement d'une tactique des islamistes pour se racheter une virginité aux yeux des autres partenaires de l'opposition démocratique, sans véritable intention de changer sur le fond. Signer un texte ne veut pas dire grand-chose.

Cette remarque peut être appliquée à tout le monde, y compris à l'extrême gauche marxiste-léniniste, stalinienne ou autre. De nombreux marxistes arabes, dans un passé très proche, rejetaient encore les principes de la démocratie représentative. Fallait-il pour autant les exclure de toute plate-forme démocratique visant à renverser la dictature ? Ignorer par principe les islamistes, c'est adopter une vision à la fois paranoïaque et statique de la politique, supposant que les gens n'évoluent pas, ne s'influencent pas mutuellement. La maturité politique se forge aussi dans le débat et la confrontation. De toute façon, le problème ne se pose plus car la ligne de partage ne passe pas entre démocrates et islamistes mais entre démocrates et islamistes pactisant avec le système dictatorial et démocrates et islamistes qui lui sont farouchement opposés.

À l'échelle du monde arabe, croyez-vous que cette dynamique pluraliste large, incluant des nationalistes arabes, des marxistes, des sociaux-démocrates, des libéraux, des conservateurs indépendants et des islamistes puisse déboucher sur la naissance d'un véritable mouvement démocratique arabe ?

Les gens doivent apprendre à vivre ensemble. C'est essentiel, dans la mesure où le monde arabe subit encore très largement la culture politique du « parti unique ». Le fait que les gens se mettent ensemble dans l'opposition pour former des « fronts démocratiques » est une absolue nécessité pour l'avenir. Nous devons œuvrer à l'organisation de fronts démocratiques qui prennent en compte toutes les composantes culturelles, religieuses, sociales et sexuelles des sociétés arabes. Un parti isolé n'a aucune chance de chasser la dictature. L'union est indispensable, mais toujours sur la base suivante : « *Plus jamais ça !* »

Quand vous avez créé votre parti, le Congrès pour la République, en 2000, certains militants de la gauche laïque vous ont aussi reproché d'avoir

intégré des anciens islamistes. En somme, on peut dire, qu'aujourd'hui, votre mouvement politique comporte une « composante islamiste » ou disons, pour être plus exact, « postislamiste¹⁴ ».

Il faut rassembler tous ceux qui veulent construire le régime démocratique dans un État républicain. Comme vous le savez, il n'existe pas de véritables républiques dans le monde arabe mais des *joumloukia*, c'est-à-dire des républiques monarchiques de plus en plus héréditaires. À partir du moment où d'anciens islamistes adhèrent à un tel projet politique, je ne vois pas pourquoi je leur refuserai l'adhésion à notre parti.

Le monde arabe est pluriel. Une force politique comme la nôtre, qui veut œuvrer au changement, doit nécessairement refléter cette pluralité sociale et politique. On ne peut rester dans la configuration monolithique du parti unique construit autour d'une idéologie monolithique. L'avenir est aux rassemblements politiques autour de grands idéaux communs et de politiques pragmatiques.

L'épouvantail islamiste pour justifier l'immobilisme

Qui a donc intérêt à brandir le thème de votre compromission avec les islamistes ?

Personne n'est dupe de ces accusations qui relèvent principalement de la propagande du régime dictatorial.

Revenons sur cet argument, selon lequel les islamistes ou, du moins une partie d'entre eux, seraient de plus en plus tentés par la négociation, voire la collaboration, avec les régimes autoritaires. Si l'on suit votre raisonnement, on a l'impression que vous considérez l'islamisme davantage comme une force conservatrice, en filiation avec les dictatures arabes, que comme une force de rupture.

Oui, la majorité des islamistes sont prêts à la collaboration. Ils sont à l'opposé de ce que je défends : la stratégie de rupture avec la dictature. Au Maroc, en Algérie, en Jordanie, au Soudan, au Koweït et en Égypte, les islamistes n'ont aucun désir à changer profondément la situation politique. En dépit de la répression qui les frappe ponctuellement, ils

sont dans une logique de participation¹⁵. Les islamistes, si on excepte ceux qui ont pris les armes, n'ont rien de révolutionnaires. Ce sont d'abord des conservateurs sur les plans social, culturel et politique. Ils veulent obtenir des aménagements, mais sans changements de fond de la machine autoritaire. Ils développent des stratégies d'entrisme afin d'islamiser la société, sans remettre en cause la structure politique de la dictature et le caractère autoritaire et inégalitaire de la société.

Si je comprends bien, les islamistes, selon vous, seraient des victimes de l'autoritarisme, mais qui rêvent secrètement d'être reconnus par les dictateurs. N'est-ce pas là, tout simplement, une stratégie de « survie politique » en attendant des jours meilleurs ?

On peut admettre cette hypothèse de prudence par réflexe de survie. Mais dans tous les cas, ces *islamistes de service* n'ont aucun avenir politique. Les régimes ne les accepteront jamais. Ils leur accorderont tout au plus quelques espaces de liberté, tout en continuant à les réprimer. On a pu constater ce scénario en Égypte et, plus récemment, au Maroc. Chaque fois que les islamistes sont en mesure d'arriver légalement au pouvoir, ils sont systématiquement réprimés ou marginalisés par toutes sortes de manipulations. Les islamistes de la collaboration feignent de ne pas comprendre le jeu des dictatures et se disent qu'une fois arrivés au pouvoir, ils feront bouger les choses de l'intérieur. Sauf, qu'en face, ils n'ont pas affaire à des enfants de chœur qui vont se laisser duper par ceux qu'ils manipulent et surveillent avec la plus extrême méfiance. En fin de compte, ces islamistes dits « légalistes » n'auront d'autre alternative que de faire partie du décor de la dictature ou bien de rejoindre la résistance civile ou armée. En Égypte, les Frères musulmans ont participé sous Moubarak à trois farces électorales et ont accepté de faire de la figuration dans un parlement sans aucun pouvoir. Depuis quelque temps, ils commencent à construire un contre-pouvoir et ont même appelé à participer à la grève nationale du 6 avril 2009. Ils semblent avoir compris l'inanité de jouer au plus fin avec les maîtres de la ruse et de la manipulation.

Un scénario « à la turque » ?

Quittons temporairement le monde arabe pour nous intéresser à la Turquie. Ne pensez-vous pas qu'un scénario « à la turque¹⁶ » puisse se réaliser dans le monde arabe ?

C'est le rêve de tous les islamistes arabes. Ils ne jurent plus que par l'exemple de l'AKP qui est arrivé au pouvoir légalement et qui plus est, dans un État laïc ! Toutefois, ce scénario « à la turque » me semble totalement illusoire. Il ne faut jamais oublier que la Turquie, malgré des atteintes répétées aux libertés et des phases de fermetures politiques, est un régime républicain. L'Iran, lui aussi, connaît un régime républicain. À l'inverse, nos « républiques arabes » sont, comme je l'ai dit des monarchies déguisées, des monarchies roturières personnalisées et héréditaires qui, contrairement à la Turquie ou à l'Iran, n'autoriseront jamais des transitions démocratiques de l'intérieur du système. Ce n'est pas faire preuve de radicalisme mais de bon sens que de le déclarer. Il faut bien comprendre la triple impasse dans laquelle se trouve l'islamisme dans toutes ses variantes. Si l'on met de côté le Hamas et le Hezbollah qui sont des mouvements de résistance nationale à idéologie islamiste, il faut bien admettre que la révolte armée a non seulement échoué comme en Égypte, en Algérie, en Syrie, etc., mais qu'elle a aussi renforcé la dictature.

La collaboration, comme au Maroc ou en Jordanie et même en Algérie, a fait des « islamistes maisons » des piliers de la dictature. La troisième stratégie, celle de prêcher l'islam aux musulmans, adoptée par des mouvements de prédication comme le *Tabligh wa dawa*¹⁷ qui se disent *apolitique*, outre le fait qu'elle joue le jeu du pouvoir en prêchant la patience, l'obéissance, le rejet de la politique, etc., n'est qu'une fuite à peine déguisée de la réalité. En somme, les islamistes n'ont de vraie opportunité politique qu'en épousant la stratégie d'une vraie rupture, de l'engagement au sein de fronts démocratiques et d'appeler à organiser avec nous une résistance civile. Sinon, ils deviendront une partie du problème et non de la solution.

Votre vision du retour en force du « courant démocratique » me paraît exagérée, sinon naïve. Tous les signes tendent, au contraire, à montrer une islamisation des sociétés arabes, une forme d'islamisme sociétal qui n'est pas forcément – je vous l'accorde – à connotation politique mais qui est bien plus influent que le courant démocratique et humaniste que vous représentez.

«L'islamisme sociétal», comme vous le qualifiez, n'a jamais rien changé à la gestion autoritaire de la société. Prenons l'exemple de l'Égypte, où l'islamisation relativement ancienne de la société n'a jamais remis en cause la gestion autoritaire du régime. La réislamisation constitue, selon moi, une forme de résistance passive à l'égard de l'État. Toutefois, elle ne bouleverse pas fondamentalement la *donne dictatoriale*. Ce sont des mouvements qui tentent de réintroduire des valeurs qui ont été totalement galvaudées par la corruption des régimes. C'est une contestation passive et silencieuse qui exprime davantage le désespoir du changement que le changement lui-même.

Ce type de contestation islamisante « douce » et « par le bas » ne va-t-elle pas finir par travailler les esprits arabes et déboucher sur une contre-politisation ?

Oui, mais pas forcément dans le bon sens. Actuellement, on peut constater que les citoyens arabes s'éloignent de la politique pour se réfugier dans les mosquées. C'est une sorte de recherche du salut individuel par la morale et les valeurs, sans égratigner les fondations des régimes. Comme je l'ai déjà dit, cela les arrange bien.

Si je suis votre raisonnement, le processus d'islamisation observé actuellement dans le monde arabe jouerait en faveur du maintien des dictatures. Les islamistes seraient des soutiens involontaires des régimes autoritaires. N'est-ce pas un raisonnement daté et obsolète qui consisterait à nous faire croire que les islamistes seraient les « créations diaboliques » des dictateurs pour contenir le mouvement démocratique ?

Oui, cela peut choquer mais je le dis et le répète: l'islamisme sous toutes ses formes contribue à l'immobilisme politique. À la limite, les régimes dictatoriaux du monde arabe ne doivent pas beaucoup s'en inquiéter. C'est pour eux une caution extraordinaire: soit il favorise le refuge dans la sphère privée, soit il légitime la politique de répression au nom de la lutte contre le terrorisme. Si j'étais dictateur, j'encouragerais le peuple à retourner dans les mosquées. La réislamisation des sociétés arabes conforte les régimes plus qu'elle ne les déstabilise. C'est moins une résistance qu'une fuite.

Au bout du compte, si on adopte votre point de vue, ne risque-t-il pas de se produire une forme d'accoutumance résignée à la dictature et une remise en cause progressive de certaines valeurs telles que la démocratie et les droits de l'Homme associées abusivement à l'Occident ?

Oui absolument. Le cynisme des grands États occidentaux est pour beaucoup dans le recul de l'idéal démocratique dans le monde arabe. Régulièrement, on nous balance à la figure des réflexions du type « *Regardez Messieurs les démocrates, ce que vos "amis occidentaux" ont fait en Irak, à Abou Ghraïb, à Guantanamo, en Palestine et dans nos pays en appuyant nos tyrans...* » Et nous, de répondre que nous ne sommes pas les valets de l'Occident, nous ne sommes pas là pour disséminer des valeurs auxquelles il ne croit plus qu'à moitié. Nous sommes des Arabes « pur jus », nous voulons mettre main basse sur la démocratie comme nous avons mis main basse sur cette autre invention étrangère qu'est l'informatique. On ne dira pas merci et on ne paiera pas des droits d'auteur sur la démocratie, car nous sommes tous des pauvres humains à la recherche d'une multitude de choses, dont la moins pire forme de gouvernement. Nous allons prendre chez eux ce qui nous intéresse et nous est utile, comme ils l'ont fait chez nous et chez les autres sans vergogne pendant des siècles.

L'islamisme n'a plus d'avenir

Dans vos différents scénarios, pour le moins pessimistes, vous n'envisagez presque jamais la radicalisation d'une partie de la jeunesse. Qu'on y soit favorable ou pas, l'islamisme radical est susceptible de renverser les dictatures actuelles. C'est une hypothèse que l'on ne peut pas totalement exclure en Tunisie, en Algérie, au Maroc et même dans les pays à « islamisme d'État », comme l'Arabie Saoudite qui peuvent voir émerger des islamistes encore plus « durs » que ceux actuellement au pouvoir¹⁸.

Il est clair qu'il existe une véritable scission au sein de la « mouvance islamiste » actuelle. Même si je trouve la radicalisation de certaines franges islamistes particulièrement inquiétante, il faut admettre qu'elle est aussi la conséquence directe de cette tendance collaborationniste d'une partie des groupes islamistes. Ce que j'espère, c'est de voir une

nouvelle génération d'islamistes qui joigne à la rupture revendiquée par la tendance armée, l'acceptation des moyens pacifiques que prônent les collaborationnistes. De tels islamistes d'un « type nouveau », forcément démocratiques, seraient un formidable apport au courant démocratique qui peut fournir les idées, mais pas les foules.

Votre analyse butte sur une contradiction majeure: vous dites que les mouvements islamistes sont incapables d'impulser la rupture avec la dictature. Dans le même temps, vous admettez que les islamistes dits « radicaux » sont susceptibles de conduire à un changement brutal et donc à une disparition des régimes autoritaires actuels.

Les organisations islamistes dites « jihadistes » prônent effectivement un renversement brutal des « dictatures impies ». Toutefois, elles n'en ont pas les moyens. Je ne crois pas un seul instant à la capacité des organisations radicales à renverser les régimes autoritaires. Oui, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces islamistes-là sont des éléments de renforcement de la dictature qu'ils combattent. L'islamisme avec ses trois orientations – jihadiste, collaborationniste et piétiste – a été la « grande aventure politique » des années 1980. Aujourd'hui, il n'a plus d'avenir... sauf à faire un mariage de raison avec la démocratie et la résistance civile en vue de changer en profondeur le système politique arabe.

NOTES

1. Nous utilisons le terme « islamisme » au sens où l'entendent les politologues, c'est-à-dire non pas comme un phénomène religieux mais d'abord comme un phénomène politique, contribuant à islamiser des lexiques politiques somme toute classiques. Cf. notamment François Burgat, *L'islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Paris, Karthala, 1988 ; du même auteur, *L'islamisme en face*, Paris, La Découverte, 1995.

2. Moncef Marzouki fait référence ici à la création, en 1985, d'un syndicat étudiant d'obédience islamiste, l'UGTE (Union générale tunisienne des étudiants) qui avait pour ambition de bouter le syndicat de gauche, l'UGET (Union générale des étudiants de Tunisie) des campus universitaires. Sur cette période d'affrontement entre les mouvances étudiantes, cf. Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, op. cit.

3. À la fin des années 1980, Hamida Enneifer, longtemps « orthodoxe » et opposé au Code du statut personnel trop « libéral » à ses yeux, a rompu avec la ligne radicale du mouvement islamiste pour créer un nouveau courant progressiste autour de la revue *15-21*, lieu

DICTATEURS EN SURSIS

de débat entre islamistes et laïques. Cf. Hamida Enneifer, « Aux sources de l'islamisme en Tunisie » (entretien conduit par François Burgat), in *Les intellectuels et le pouvoir, Syrie-Égypte-Tunisie-Algérie*, (sous la dir.) Gilbert Delanoue, Le Caire, Cedej, *Dossiers du Cedej*, 1986.

4. Port El Kantaoui, proche de la ville de Sousse, est l'une des zones les plus touristiques de Tunisie, où certains jeunes hommes se livrent à toutes sortes de trafics avec les étrangers, d'où l'expression *business*.

5. Dirigeant du parti Ennahda, représentant du « courant islamiste » au sein de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, mort en détention à l'âge de quarante et un ans.

6. Mohamed Charfi : ancien activiste de l'extrême gauche dans les années 1960-1970, il devient président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme en 1989. Dans le cadre de sa stratégie de cooptation des personnalités « progressistes », le Président Ben Ali le nomme la même année ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Virulent anti-islamiste, il couvrira par son silence la répression universitaire des années 1990-1991 qui fera plusieurs dizaines de morts et se soldera par des milliers d'arrestations dans les rangs islamistes. Décédé en 2008 à la suite d'une longue maladie, ses principales idées sont contenues dans son dernier ouvrage, *Islam et Liberté, le malentendu historique*, Paris, Albin Michel, 1999. Son attachement à la laïcité lui vaut le surnom de « Jules Ferry tunisien ».

7. Vice-président de la LTDH pro-régime, Khemaïs Ksila sera condamné et fera deux ans en prison de 1997 à 1999. Quant à Khemaïs Chamari, il sera démis de son mandat de député et victime de harcèlement policier et judiciaire qui le poussera à quitter provisoirement le pays.

8. Aux élections législatives palestiniennes de janvier 2006, sur les 132 sièges du Conseil législatif (CLP, Parlement), le Hamas en a remporté 76 contre 43 pour le Fatah. Le scrutin s'était déroulé en présence de 900 observateurs internationaux qui ont tous témoigné de la régularité des opérations électorales. Cf. Aude Signoles, *Le Hamas au pouvoir et après ?*, Paris, Éditions Milan, 2006.

9. Plate-forme de Rome, portant « contrat national », signée en janvier 1995, entre autres par le Parti des travailleurs (extrême gauche), le Front de libération national (FLN), le Front des forces socialistes (FFS) et le Front islamique de salut (FIS).

10. Rached Ghannouchi est le président fondateur du Mouvement de la Tendance islamique (MTI), créé en 1981, qui deviendra, en 1989, le parti Ennahda (Renaissance) mais qui ne fut jamais reconnu par le régime. Condamné à mort sous Bourguiba, il fut partiellement réhabilité sous Ben Ali, avant d'être à nouveau pourchassé par le régime. Depuis 1990, il vit en exil à l'étranger. Il a établi son quartier général dans la banlieue de Londres, où il anime toujours l'opposition islamiste au régime de Ben Ali, tout en s'impliquant dans les affaires musulmanes européennes. À ce titre, il est membre du Conseil européen de la fatwa. Alors qu'il avait constitué un véritable parti de masse menaçant l'hégémonie du régime, Ennahda compterait aujourd'hui à peine plus de 1 500 membres répartis dans différents pays européens.

11. Phrase rapportée par Larbi Chouikha, universitaire et journaliste, prononcée au cours d'une interview pour l'agence Reuters. Il est vrai que Rached Ghannouchi l'avait émise dans un contexte d'ouverture politique (1987-1989), après les « années noires » de la fin du bourguibisme.

12. Moncef Marzouki fait notamment référence à un épisode dramatique de l'histoire récente tunisienne. En 1989, le mouvement islamiste a été autorisé à présenter des listes aux élections législatives avec les noms et prénoms des candidats. Ces listes islamistes dites « indépendantes » étaient par ailleurs appuyées par des parrainages. Il a suffi à la police politique de relever les noms pour procéder à des arrestations massives dans les mois qui suivirent les élections. Les candidats et les parrains furent interpellés, torturés et condamnés à de lourdes peines de prison. Sur cet épisode, cf. Vincent Geisser, « Tunisie : des élections pour quoi faire ? Enjeux et 'sens' du fait électoral de Bourguiba à Ben Ali », *Monde arabe Maghreb-Machrek*, La Documentation française, n° 168.

13. Au mois de mai 2004 une trentaine de personnalités de l'opposition tunisienne, allant de l'extrême gauche aux tendances conservatrices, dont le secrétaire général du parti islamiste Ennahda, Ali Laaridh, se sont réunis à Aix-en-Provence et ont signé une charte commune, la première du genre dans le monde arabe. Peu médiatisé, l'événement est passé quasiment inaperçu.

14. Les anciens militants islamistes ayant intégré le parti de Moncef Marzouki viennent majoritairement du mouvement étudiant (UGTE) et ont rompu officiellement tout lien avec le parti islamiste Ennahda. C'est en ce sens que nous parlons de militants « post-islamistes ».

15. Comme le montre le politologue François Burgat, « l'action parlementaire fait massivement partie du répertoire d'action islamiste : en Palestine (Hamas), au Liban (Hezbollah, Amal et Jama'a islamiya), en Jordanie (Front d'action islamique), en Israël (courant d'Abdallah Nimr Darwiche), en Algérie (Hamas fondé par Mahfud Nahnah), au Maroc (PJD), au Koweït (Mouvement constitutionnel islamique), au Yémen (Rassemblement yéménite pour la réforme dont le leader est président du parlement), en Irak, en Égypte (Frères musulmans sous diverses étiquettes, Parti du travail) ou encore à Bahreïn », « Les mobilisations politiques à référent islamique », in Élisabeth Picard, *La politique dans le monde arabe, op. cit.*, p. 95.

16. Le Parti pour la justice et le développement ou AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*) est arrivé légalement au pouvoir en Turquie, en 2002, après avoir remporté les élections législatives. Cf. Arda Kumbaracıbası, *Turkish Politics and the Rise of the Akp : Dilemmas of Institutionalisation and Leadership Strategy*, Routledge, 2009.

17. Mouvement piétiste fondé en Inde au début du siècle dernier. D'aucuns les appellent les « Témoins de Jéhovah de l'islam », en raison de leur de recrutement qui consiste à faire du porte à porte dans les quartiers populaires. Cf. Moussa Khedimallah, « Jeunes prédicateurs du mouvement Tabligh », *Socio-Anthropologie*, Religiosités contemporaines, n° 10, 2001.

18. Nous reprenons ici une des hypothèses défendues par l'un des meilleurs spécialistes de l'islamisme : François Burgat, *L'islamisme à l'heure d'Al-Qaïda*, Paris, La Découverte, 2005.

Chapitre 4

Droits de l'Homme *business* : la dérive marchande des ONG

Un simple militant des droits de l'Homme

Avant de devenir dirigeant d'un parti politique d'opposition¹, vos premiers combats étaient surtout cantonnés dans la défense des droits de l'Homme. Pourquoi cet engagement pour un professeur de médecine que rien ne semblait destiner au militantisme ?

Mon engagement pour les droits de l'Homme a commencé bien avant mon retour en Tunisie. J'ai pris conscience de l'importance de ce combat lorsque je rédigeais ma thèse de médecine sous la direction du professeur Marc Klein, juif alsacien qui avait personnellement connu les camps de concentration et d'extermination². Le professeur Klein avait vécu les expérimentations médicales effectuées sur les êtres humains par des nazis prétendument « médecins ». C'est lui qui m'a sensibilisé à la question des droits de l'Homme à travers cette question douloureuse. C'est lui qui m'a incité à choisir comme sujet de thèse « l'expérimentation humaine en médecine ». J'avoue que ce thème m'a quelque peu surpris puis conquis et profondément troublé. J'ai été effrayé par ce que j'ai découvert : comment des médecins étaient-ils non seulement capables de cautionner de telles horreurs, mais aussi d'en être la cheville ouvrière ? Cela m'a ouvert les yeux sur un triple abîme : celui de la dictature, de la science sans conscience et de la nature humaine. À partir de cette rencontre avec mon maître Marc Klein, ma vie a basculé. J'ai soutenu ma thèse en 1973 et elle a été publiée sous le titre *L'arrache corps*³. C'est à

cette époque que se situe ma « conversion » aux droits de l'Homme. Avant même de retourner en Tunisie, en 1979, j'avais fait tous mes choix et ils sont restés ceux de toute une vie.

Dès votre retour en Tunisie, avez-vous décidé de militer dans des organisations des droits de l'Homme ?

Non. À mon retour en Tunisie, après avoir achevé mon internat et deux années d'assistantat, j'ai été nommé assistant dans un service de neurologie dans un hôpital public à Tunis. J'ai été frappé par le nombre anormalement élevé d'enfants handicapés mentaux et physiques. Je ne comprenais pas le pourquoi de cette anomalie. J'ai commencé à travailler sur les encéphalopathies infantiles. J'ai fini par montrer qu'il y avait une sorte de machine infernale qui produisait près de 4 000 enfants handicapés par an. Cette machine fonctionnant à partir de trois « carburants » : l'absence de vaccination contre la rougeole, les accouchements mal surveillés et les mariages consanguins. Cette recherche m'a valu le prix « Bourguiba de médecine » en 1982, ce qui m'a autorisé à demander au ministère de la Santé de lancer des programmes contre ces trois fléaux. Puis j'ai décidé d'abandonner les hôpitaux et d'aller sur le terrain de la prévention afin de mettre en pratique ce que je prêchais. Parallèlement, je me suis engagé au sein d'associations de défense de ces enfants handicapés. En 1981, j'ai fondé le Réseau africain des droits de l'enfant avec des Kenyans et des Sud-Africains. J'en suis donc venu aux droits de l'Homme à partir des droits de l'enfant et de questions purement médicales, même si elles avaient bien sûr une portée générale. Mon père qui avait été à la fois opposant et victime de la dictature de Bourguiba m'avait mis en garde à l'égard des « dangers » de la politique. Il ne cessait de me répéter : *« Ne fais pas de politique mon fils ! Ça ne mène à rien ! Essaie d'être un bon médecin, tu vivras infiniment mieux et ce sera largement suffisant pour le pays ! »* C'est pour cette raison, qu'au départ, je ne faisais pas forcément le lien entre la problématique des droits de l'Homme et la « question politique ». Mais, en 1984, des responsables de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme m'ont demandé d'entrer dans le comité directeur de l'organisation. Ils cherchaient des personnalités indépendantes pour consolider la Ligue. En fait, en dépit de mes réserves, j'ai fini par me faire « prendre au jeu ». C'est à cette époque que j'ai découvert le problème de la torture et plus particulièrement celui de l'implication des médecins dans ces actes barbares. Dès lors,

ma décision était prise. Marc Klein ne m'aurait jamais pardonné de me détourner de cette question. Et puis de fil en aiguille...

Un choc personnel : des médecins tortionnaires !

C'est donc la question de la torture qui vous a décidé à vous engager plus activement pour les droits de l'Homme en Tunisie et dans le monde arabe ?

La question de la torture m'a secoué et j'ai pris le problème à bras-le-corps. Progressivement, j'ai compris que la torture n'était que le symptôme d'un mal plus grave qui renvoie aux dysfonctionnements de l'État, des institutions, des valeurs, des attitudes et des comportements des acteurs politiques et sociaux : un chantier.

En 1989, vous êtes élu président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, la première organisation de ce genre dans le monde arabe. Contrairement à la plupart de vos camarades qui viennent de la gauche marxiste, du nationalisme arabe ou des milieux « libéraux » du régime, vous n'étiez pas un « politique ». À quel moment et pour quelles raisons va s'opérer ce lien entre votre engagement pour les droits de l'Homme et votre militance politique ?

À ce moment-là, j'étais, en effet, l'un des rares responsables de la Ligue des droits de l'Homme à n'avoir aucune affiliation partisane... Par ailleurs, j'étais déjà très critique à l'égard du pouvoir bourguibien. J'avais donc cette « double indépendance », tant à l'égard des partis d'opposition (gauche et islamiste) que vis-à-vis du pouvoir. J'ai été élu aussi à la tête de la Ligue parce que les militants ne voulaient surtout pas d'un troisième ministre issu de leur organisation. Deux précédents présidents et un secrétaire général cooptés par le régime, cela devenait lourd à porter pour une association qui se devait d'être la gardienne des valeurs et d'un contre-pouvoir et non un marchepied pour des postes ministériels. La seule manière de retrouver une certaine crédibilité auprès des adhérents de base mais aussi de l'opinion publique était d'élire un président « neutre » sur le plan politique, peu susceptible de céder aux sirènes du pouvoir. C'est ainsi que j'ai été élu en 1989, à peine cinq ans après mon adhésion à la prestigieuse association. Dès ma nomination, j'ai déclaré

que je ne serais pas ministrable. Ben Ali a cru que je le provoquais. Il m'en a tellement voulu qu'il ne m'a pas reçu pendant plus d'un an et demi, alors qu'entre-temps la quasi-totalité des dirigeants des organisations de la « société civile », y compris les islamistes, ont été invités au Palais de Carthage... J'ai compris alors qu'affirmer son indépendance, en Tunisie, et d'une manière générale dans les pays arabes, était immédiatement interprétée par les dirigeants comme un *casus belli*.

Heureux comme un militant des droits de l'Homme

Cette volonté farouche de « double indépendance » s'est-elle traduite concrètement dans votre manière de conduire les affaires de la Ligue ?

Au début de ma présidence, j'étais assez optimiste. Nous avions des « amis » dans le gouvernement et je pensais que nous pourrions facilement développer des médiations avec le régime pour régler les grands dossiers, notamment en finir avec la torture. Je croyais que ma tâche serait relativement simple. On était dans un contexte d'apparente ouverture politique, période au cours de laquelle Ben Ali a entrepris un certain nombre de réformes dans le sens de la démocratisation de la vie publique⁴. J'étais plutôt bienveillant à son égard, alors que lui a toute de suite interprété mon indépendance de ton, mes critiques et rappels des promesses comme un acte de rébellion, voire d'hostilité personnelle.

Si je puis dire, vous avez fait parti de ces « intellectuels indépendants » qui ont cru un temps aux sirènes réformatrices du dictateur. N'était-ce pas naïf, dans la mesure où Ben Ali était connu pour avoir joué un rôle clé dans l'appareil sécuritaire⁵ ?

Lorsque je suis devenu président de la Ligue, je ne me percevais pas comme un « opposant au régime ». Oui, je le concède, c'était de la naïveté, encore que... Je me disais parfois que si une analphabète nommée Catherine avait fondé l'Académie des sciences de Russie, pourquoi un général de renseignements n'instaurerait-il pas un État démocratique ? Hegel appelle cela l'ironie de l'Histoire. Mais il est vrai que, dans le cas d'espèce, l'ironie de l'histoire n'a pas joué ou dans le mauvais sens. L'homme a entretenu un temps l'illusion d'être un réformateur mais le

naturel de « petit policier », le nez en permanence dans les secrets d'alcôve, a fini par prendre le dessus. Eh oui ! Chassez le naturel, il revient au galop.

Vous étiez en quelque sorte un militant des droits de l'Homme « heureux » dans un pays de cocagne, en voie de démocratisation. Quels sont précisément les événements qui ont fait basculer la donne ? À partir de quel moment, avez-vous pris conscience que votre tâche de président de la Ligue ne serait pas aussi facile que vous le pensiez au départ ?

Ce sont les événements de 1990-1991. Une répression féroce s'est abattue sur les islamistes : arrestations musclées, morts sous la torture, procès iniques... C'était un véritable cataclysme. Un tel niveau de violence dans la répression était à la fois disproportionné et surtout totalement nouveau pour une société pacifique et bonhomme comme la Tunisie. On se serait cru dans les années 1970 sous la dictature argentine ou dans le Chili de Pinochet⁶. Rien qu'à cette période, relativement brève, puisqu'elle a duré du printemps 1990 à l'été 1991, nous avons recensé pas moins de 40 morts et environ 30 000 personnes arrêtées et toutes torturées dans le cadre de la vague de répression féroce qui a frappé aveuglément les sympathisants, les adhérents et les militants du parti Ennahda⁷. Je ne parle même pas des prisonniers de droit commun qui, eux, ont continué à être torturés dans l'indifférence la plus totale. La Ligue des droits de l'Homme jouait alors le rôle de caisse de résonance : nous recevions des centaines, voire des milliers, de plaintes de citoyens qui s'adressaient directement à nous car ils ne savaient plus où aller. Je n'avais qu'une alternative : ou je me taisais – ce qu'ont choisi de faire certains de mes camarades du Comité directeur⁸ – ou je dénonçais ce basculement dans la barbarie. Ce que, bien sûr, je fis. Au sein de la Ligue, il s'est produit une fracture très nette entre ceux qui disaient : « *N'en faisons pas trop... laissons passer cette vague, le régime liquide des islamistes, après tout, ils ne sont pas des nôtres !* » et ceux qui, comme moi, refusaient de fermer les yeux sur de si graves violations, sous prétexte que nos futurs persécuteurs⁹ en étaient les principales victimes. Toutes les horreurs que j'avais alors étudiées de manière théorique durant mon doctorat me sont revenues à l'esprit. L'un des événements qui m'a le plus marqué durant cette période est l'« affaire Abderraouf Laribi ». Les policiers, après l'avoir torturé à mort, avaient renvoyé le corps à sa famille dans un cercueil scellé, en interdisant strictement de l'ouvrir. Pour des raisons liées au rituel funéraire musulman, la famille a quand

même ouvert le cercueil : ils ont réalisé avec effroi, toutes les tortures atroces qu'avait pu subir le supplicié¹⁰. La famille est venue se plaindre à la Ligue qui s'est adressée au ministre de l'Intérieur, Abdallah Kallel¹¹ : celui-ci n'a jamais répondu. Nous avons alors décidé de publier un rapport très ferme. Finalement, le président Ben Ali m'a convoqué au Palais pour soi-disant écouter mes doléances. À la réunion assistaient le sinistre Kallel, un homme que je verrais bien devant la Cour pénale internationale, et son conseiller des droits de l'Homme, un certain Sadok Chaâbane¹², ainsi que d'autres représentants de la société civile. J'ai expliqué à Ben Ali que la Ligue n'avait rien contre lui, mais ne pouvait pas cautionner certaines procédures de son ministère de l'Intérieur. J'ai insisté sur le fait que ce n'étaient pas les communiqués de la Ligue qui ternissaient l'image de la Tunisie, mais les pratiques d'un « autre âge » qui continuaient de sévir dans les caves du ministère de l'Intérieur. Après m'avoir écouté en fumant cigarette sur cigarette, Ben Ali a demandé à son conseiller et, ce devant tout le monde, de me recevoir afin de régler avec moi tous les dossiers en suspens dans l'intérêt de la Tunisie. C'est tout juste si je ne lui ai pas sauté au cou. Quel bonheur à cet instant de penser que le cauchemar de centaines de gens allait peut-être cesser. Ce n'était pas ma première naïveté mais, concernant Ben Ali, ce fut la dernière. Car, après la fin de la réunion, j'ai attendu le fameux conseiller que le dictateur avait gardé en aparté pour lui donner les vrais ordres. L'homme, sortant enfin de la salle de réunion, a répondu par des phrases évasives à ma demande de rendez-vous :

« *Venez quand vous voulez !* »

– *Demain ?*

– *OK, venez demain !*

Le lendemain, j'arrive à son bureau, dans une villa à Carthage. Mais sa secrétaire m'avertit :

– *Ah ! Monsieur le conseiller ne viendra pas aujourd'hui.*

– *Quand alors ?*, lui demandais-je poliment.

– *Je ne sais pas, essayez demain !*

Je n'arrivais pas à croire que... Je suis finalement revenu le lendemain comme un idiot avec mes dossiers sous le bras.

– *Ah ! Monsieur le conseiller est grippé.*

Là, j'ai réalisé à qui j'avais affaire : des hommes sans foi ni loi, sans parole et sans dignité. Au fond, je suis resté un bédouin de mon Sud profond et chez nous un homme sans parole est un homme sans honneur et un homme sans honneur est moins que rien¹³. À l'évidence,

ces gens-là, leur chef en premier [Ben Ali], avaient troqué le singulier pour le pluriel, l'honneur pour les honneurs. Bien que je n'aime pas ce sentiment, que je considère comme destructeur autant pour celui qui l'éprouve que pour celui qui en est l'objet, je n'ai plus ressenti pour ces gens qu'un profond mépris. Tous leurs actes ultérieurs ne feront que le justifier et le renforcer. Je me souviens qu'en rentrant chez moi avec mes dossiers mouillés par la pluie et les larmes de rage dans les yeux, je n'arrêtais pas de me dire : « *Mon Dieu, c'est quoi ces types qui gouvernent la Tunisie ?* » Je prenais conscience que ces hiérarques du régime de Ben Ali n'étaient en fait que des voyous tirés à quatre épingles.

Comment la dictature vous rend « politique »

C'est à cette période que l'on peut situer votre politisation et votre engagement contestataire contre le régime autoritaire ?

Je suis devenu contestataire par la force des choses. Je n'avais pas d'autre choix, sinon de me taire. Outre le problème de la torture, se posaient également la question de la censure systématique de la presse, puis les attaques répétées contre les associations de la société civile. Alors que Ben Ali avait promis à la Tunisie un processus démocratique, il mettait en place un processus dictatorial qui se poursuit encore aujourd'hui. Je n'ai pas arrêté de crier : « *Ce type est en train de nous réinstaller la dictature !* » Malheureusement, au sein de la Ligue, des hommes et des femmes, en toute connaissance de cause, ont pris fait et cause pour le régime, comme Khemaïs Chamari et Khemaïs Ksila¹⁴ qui, plus tard, seront eux-mêmes victimes de la répression. Dès 1992, le régime, convaincu qu'il ne pouvait manipuler la Ligue tant que j'étais à sa tête, va lui déclarer une guerre sans merci.

Le régime a-t-il réussi dans cette stratégie de harcèlement ?

Le régime a commencé par faire voter, en avril 1992, un amendement à la loi sur les associations qui contraignait l'organisation à accepter toutes les demandes d'adhésion, ce qui *de facto* signifiait la possibilité pour le parti présidentiel d'infiltrer et de prendre le contrôle de la LTDH. Bien sûr, nous avons refusé cet amendement, l'accepter c'était

remettre la clé de la maison au voleur. Le ministère de l'Intérieur nous a annoncé, le 14 juin 1992, notre dissolution. Ce soir-là, je m'en souviens parfaitement, je suis rentré chez moi la tête haute en disant : « *La Ligue ne s'est pas rendue, elle est tombée mais au champ d'honneur ! Ces criminels en col blanc vont maintenant se débrouiller pour expliquer aux Tunisiens et à leurs soutiens étrangers comment ils se revendiquent des droits de l'Homme tout en dissolvant une organisation indépendante comme la Ligue. Cette fois-ci, Ben Ali ne m'a pas eu !* » Dans la foulée de la dissolution, nous avons constitué un groupe, le Comité national pour les prisonniers d'opinion, qui rassemblait une quinzaine de personnalités indépendantes. Immédiatement, on a été conduit aux commissariats et on nous a signifié notre inculpation pour constitution d'association interdite. Le régime a fait des pressions sur un certain nombre de membres et l'activité du nouveau comité s'est trouvée paralysée. Dans la perspective de la Conférence mondiale sur les droits de l'Homme organisée par l'ONU à Vienne, en juin 1993, nous avons adopté une nouvelle stratégie visant à revendiquer le « retour à la légalisation » de la LTDH. Nous entendions profiter du contexte pour obliger le régime à revenir sur sa décision de dissolution. Cela a été une stratégie payante car la dictature tenait encore à préserver la feuille de vigne d'un régime en train de « démocratiser » le pays. Un mois avant la Conférence de Vienne, le régime a autorisé la LTDH à fonctionner à condition qu'elle fasse un nouveau congrès. L'objectif était clair : faire émerger une direction à son service, avec à sa tête un président conciliant. C'est exactement ce qui s'est produit puisque, en février 1994, s'est tenu un congrès préparé par le ministère de l'Intérieur avec ses hommes au sein du comité directeur. Tout le monde se souvient de cette scène où l'architecte du « coup d'État », Khemaïs Chamari, m'a arraché le micro à la séance d'ouverture du congrès dès que j'ai commencé à parler de torture. La scène a d'ailleurs été filmée par la télévision française¹⁵. Je suis parti en claquant la porte, en annonçant le soir même ma candidature aux élections présidentielles, histoire de dire à Ben Ali : « *Le combat continue et se déplace sur ton propre terrain !* » Des jours terribles, car un mois plus tard je me retrouvais derrière les barreaux. Khemaïs Chamari, lui, a été récompensé de sa collaboration, en se voyant proposer un siège de député dans le parlement élu en 1994 : c'est malheureusement une pratique courante dans les dictatures arabes, les opposants « conciliants » se voyant offrir des mandats parlementaires, des fonctions d'ambassadeurs ou de PDG d'une société nationale, manière de les récompenser pour leur « modération ».

Les droits de l'Homme : combat populaire ou club d'élites ?

Mais au-delà de ces aspects, la LTDH avait-elle une vraie base populaire ? Je vous pose la question, car on reproche souvent aux ONG arabes d'être élitistes et déconnectées des milieux populaires¹⁶.

Il est vrai, qu'en Tunisie, nous avons une vraie base populaire d'environ 4 000 adhérents aux meilleurs moments de l'histoire de la LTDH, même si certains adhérents avaient parfois une conception très « particulière » des droits de l'Homme. Je me rappelle, qu'en 1991, au moment de la première guerre du Golfe, certains militants étaient descendus dans la rue aux cris de « *Vive Saddam !* ». J'étais scandalisé : comment ces gens-là pouvaient-ils se réclamer des droits de l'Homme tout en clamant le nom de l'un des pires dictateurs de la planète ?

Vous étiez justement l'une des rares personnalités politiques dans le monde arabe, en 1990-1991, à avoir dénoncé la décision de Saddam Hussein d'envahir le Koweït ? Expliqueriez-vous votre position par votre conception personnelle des droits de l'Homme ?

Je pouvais comprendre que nous dénoncions l'impérialisme occidental et le pouvoir des émirats du Golfe. Mais de là à appuyer un dictateur qui a envahi un pays souverain, je ne pouvais pas l'accepter. L'un des pires dictateurs de la planète soutenu par des militants des droits de l'Homme, cela me paraissait surréaliste. À partir de cette période, j'ai commencé à me poser des questions sur ces « drôles de militants ». Beaucoup de nos adhérents ne comprenaient rien aux droits de l'Homme et voulaient simplement faire de la politique sous couvert des droits de l'Homme. Je me rendais compte que ceux qui, au sein de la Ligue, combattaient véritablement pour la défense des droits de l'Homme étaient en fait une minorité. C'est pour cela que je me suis battu durant mon mandat pour que la Ligue devienne une école pour ses propres adhérents. Un vaste programme de formation a été mis en place et le débat a été porté dans les endroits les plus reculés du pays. Puis, tout s'est arrêté par la volonté du régime. Plus grave que notre discours était cette pratique du débat libre, de la formation permanente, et ce, en dehors des rails du système. C'était plus que ne pouvait le supporter une vulgaire dictature policière et de plus en plus maffieuse.

Poser les fondements d'une pensée arabe des droits de l'Homme

Et dans les autres pays arabes, quelle était la situation des organisations des droits de l'Homme? On sait que la Tunisie faisait plutôt figure de pionnière en la matière mais ailleurs, dans la région arabe, que se passait-il?

C'est vrai que la Ligue tunisienne était la plus en avance. Elle a donné le ton à pratiquement toutes les organisations arabes des droits de l'Homme. À partir de la fin des années 1980, les mobilisations autour des droits de l'Homme ont connu une véritable explosion dans le monde arabe: en Algérie, au Maroc, en Égypte, au Liban... Seuls les pays du Golfe sont restés en dehors du mouvement. De plus, à côté de ces organisations des droits de l'Homme, ont fleuri dans les années 1980-1990, des associations d'avocats, de juristes... Les contacts étaient nombreux et intenses entre associations maghrébines. En 1988, nous avons même créé une Union maghrébine des ligues des droits de l'Homme. En 1989, a été fondée l'Organisation arabe des droits de l'Homme mais qui a très rapidement adopté une attitude ambiguë, dénonçant certains régimes dictatoriaux et épargnant mystérieusement d'autres. Enfin, en 1998, j'ai créé avec l'anthropologue et médecin syrien, Haytham Manna, et l'écrivaine libanaise, Violette Daguerre, la Commission arabe des droits humains¹⁷. Outre les rapports sur les violations des libertés, cette nouvelle organisation a réellement innové en développant un *corpus arabe des droits de l'Homme*, notamment à travers de très nombreuses publications en langue arabe. Dès le départ, nous avons cherché à asseoir la philosophie des droits de l'Homme sur des références historiques propres et pas seulement sur celles empruntées aux pays occidentaux. Nous voulions ainsi répondre à ceux qui nous accusaient d'importer une « théorie étrangère », inadaptée au monde arabo-musulman. Dans cette perspective, nous avons lancé la première *Encyclopédie des droits de l'Homme dans le monde arabe*¹⁸, expérience totalement inédite dans la région. Au fil des années, nous avons développé de nouvelles publications, toujours avec le même souci de coller aux réalités arabes. Aujourd'hui, nous en sommes à plus de soixante ouvrages¹⁹. Nous traduisons aussi de nombreux documents relatifs à la question des droits de l'Homme à destination du lectorat arabophone. Ma véritable obsession, c'est de contribuer à poser les fondements d'une pensée arabe des droits de l'Homme. C'est un choix stratégique de la plus grande importance. Nous diffusons aussi notre message à travers les grands médias arabes tels

qu'*Al Jazeera*, ce qui nous permet de toucher un large public et pas seulement les élites. Ces années ont correspondu au « printemps arabe ». Aujourd'hui, cette fenêtre de lancement sur les droits de l'Homme s'est malheureusement fermée.

Le militant désenchanté : des ONG pour quoi faire ?

Comment expliquez-vous cette fermeture ?

Dans les pays d'Amérique latine ou dans les anciennes démocraties socialistes d'Europe de l'Est, il y avait une seule alternative aux régimes en place : la démocratie. Dans le monde arabe, en revanche, la sortie de la dictature offrait deux scénarios possibles : la démocratie ou l'avènement d'un régime islamisant. Précisément, la dictature a pris prétexte du « danger islamiste » pour taper sur les démocrates et fermer définitivement la fenêtre du changement.

En 1994, vous avez été exclu de la direction de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme. Depuis, n'avez-vous pas éprouvé une certaine forme de désenchantement par rapport au combat des droits de l'Homme dans le monde arabe ? N'est-ce pas une entreprise vaine face à la toute-puissance de l'autoritarisme ?

En fait, c'est moi qui suis parti ne voulant pas cautionner une ligue couchée. La Ligue dans sa version indépendante est morte après mon départ²⁰ et celui d'autres militants et l'avènement d'une direction fantoche acquise au régime. C'est dans ce contexte que nous avons décidé de créer, en 1998, une nouvelle organisation : le Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) non pour concurrencer la Ligue historique mais, au contraire, pour la réveiller. Les résultats ont été mitigés. Je dois avouer que c'est aussi l'époque où j'ai commencé à prendre conscience des limites et des effets pervers des associations des droits de l'Homme. En fin de compte, les régimes dictatoriaux du monde arabe se sont fort bien accommodés de la présence d'associations des droits de l'Homme. J'ai donc pensé qu'il fallait passer à l'étape supérieure, en créant un parti politique qui appellerait clairement à la rupture avec la dictature.

Le grand marché des droits de l'Homme

C'est aussi à cette époque que vous commencez à remettre en cause non pas la pertinence des droits de l'Homme mais les « bienfaits » de l'action des ONG en ce domaine. Ce que nous pourrions qualifier « l'impasse du droit de l'hommisme » dans le monde arabe.

Je suis totalement imbu des valeurs des droits de l'Homme. C'est toute ma vie professionnelle, militante et politique. C'est mon combat. Je suis l'un de ceux qui a écrit le plus grand nombre d'ouvrages en langue arabe sur la question des droits de l'Homme. Mon livre *L'Homme sacré*, publié à Damas en 2001, porte entièrement sur l'analyse de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*. C'est un véritable hymne aux droits de l'Homme à destination d'un lectorat arabe. Cependant, je suis de plus en plus dubitatif sur la façon dont nombre de militants instrumentalisent cette problématique en la présentant comme une pratique « propre » par opposition à la pratique « sale » que serait la politique. Or, j'ai découvert que les ONG du monde arabe étaient loin d'être l'univers idyllique que l'on présente souvent : c'est aussi le règne des coups bas, des intrigues, des manipulations, etc. Tout cela a contribué à désacraliser la vision angélique que je pouvais avoir des organisations des droits de l'Homme. Ces pratiques, qui n'étaient pas plus nobles que celles que l'on trouvait dans les organisations partisans, m'ont ouvert les yeux sur les réalités du fonctionnement de ces ONG. De plus, j'ai découvert que certains dirigeants associatifs étaient devenus des véritables professionnels des droits de l'Homme. Ils en vivaient sur le plan matériel et financier. Personnellement, j'ai toujours refusé cette orientation et mis un point d'honneur à être indépendant financièrement de toute activité associative ou politique. Il existe incontestablement une bureaucratisation des droits de l'Homme en Afrique et dans le monde arabe qui contribue à décrédibiliser cette cause. J'ai vécu plusieurs expériences malheureuses en ce domaine. Dans le cadre du réseau que j'avais contribué à créer, le *Réseau africain des droits de l'enfant*, on tenait des conférences sur le travail des mineurs et les enfants de la rue qui coûtaient jusqu'à vingt mille dollars et qui se déroulaient dans des hôtels confortables de Nairobi ou d'Addis-Abeba alors que des enfants faméliques et estropiés mendiaient dans les rues. Cette contradiction m'était devenue tellement insupportable que j'ai fini par me retirer défi-

nitivement du réseau que j'avais pourtant créé. Les droits de l'Homme sont malheureusement devenus pour certains un véritable marché. Par exemple, lorsque je me suis déplacé au Sénégal à l'invitation de la Ligue des droits de l'Homme locale, j'apparaissais comme un plouc face à mes hôtes si bien habillés et roulant dans des voitures que je ne conduirai jamais. *Oui, je suis devenu un dissident de ma propre église*²¹.

Il semblerait que vous ayez opéré une certaine rupture, sinon une distanciation, avec l'activisme des droits de l'Homme? Ne croyez-vous plus à l'efficacité du combat humaniste pour faire reculer la dictature dans le monde arabe? Pensez-vous que c'est devenu un combat d'arrière-garde?

Entendons-nous bien. Oui, il faut continuer à promouvoir des idéaux qui constituent aujourd'hui l'amorce d'un socle de valeurs communes à toute l'humanité. Oui, il y a de vrais et honnêtes militants des droits de l'Homme. Oui, les ONG sont nécessaires, utiles et certaines, comme *Amnesty international*, font un travail considérable. Ceci dit et martelé avec force, il ne faut pas se voiler la face sur les zones d'ombres, nos échecs et les limites inhérentes à ce genre d'organisations, bien sûr en rapport avec leurs propres objectifs.

Si je prends le cas de la Tunisie, que je connais le mieux, je me rends compte que trente ans après la création de la Ligue des droits de l'Homme, nous n'avons rien obtenu et, même pire, la situation des libertés individuelles et collectives a reculé : la presse est toujours bâillonnée, la torture est revenue de plus belle avec les nouvelles lois anti-terroristes²² et la justice est plus que jamais à la botte du régime. Ma seule consolation est de me dire que si nous n'avions rien fait, la situation aurait été probablement plus dramatique. Mais il faut bien le reconnaître, c'est une consolation bien maigre. En réalité, nous n'avons rien obtenu de concret, si ce n'est des « réformettes » visant à entretenir la vitrine démocratique. Il faut admettre, même si cela nous fait mal à entendre, que les régimes autoritaires se sont parfaitement accommodés des ONG et des mouvements des droits de l'Homme. Il s'est produit un phénomène d'accoutumance. Les dictatures du monde arabe se sont littéralement vaccinées. Elles traitent le sujet avec cynisme, allant même jusqu'à se réapproprier le discours des droits de l'Homme comme élément de légitimation interne²³. La conjonction de ces deux phénomènes, à savoir la perte de la crédibilité morale des ONG en raison de leur bureaucratisa-

tion, d'une part, et l'accommodation des régimes à l'activisme humanitaire, d'autre part, expliquent aujourd'hui leur maigre bilan.

Que faire devant des régimes irréformables, insensibles ou manipulateurs ? En fait, le traitement « droithommien » des questions comme la torture ou la confiscation des libertés me rappelle la médecine symptomatique. On prend acte des dysfonctionnements et on pare au plus pressé : les symptômes. Mais le traitement de la cause est en dehors du mandat droithommien. Ce ne sont pas les rapports d'*Amnesty* qui feront cesser la torture dans un pays mais un changement politique qui « nationalise » le ministère de l'Intérieur et le met au service de la sécurité des citoyens et non des occupants internes. Le combat pour une société démocratique doit se faire en utilisant ses deux jambes. Mais que l'on arrête de croire que seule la jambe des droits de l'Homme peut nous mener loin. La politique, trop vite évacuée par les ONG, doit reprendre aujourd'hui ses droits.

Il s'agit, certes, d'une conjoncture difficile pour les « droits de l'Homme » mais ne pensez-vous pas qu'ils pourront retrouver à moyen terme un certain crédit auprès des citoyens et des populations du monde arabe ?

Les ONG des droits de l'Homme ont pendant trop longtemps négligé la *question sociale*. Elles ont trop souvent fonctionné en milieu clos sans prise avec les réalités quotidiennes des gens ordinaires. En tant que président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, j'avais tenté de mettre à l'ordre du jour des sujets comme le traitement que l'on faisait subir aux « petites bonnes » dans certaines familles de l'élite tunisienne. Ce sont généralement des jeunes filles âgées de 12 à 16 ans qui sont largement exploitées et parfois abusées sexuellement par leurs patrons. J'ai tenté de créer une commission qui n'a jamais fonctionné. Le droit à la santé, d'une manière générale la lutte contre les inégalités sociales, sont autant de questions qui n'intéressent guère les militants professionnels des droits de l'Homme du monde arabe.

Comment expliquez ce désintérêt des militants arabes des droits de l'Homme pour la question sociale ?

Ce sont leurs origines sociales. Les militants des droits de l'Homme dans les pays arabes font partie de la classe moyenne supérieure. Ils se battent pour élargir leur palette de droits et notamment les droits politi-

ques. Le lien de ces droits avec ceux de la majorité des citoyens arabes, qui en sont encore aux urgences de la vie, est utilisé comme prétexte mais ne trouve aucune application dans la réalité.

C'est un jugement très sévère sur vos « camarades ». Si j'admets votre raisonnement, les activistes arabes des droits de l'Homme n'agiraient que dans leur propre intérêt, guidés par la seule motivation de rattraper leur « retard » sur leurs homologues occidentaux.

Laissez-moi apporter une nuance à mes observations précédentes : les ONG arabes des droits de l'Homme doivent aussi agir dans l'urgence pour résoudre des problèmes qui sont des questions de vie ou de mort. Toutefois, l'absence des droits sociaux dans les plates-formes associatives reste quand même une véritable atrophie. Nous ne pourrions convaincre et conscientiser nos concitoyens arabes si nous persistons à ignorer la *question sociale*. Même sur un dossier éminemment politique comme la torture, il faut toujours rappeler qu'elle touche d'abord les prisonniers de « droit commun » avant les « politiques ». Les questions politiques ne peuvent pas être déconnectées des questions sociales, y compris sur les affaires concernant les libertés fondamentales. Or, les ONG arabes des droits de l'Homme ne s'intéressaient guère aux « droits communs », comme si ce n'était pas un combat assez noble pour elles.

Penser les droits de l'Homme à partir de notre histoire

Le combat pour les droits de l'Homme est-il donc condamné à « surfer » sur les sociétés arabes sans avoir de prise réelle sur elles ?

Il faut encourager les citoyens arabes à penser les droits de l'Homme à partir de leur propre histoire. Dans cette perspective, notre groupe au sein de la Commission arabe des droits de l'Homme a fait tout un travail sur les sources. Dans ce travail d'archéologie de la culture, j'ai notamment déniché un texte extraordinaire de l'écrivain Abu al Faradj al Isfahani (897-967), tiré de son célèbre ouvrage *Le Livre des chants*, compilation des grandes et petites histoires de la nation²⁴. Par pur hasard, je suis tombé sur celle de ce bédouin appelé Ibn Iqual. Avant l'avènement de l'islam, l'infanticide des bébés filles était chose courante surtout en période de

disette. Ibn Iqual parcourait le désert pour acheter non les bébés mais leur vie en monnayant au prix le plus fort la promesse de les maintenir en vie. Quelque part, on peut considérer Ibn Iqual comme le premier militant arabe des droits de l'Homme. Le prophète Mohammed aurait d'ailleurs dit à son propos : « *Voilà un homme qui aurait mérité de connaître l'islam* ». Il y a tout un travail de réappropriation de la philosophie des droits de l'Homme au sein de la culture arabe, afin qu'elle ne reste pas l'apanage d'une minorité occidentalisée. Quand certains mouvements islamistes réformistes se revendiquent aujourd'hui des droits de l'Homme, cela montre au moins que notre combat n'aura pas été vain. Aujourd'hui, les droits de l'Homme ne peuvent relever exclusivement d'une démarche élitiste, limitée à une petite minorité occidentalisée, mais doit se diffuser à l'ensemble de la société et aux forces politiques quels que soient leurs orientations et leurs programmes.

Comme dirait l'autre « Que faire ? » Certes, les possibilités d'action des ONG locales réellement indépendantes sont limitées dans le monde arabe. Mais leur disparition serait aussi catastrophique car, malgré tout, elles remplissent une fonction de témoignage²⁵, n'est-ce pas ?

Oui, mais il faut passer à l'étape supérieure en ne se limitant pas à la seule option associative, dont les régimes se sont parfaitement accommodés. Aujourd'hui, les dictateurs du monde arabe ne craignent plus les mouvements des droits de l'Homme ; ils en jouent très largement. L'un des objectifs prioritaires est de constituer des « fronts démocratiques » pour renverser les régimes autoritaires. Or, jusqu'à présent, les ONG arabes des droits de l'Homme ne se sont jamais inscrites dans une perspective de « rupture » prétendant, avec un certain dédain, qu'elles ne font pas de politique. C'est de la pure hypocrisie ou de l'inconscience. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vraie mobilisation politique, basée sur les idéaux des droits de l'Homme, dont les ONG seraient partie prenante et qui s'attaquerait aux dictatures comme on s'attaque à des maladies honteuses.

N'est-ce pas là une vision caricaturale ? La majorité de ces ONG ne revendique-t-elle pas la fin de la dictature ?

Oui, dans le discours, mais dans les faits elles ne font rien pour. Elles ne réclament jamais le départ des dictateurs en les nommant précisément.

Mais comment combattre la dictature en s'en tenant à dénoncer ses effets périphériques? Dans le monde arabe, les ONG des droits de l'Homme se sont accommodées de la dictature, tout comme la dictature s'est largement accommodée de l'existence d'associations qui, de toute façon, ne s'attaqueront jamais à ses fondations. Je le dis et le répète, même si cela fait mal à entendre, les mouvements des droits de l'Homme ont atteint leurs limites, leur *principe de Peter*²⁶. Il faut inventer autre chose pour faire avancer la cause des droits de l'Homme!

Un usage plus soutenu de la Cour pénale internationale, un grand tribunal international de la Démocratie, la mise au point des techniques de la résistance civile... Bref, le retour de la politique non dans la *praxis* triviale d'un Berlusconi mais dans la noblesse d'un Mandela.

NOTES

1. Le Congrès pour la République (CPR), créé en 2000, non reconnu par le régime.
2. Marc Klein (1905-1975), professeur agrégé en histologie à la faculté de médecine de Strasbourg – repliée à Clermont-Ferrand entre 1941/1944 – est arrêté en mai 1944 à Saint-Étienne. Il est déporté à Auschwitz, puis à Grossrosen et finalement à Buchenwald. Après la libération, il devient professeur de biologie médicale à la faculté de médecine de Strasbourg et consacra une partie de son temps à l'histoire de la biologie et de la médecine.
3. Moncef Marzouki, *L'arrache corps. Problèmes d'expérimentation humaine en médecine*, Paris, Éditions Alternatives, 1980.
4. Sur les réformes « démocratiques » en Tunisie, cf. Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003. Pour l'ensemble du monde arabe, on se reportera à l'excellent ouvrage dirigé par Elizabeth Picard, *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006.
5. Le président Ben Ali a fait toute sa carrière dans l'appareil sécuritaire et le renseignement. Il aurait ainsi joué un rôle de premier plan dans la répression sanglante des protestations des événements de janvier 1978 qui fit plusieurs dizaines de victimes parmi les manifestants. Ses compétences en la matière lui valurent d'être nommé successivement directeur de la Sûreté nationale, ministre de la Sûreté, puis ministre d'État de l'Intérieur avant d'occuper, en 1987, le poste de Premier ministre. Sur les campus universitaires, le général Ben Ali était surnommé le « cow-boy », en raison de son rôle particulièrement actif dans la répression des mouvements étudiants. Lorsqu'il prend le pouvoir, en novembre 1987, il est donc notoirement connu pour son passé sécuritaire.
6. Le politologue, François Burgat, parle d'ailleurs de « Pinochet arabes » pour désigner les dictateurs du Proche et du Moyen-Orient, dans *L'islamisme à l'heure d'Al-Qaïda*, Paris, La Découverte, 2005.

7. Pour un témoignage émouvant sur la pratique de la torture en Tunisie durant la période 1990-1991, cf. Ahmed Manai, *Le supplice tunisien. Le jardin secret du général Ben Ali*, Paris, La Découverte, 1995.
8. Instance collégiale de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme.
9. Les islamistes, ndlr.
10. Mort sous la torture le 27 mai 1991.
11. Ancien ministre de l'Intérieur connu pour son zèle sécuritaire, Abdallah Kallel, un proche du Président Ben Ali, a fait l'objet, en 2001, d'une plainte pour torture déposée contre lui par un réfugié politique tunisien en Suisse, alors que Kallel s'y trouve pour se faire soigner. Cette initiative est une première pour le parquet suisse, mais l'ancien ministre quitte le territoire suisse à temps grâce au passeport diplomatique que lui ont remis – en un temps record – les autorités tunisiennes. Aujourd'hui, A. Kallel siège à la Chambre des Conseillers, l'équivalent du Sénat en Tunisie.
12. Professeur de droit public et de sciences politiques, il rejoint les cercles du pouvoir après le coup d'État du 7 novembre 1987. Il est considéré comme l'un des principaux thuriféraires du régime du général Ben Ali, auteur de plusieurs ouvrages à la gloire de la dictature : *Ben Ali : bâtir une démocratie. De la lutte des croyances à la compétition des programmes*, Tunis, Maison arabe du livre, 2005 ; *Ben Ali et la voie pluraliste en Tunisie*, Cères Productions Tunis, 1995.
13. Douz, le village familial de Moncef Marzouki est peuplé par d'anciens bédouins aujourd'hui sédentarisés.
14. Après avoir prôné une ligne de compromis avec le régime de Ben Ali, les « deux Khemaïs », appelés ainsi en Tunisie, ont rejoint les rangs de l'opposition indépendante à la fin des années 1990.
15. Cette scène mémorable a été retransmise par la chaîne française *Antenne 2* (l'ancêtre de *France 2*) dans l'émission « Résistances », où on voit clairement Khemaïs Chamari s'en prendre physiquement à Moncef Marzouki pour l'empêcher de parler des crimes commis par le régime.
16. Sarah Ben Néfissa, Nabil Abd al-Fattah, Sari Hanafi et Carlos Milani (dir.), *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Paris/Le Caire, Karthala/Cedej, 2004.
17. Le lecteur pourra consulter le site de l'organisation : <http://www.achr.nu/achr.fr.htm> (accédé en juillet 2009).
18. Haytham Manna (dir.) avec 38 chercheurs, *Short Universal Encyclopedia of Human Rights*, (les éditions Al-Ahali, Eurabe, Bisan, Damas, Beyrouth, Paris), 2 volumes, 2000-2002.
19. Entre autres publications de la Commission arabe des droits humains : Moncef Marzouki, Violette Daguerre, Issam Younes, Haytham Manna : *Violence et torture dans le monde arabe, l'intégrité physique et morale* (livre en arabe et français), 1998 ; seconde Édition L'Harmattan, 2000 ; Mahmoud Khelili et Amina Al-Kadi : *Disparitions forcées et torture en Algérie*, (en français), 2000 ; Haytham Manna : *la Liberté de création en exil*, série Bourgeons, Achr et Al-Ahali, (livre en arabe), 2001 ; Moncef Marzouki : *Sommes-nous aptes à la démocratie*, série Bourgeons, Achr et Al-Ahali, (livre en arabe), 2001 ; Violette Daguerre et 18 écrivains syriens : *Démocratie et droits de l'Homme en Syrie*, (livre en arabe, traduit en français et anglais), 2001 ; Donia-l-Amal Ismail : *Situation des enfants*

DICTATEURS EN SURSIS

palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, (rapport en arabe publié par Achr et Centre Ad-Damir), 2003 ; *La détention arbitraire dans le monde arabe : l'exemple de Qatar, Arabie saoudite, Syrie et Tunisie*, (rapport d'Achr et Al-Karama pour les droits de l'Homme en français et arabe), 2004 ; Hossein Al-Audat (sous la direction) : *La liberté de presse dans le monde arabe et l'Occident*, série Bourgeons, Achr et Al-Ahali, (livre en arabe), 2004 ; Violette Daguerre, Majd Shara et Sabika Annajar, *Femme et famille dans les sociétés arabes*, série Bourgeons, Achr et Al-Ahali, 2004, (livre en arabe).

20. En 1994, deux autres grandes figures indépendantes, Mustapha Ben Jaafar et Sihem Bensedrine, ont quitté la direction de la Ligue des droits de l'Homme, pour protester contre la mainmise du régime sur l'organisation.

21. Souligné par les auteurs.

22. CRLDHT, « La torture en Tunisie et la loi 'anti-terroriste' du 10 décembre 2003 », Paris, 10 juillet 2008.

23. L'Institut arabe des droits de l'Homme (IADH), par exemple, fait partie de ces multiples institutions officielles qui, sous couvert d'un discours d'éducation aux droits de l'Homme, viennent cautionner les régimes autoritaires.

24. Le *Livre des chants* ou *Livre des chansons*, *Kitâb al-Aghâni*, dont on trouvera quelques extraits traduits en français par Mohamed et Soumeiya Mestiri, *La femme arabe dans le Livre des chants*, Paris, Fayard, 2004.

25. Sur la fonction de témoignage des ONG arabes, cf. l'analyse de Karam Karam, *Le mouvement civil au Liban. Revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, Paris, Karthala, 2006.

26. C'est un principe satirique relatif à l'organisation hiérarchique : « tout employé tend à s'élever à son niveau d'incompétence. »

Chapitre 5

De l'opposition magique à la résistance civique

S'opposer, c'est trahir

Compte tenu du contexte dictatorial qui caractérise aujourd'hui la quasi-totalité des régimes arabes, la notion d'opposition a-t-elle encore un sens ?

À l'indépendance, les régimes étaient tellement imbus d'eux-mêmes que s'opposer, c'était trahir. Du coup, les pouvoirs arabes ont traité les opposants par l'élimination physique, la prison et la torture, sans le moindre complexe. Dans des régimes islamiques comme l'Arabie Saoudite, la situation était encore pire : l'opposition était traitée sur le mode de l'apostasie. En Tunisie, cette situation a duré jusqu'à la fin des années 1960 : l'opposition yousséfiste a été éliminée physiquement et son leader, Salah Ben Youssef, assassiné par les services secrets tunisiens. À partir des années 1970, l'opposition a commencé à se manifester au sein même du régime. L'accusation de « traîtres » a perduré, mais le pouvoir a été contraint de reconnaître officieusement l'existence d'une contestation, d'autant plus inquiétante qu'elle venait de ses propres rangs. Le vrai tournant a été les années 1980 avec la phase d'ouverture politique : les oppositions n'étaient pas reconnues légalement, mais tolérées dans certaines limites. L'affaiblissement des régimes les a poussés à admettre une certaine « dose » de contestation. Il est vrai que l'émergence du mouvement démocratique arabe des années 1970-1980 allait de pair avec la vague de démocratisation qui déferlait sur le monde. Les discours manichéens reposant sur une vision binaire *patriotes/traîtres* ne

fonctionnaient plus. Toutefois, il s'agit d'une phase de tolérance armée : les régimes toléraient certains groupes politiques en tentant de les enkyster, de les encadrer, voire de les manipuler à leur profit. En Tunisie, au Maroc, en Égypte, on a assisté à un processus de légalisation très partielle des partis d'opposition. Ailleurs, cette phase de tolérance a mis davantage de temps à être atteinte ou n'a jamais eu lieu comme en Arabie Saoudite.

Après cette phase de « tolérance armée », selon votre expression, les groupes d'opposition ont-ils pu conquérir de nouveaux espaces de liberté ?

Si je prends le « cas tunisien », le régime du président Ben Ali a suscité en quelque sorte des « partis maison », censés refléter les différentes tendances politiques du pays : les socialistes, les nationalistes arabes, les libéraux et il a même créé dernièrement un parti écologiste maison¹ ! La technique est d'organiser l'opposition afin de mettre en place un vrai-faux parlement démocratique. Au Maroc, en Égypte, et dans une certaine mesure en Algérie, nous avons assisté à un processus similaire : créer de toute pièce des partis d'opposition, sinon façonner des partis déjà existants en les finançant. À l'heure actuelle, c'est un système qui a tendance à se généraliser à l'ensemble des pays arabes, instaurant un « pluralisme dictatorial », venant consolider la logique dominante de l'autoritarisme.

Votre tableau me paraît négatif et à la limite de la caricature. Il existe tout de même des oppositions indépendantes dans le monde arabe. Votre propre parti, le Congrès pour la République, en est d'ailleurs la preuve vivante.

N'oubliez pas que mon parti n'a jamais été reconnu par le régime et il ne le sera probablement jamais² et cela est bien normal. J'aimerais ici rappeler une évidence, à savoir que sous une dictature il ne peut y avoir de partis d'opposition, structures propres à une démocratie. Sous une dictature, seule une résistance armée ou une résistance civile peut exister. Elle est généralement incarnée par des intellectuels et disposant d'un vaste réseau informel de sympathisants qui, le jour venu, peuvent influencer le jeu politique. Tel est le parti que j'ai créé, quelques têtes d'affiche pour fixer des images fortes ; mais je me suis toujours refusé à créer une structure qui pourrait être démantelée en une nuit comme pour Ennahda³. Et même avec une telle nébuleuse, on a été infiltré, c'est dire

l'absurdité de faire fonctionner des partis d'opposition sous une dictature. Le système marche sur la base d'une opposition contrôlée, organisée et manipulée, d'un côté – une certaine latitude pour s'égosiller lui étant laissée – et de l'autre côté, c'est la répression pure et dure des oppositions indépendantes. *On tolère les mous pour mieux réprimer les durs.*

L'assèchement des partis et le retour de la question sociale

Jusqu'ici, vous avez montré comment les régimes arabes envisageaient la notion d'opposition. Et le point de vue des opposants ?

L'une des erreurs, que commettent les observateurs occidentaux, est de limiter la notion d'opposition au seul champ politique. Les citoyens développent une forme d'intelligence sociale ; ils ont parfaitement compris qu'ils n'avaient rien à attendre de la politique institutionnelle. Du coup, ils ont tendance à se réfugier dans d'autres champs d'action, non en renonçant au politique, mais en politisant le social. Dans mon pays, par exemple, la Ligue des droits de l'Homme a souvent pallié l'absence de véritable parti politique indépendant en portant des revendications clairement politiques. On pourrait dire la même chose du principal syndicat, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) qui, à certaines périodes, a joué le rôle de véritable parti d'opposition au régime autoritaire. Pour comprendre les logiques oppositionnelles et protestataires dans le monde arabe, il faut donc sortir du cadre étroit des partis politiques, au risque de passer à côté de l'essentiel des espaces d'expression libre. De plus, il faut reconnaître que le référentiel partisan est totalement discrédité chez les peuples arabes. Quand les gens entendent parler de *parti*, ils pensent immédiatement au *parti unique*, au parti du régime et non au pluripartisme. C'est l'une des raisons majeures pour lesquelles il est très difficile de conduire une activité partisane dans les pays arabes. Outre la répression exercée par le pouvoir, il convient d'ajouter la méfiance des citoyens ordinaires pour la politique partisane associée immédiatement à la dictature ou à la corruption « à la marocaine », ou encore au sectarisme et au tribalisme « à l'irakienne ». La principale conséquence de ce discrédit du référentiel partisan est que la contestation est allée se réfugier dans d'autres « niches », notamment dans le syndicalisme en Tunisie, en Algérie, au Maroc et aussi en Égypte où les

organisations syndicales jouent un rôle politique de premier plan, bien au-delà des revendications professionnelles et corporatistes⁴.

Des universités sous tutelle policière

En dehors du syndicalisme, l'opposition à la dictature s'est-elle manifestée dans d'autres « espaces de liberté » ?

On ne peut évoquer la contestation politique dans le monde arabe sans faire référence à l'Université. Depuis les indépendances, celle-ci a été l'un des principaux vecteurs de la protestation et de la lutte contre la dictature. C'est d'ailleurs au sein de l'Université que sont nés et se sont développés les groupes d'opposition, qu'il s'agisse du gauchisme, du nationalisme arabe ou, plus récemment, de l'islamisme. En Tunisie, l'Université a toujours été le principal lieu de résistance à la dictature⁵. Ce n'est pas un hasard si l'un des premiers actes de Ben Ali, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, a été de mettre l'Université sous tutelle policière. Au Maroc, le roi Hassan II a tenté d'éradiquer le mouvement étudiant, ordonnant même la déportation de ses principaux leaders dans des prisons mouroirs, d'où certains ne sont jamais revenus⁶. Les dictateurs arabes ont parfaitement conscience que l'un des éléments majeurs de déstabilisation de leur régime vient des luttes étudiantes.

Comment expliquer ce rôle majeur de l'Université dans la structuration de l'opposition à la dictature ?

Les universités arabes ont toujours été un champ de fermentation et de circulation des idées. Outre les étudiants, les enseignants étaient fortement idéologisés et politisés. Le développement de la jeunesse étudiante arabe s'est produit dans un contexte d'effervescence politique à la fois nationale et internationale : la question israélo-palestinienne, la guerre du pétrole, les révolutions tiers-mondistes... Dans les années 1960-1970, le niveau de débat dans les universités arabes était extrêmement relevé. Nous discutons de tout. L'Université arabe a joué à la fois le rôle de « grande école » des idées et d'apprentissage des actions. Pour faire simple, je dirais que les étudiants arabes échangeaient autant les idées que les coups. Malheureusement, à partir des années 1980, ce rôle central

de l'Université comme espace de protestation a commencé à décliner. Un peu partout, les universités ont été investies par la police. Elles ont été transformées malgré elles en « écoles professionnelles », perdant ainsi leur rôle d'écoles de la vie et encore davantage de lieux de formation politique. À l'aube des années 1990, on a assisté au dessèchement politique du champ universitaire arabe, réduit à sa fonction professionnelle. Aujourd'hui tous les régimes poussent à faire de nos jeunes dans les universités des « élèves du supérieur » et non plus des jeunes qui apprennent à penser. Ils voient les universités non comme des lieux de débat, mais uniquement comme des « écoles professionnelles ».

Toutefois, après un « creux » observé dans les vingt dernières années, la politisation revient au galop par le biais d'un phénomène non prévu par les dictatures et dû en partie à leur gestion calamiteuse : le chômage des diplômés, sans parler de l'impact qu'ont eu l'intervention américaine en Irak ou le massacre de Gaza en janvier 2009. À la longue, l'université va revenir à son rôle contestataire, comme c'est déjà le cas en Égypte. C'est un espace contrôlé qui va échapper tôt ou tard à la dictature qui ne contrôle déjà pas grand-chose mis à part ses hordes policières et les marchés juteux de la corruption.

Quelles sont les raisons de ce phénomène d'assèchement politique du champ universitaire dans le monde arabe ?

C'est d'abord un phénomène international : le reflux des idéologies a touché tous les milieux universitaires, que cela soit au sein des démocraties ou des dictatures. Le désenchantement des jeunes concerne tous les pays sans exception : l'idéologie de la compétition, la peur de la crise économique, la victoire des valeurs individualistes et libérales expliquent, en grande partie, la dépolitisation de l'Université à l'échelle internationale. Il est clair que, dans le monde arabe, ce phénomène d'assèchement politique a été aggravé par la répression. N'oubliez pas que les régimes ont repris massivement en main les universités en les plaçant sous tutelle policière⁷, tout en adoptant une politique fort astucieuse sous l'intitulé presque innocent de « décentralisation universitaire ». Il s'agit, en réalité, de mettre les universités hors des villes, afin d'éparpiller les étudiants dans une myriade de centres, parfois dans les endroits les plus reculés, et d'empêcher ainsi des concentrations menaçantes ou dépassant les capacités de « traitement » des hordes policières chargées de contenir les groupes potentiellement dangereux.

On assiste donc à un redéploiement des logiques dictatoriales et donc aussi des modes de protestation ?

La stratégie, *changer les choses de l'intérieur*, mise en place dans les années 1980, et aujourd'hui en ruine, a fait école que ce soit dans les partis tolérés, les syndicats ou les ONG des droits l'Homme. Elle repose sur la croyance naïve, selon laquelle des pressions constantes exercées sur les régimes amèneraient progressivement les dictateurs à concéder des réformes favorisant le passage à la démocratie. En Tunisie, nous avons deux petits partis⁸ qui, certes, ne sont pas inféodés au pouvoir, mais qui s'entêtent à vouloir jouer son jeu vicieux, en participant notamment à ses farces électorales, sous prétexte de profiter de l'occasion pour protester et de se faire connaître. Le cirque électoral passe et tout reste pareil. Au Maroc, en Jordanie et en Algérie, la participation de partis réformistes n'a pas modifié d'un iota ni le pouvoir personnel ni la toute-puissance des services. Aujourd'hui, ceux qui ont prôné une telle stratégie de participation n'ont plus que leurs yeux pour pleurer.

Sortir de l'opposition magique

Vous renvoyez dos à dos les islamistes radicaux et les démocrates « de composition », en soulignant leur échec à renverser les régimes autoritaires. N'est-ce pas là un jugement un peu trop facile ? Votre parti politique, le Congrès pour la République (CPR), n'est pas parvenu à susciter une mobilisation massive contre la dictature. Quelque part, vous êtes vous-même symptomatique de cet échec. Quelle stratégie prônez-vous ?

Je me répète, mais que puis-je faire d'autre ? Face à des régimes irréformables, il n'y a que la *résistance armée* prônée par les islamistes radicaux ou la *résistance civile* dont je suis l'un des porte-parole. L'une des raisons majeures de la création de notre parti, le CPR, en 2000, est justement de défendre une stratégie de résistance civile et ce après avoir observé que les sociétés arabes, sans même s'en rendre compte, rentrent de plus en plus dans cette logique de l'opposition civile. Sauf qu'elle est passive ou non organisée pour des objectifs politiques de fond. Dans de nombreux pays, les grèves, les actions de protestation se multiplient, traduisant justement cette renaissance d'un mouvement social qui n'a

rien à voir avec les partis politiques, et encore moins avec l'islamisme radical. On croyait que les grèves appartenaient au passé, évocatrices des « grandes années » du mouvement syndical arabe. Au contraire, elles redeviennent d'actualité et sous des formes nouvelles, le principal lieu de luttes contre les régimes dictatoriaux. Ce sont des mouvements de rues qui n'ont plus rien à voir avec les actions élitistes des intellectuels d'autrefois qui se contentaient de pétitionner ou de manifester symboliquement leur désapprobation. Nous sommes en présence de mouvements qui n'ont plus peur d'affronter le pouvoir, quitte à subir une répression très dure. Les récents mouvements dans le bassin minier du Sud tunisien en sont l'illustration : les manifestants et les grévistes étaient déterminés, ne reculant devant rien⁹. Je pense que ce phénomène de radicalisation protestataire va se développer de plus en plus dans les années à venir. Ce sont des émeutes populaires, absolument non contrôlées par les partis politiques, qui, selon moi, sont totalement à côté de la « plaque ». C'est toute cette force potentielle que j'appelle à considérer et qui attend de jeunes leaders de terrain pour l'exploiter. En fait, les deux stratégies de résistance armée et civile sont à l'œuvre parallèlement, bien que de façon diverse selon les pays. Ce qui est sûr, c'est qu'aujourd'hui plus personne ne parierait un *dinar* ou un *dirham* sur des régimes qui ont échoué sur tous les plans, y compris leur propre sauvetage.

Vous avez l'air d'en vouloir à ceux qui prônent des stratégies d'opposition à l'intérieur des systèmes en place. Ont-ils d'autres choix pour exister et s'exprimer ? Qu'il s'agisse de la gauche démocratique ou des Frères musulmans légalistes, n'est-ce pas justement une preuve de réalisme politique ? Que peuvent-ils faire d'autre, si ce n'est de revendiquer des élections libres ? A moins alors d'entrer dans la résistance armée, ce que vous refusez par ailleurs. Du coup, je ne comprends pas vraiment votre critique de la stratégie légaliste, car tous ces légalistes sont loin d'être des collaborateurs des régimes, ils souhaitent simplement œuvrer à un changement pacifique.

Le réalisme politique n'est pas d'intégrer les règles du système, mais de les analyser objectivement pour mieux les combattre. Toutes les tentatives de réformes démocratiques ont échoué. Que l'on prenne les systèmes électoraux, le Code de la presse, les marges d'action des partis, etc., les progrès sont ridicules. Pire, depuis vingt ans, c'est une consolidation des logiques répressives face à la marche en avant de la société. On s'attaque à l'Internet, on prétend contrôler les chaînes satel-

litaires. Les ministres des pays arabes se sont d'ailleurs réunis récemment pour produire un document visant à restreindre les libertés d'accès à de nombreux moyens de communication, et tout ça au nom de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme ! Au regard de ces évolutions répressives, comment peut-on considérer comme réaliste la stratégie de « juste milieu » des « démocrates du compromis » et des Frères musulmans légalistes ? Non, pour moi, le réalisme consiste à voir la réalité en face : *la répression progresse, les libertés régressent*. Le réalisme politique me conduit justement à prôner clairement une stratégie de rupture et de résistance civile, tout en rejetant la violence armée.

Les opposants arabes : clients des régimes ?

Certes, je comprends mieux maintenant votre propos. Mais comment alors expliquer l'ambiguïté de ces opposants indépendants – je ne parle pas ici des « oppositions de Palais » – qui sont, pour la plupart, vos anciens camarades de lutte ? Sont-ils prudents ? Sont-ils aveugles ? Cherchent-ils à préserver des intérêts sociaux que, en d'autres temps, l'on aurait appelé des « intérêts de classe » ?

Ces opposants veulent le beurre et l'argent du beurre. Ils souhaitent à la fois être reconnus comme opposants, car ils rejettent sincèrement l'autoritarisme et, en même temps, ils refusent d'admettre que ces régimes arabes sont des dictatures irréfomables. Ils se mentent à eux-mêmes. Ils croient encore en l'existence de marges de liberté au sein du système. C'est pour cela que je parle d'*opposition magique*, car elle repose sur une forme d'illusion permanente. En définitive, ils refusent de voir cette réalité en face, se contentant d'exister dans de minuscules espaces concédés par les régimes.

Je vous trouve bien sévère car vous insinuez que ces opposants n'agiraient que par intérêts personnels ou par confort psychologique. Or, vous savez très bien, pour l'avoir vécu personnellement, que les opposants indépendants subissent aussi la répression.

Je sais que je peux choquer mais je persiste et signe : la plupart des opposants indépendants « légalistes » trouvent un certain intérêt

personnel à ne pas franchir la ligne rouge, notamment une reconnaissance internationale, un statut social dans certains milieux de l'élite. Il s'agit d'occuper une place dans la contestation, sans que celle-ci ne leur coûte trop cher. On ne peut nier qu'ils subissent des représailles et des formes de désagrément dues à leur statut d'opposants indépendants, mais jamais dans les proportions de ceux qui osent appeler à la rupture avec la dictature. D'une certaine manière, on peut dire que ces opposants indépendants modèrent leur contestation à l'égard du pouvoir et que, de son côté, le régime modère sa répression envers eux. En Tunisie, la ligne de partage entre deux types d'opposition est devenue limpide : les « radicaux », comme moi, sont exclus de toute activité sociale et professionnelle, alors que les légalistes conservent généralement leur emploi et leur passeport. Je ne remets pas en cause la sincérité de l'action de ces anciens compagnons de route, mais simplement les limites de leur engagement. S'ils ne peuvent être confondus avec les « collabos » du régime à l'instar des opposants choyés par le Palais, ils n'en contribuent pas moins à la pérennité de la dictature et risquent d'être emportés avec elle.

Ne croyez-vous pas à l'hypothèse d'un « putsch interne » et aux vertus démocratisantes d'un réformateur qui viendrait de l'intérieur du système ?

Je ne crois plus aux ouvertures « démocratiques » de l'intérieur des dictatures telles que nous les avons connues, par exemple, dans les années 1980-1990. C'est une carte périmée. Nous avons vu ce qui s'est passé avec Ben Ali en Tunisie, Moubarak en Égypte, Bouteflika en Algérie ou encore Bachar Al Assad en Syrie. Les pseudo-phases d'ouverture démocratique ont toutes échoué. Pire, elles ont contribué à consolider les systèmes autoritaires d'avant¹⁰. Je ne crois absolument pas aux potentialités démocratisantes des appareils sécuritaires, qu'elles émanent de la police ou de l'armée¹¹. Il est vrai que l'histoire est tellement complexe que l'on peut tout imaginer, mais l'hypothèse d'une démocratisation par « putsch interne » m'apparaît de plus en plus improbable. Le système est tellement gangrené que je ne vois pas comment on pourrait le réformer de l'intérieur. En l'absence de véritable rupture, ces « mini-coups d'État » ne feront que changer la vitrine en laissant intact le système. Je ne pense pas que le salut démocratique du monde arabe viendra de ces acteurs sécuritaires, quelles que soient leurs intentions réformatrices. Une révolution démocratique, déclenchée par des officiers, comme la Révolution des œillets au Portugal, en 1974, me paraît un scénario totalement impro-

bable dans les pays arabes. Cela fait cinquante ans que nous expérimentons des militaires « réformateurs » ou « révolutionnaires »... en vain.

Aujourd'hui de grandes démocraties comme les États-Unis, la Grande-Bretagne ou la France apportent un soutien total à ces régimes autoritaires au nom de leur capacité à préserver des acquis en matière de stabilité, de sécurité et de lutte contre les formes d'extrémismes politiques et religieux. Des régimes autoritaires comme en Égypte, en Tunisie ou en Jordanie sont fréquemment appelés par les Occidentaux les « régimes modérés du monde arabe¹². » Ne pensez-vous pas qu'il existe une part de vérité dans ce qualificatif « modéré » ? À vos yeux, en dépit de toutes les critiques qu'on peut leur adresser, ces régimes n'ont-ils pas contribué à préserver certains acquis sociétaux en matière de libertés fondamentales, de droits des femmes, de sécurité économique et sociale... ?

On peut toujours parler de « stabilité » et de « sécurité », comme le font les grands gouvernements occidentaux pour justifier leur appui sans faille aux régimes autoritaires du monde arabe. Le coût humain pour nous est prohibitif : les milliers de personnes arrêtées, emprisonnées, torturées, sans parler du coût psychologique que payent des populations vivant en permanence dans l'indignité. À cela, il faut rajouter tous les dysfonctionnements sociaux, économiques et culturels. Maintenant qu'est-ce que cela rapporte à l'Occident ? Des problèmes de plus en plus graves pour les générations suivantes. Les pays du Sud, exsangues, sont désormais exportateurs de fuyards de la misère et de la répression. Leur opinion publique manifeste une hostilité de plus en plus palpable vis-à-vis de pays taxés de cynisme et fustige la faillite morale de démocraties acoquinées avec des trafiquants de drogue, des corrompus notoires et des gens profondément détestés par leurs peuples. Vous appelez cela « une politique », même cynique et machiavélique ? Pour ma part, je parlerai de gâchis.

L'aveuglement des « démocrates du si »

Mais ce raisonnement n'est pas uniquement celui des Occidentaux. Certains « démocrates arabes » ont également appuyé une telle démonstration face au « danger islamiste¹³ ». Si l'on se limite aux cas de la Tunisie ou

de l'Algérie, l'on observe que certains militants dits « démocrates » ont soutenu les « pactes de sécurité » et, dans une moindre mesure, la politique répressive, pour sauvegarder les « acquis » du système.

La démocratie est un système et il faut en assumer aussi bien les bénéfiques que les risques, y compris celui que les islamistes arrivent un jour au pouvoir. Nous n'avons pas d'autre choix, si l'on est vraiment démocrate. Mais il existe aussi des *démocrates du « si »* qui posent des conditions. Ils veulent jouir des bénéfiques de la démocratie sans en assumer les coûts. Au bout du compte, ils finissent par faire cause commune avec la dictature. De tels ralliements ont vu le jour en Algérie et en Tunisie. Cependant, c'est surtout dans les pays marqués par la colonisation française et par le fameux mythe de la « laïcité » que l'anti-islamisme a pu conduire certains démocrates à soutenir des solutions dictatoriales en contradiction totale avec les principes et les valeurs démocratiques. Ces dits « démocrates arabes » ont adopté la même attitude que les Occidentaux en préférant la peste au choléra, tout en continuant à soutenir l'idée fausse que des systèmes barbares pouvaient être améliorés et réformés de l'intérieur.

Depuis quelques années, la situation a quand même évolué. Les « démocrates du si » ne soutiennent plus vraiment les dictatures et ces dernières se sont très largement retournées contre eux. Après avoir réprimé les islamistes, les régimes autoritaires se sont attaqués à toutes les forces démocratiques.

C'est exact, ceux que l'on pouvait qualifier « d'éradicateurs purs et durs » ont aujourd'hui quasiment disparu du spectre politique arabe. Ils ont disparu, parce que leur mot d'ordre est tombé de lui-même : ils appelaient à réformer les dictatures de l'intérieur, en fermant les yeux sur la répression féroce contre les islamistes. Leur choix, par exemple, de participer à des échéances électorales totalement frauduleuses, les a ridiculisés aux yeux de la population. Ils pensaient faire d'une pierre deux coups : amener le régime à se démocratiser et se débarrasser dans la foulée de leurs ennemis islamistes. Or, ce type de raisonnement est devenu aujourd'hui complètement obsolète : l'intensification des logiques répressives, les tendances autoritaires, les dérives sécuritaires et le cycle de la corruption n'ont cessé de gagner du terrain. La position de ces démocrates arabes dits « modérés » s'est totalement décrédibilisée à l'épreuve des

faits : les libertés n'ont cessé de reculer et la dictature de progresser. Plus personne aujourd'hui dans le camp des démocrates n'oserait soutenir une telle position. Il reste encore quelques irréductibles qui cherchent surtout des appuis à l'extérieur.

Ben Laden : « l'ami » des dictateurs arabes

Certes, ces démocrates « modérés » ont pu servir de caution démocratique aux régimes autoritaires, notamment ceux qui parmi eux avaient des responsabilités dans les organisations des droits de l'Homme. En Tunisie, le régime du général Ben Ali a réussi à débaucher deux anciens présidents de la Ligue des droits de l'Homme (LTDH) en les nommant ministres. On trouverait des phénomènes de cooptation comparables dans d'autres systèmes autoritaires du monde arabe. Toutefois, les régimes n'ont plus vraiment besoin aujourd'hui de ces « cautions démocratiques ». Le nouveau compromis sécuritaire élaboré après le 11 septembre, à l'échelle internationale, leur a donné une légitimité démocratique qui leur permet de passer outre le soutien des acteurs internes. La participation à la guerre contre le terrorisme suffit à produire une caution démocratique sans que les démocrates « internes » n'interviennent dans le jeu.

C'est une évidence. Les attentats du 11 septembre leur ont incontestablement donné une bouffée d'oxygène. Usés par cinquante ans de pratiques dictatoriales, ils n'ont plus aucune légitimité, ni institutionnelle, ni historique comme à l'époque de Nasser, de Boumediene ou de Bourguiba et encore moins de légitimité idéologique : l'arabisme, le socialisme, le tiers-mondisme... ont été balayés. La seule chose qui reste à ces régimes, c'est finalement une « légitimité » internationale. Ils s'insèrent actuellement dans une division du travail sécuritaire à l'échelle mondiale. Nos dictatures se sont offertes comme auxiliaires de la lutte anti-terroriste conduite par les pays occidentaux pour se mettre sous leur protection. Les dictateurs arabes sont aujourd'hui des sortes de « préfets de police » chargés de gérer sur le plan sécuritaire l'espace Sud de la Méditerranée. Ils sont d'ailleurs perçus comme cela par les populations arabes : les présidents et les souverains sont appelés *woullat*, c'est-à-dire gouverneurs d'un vrai pouvoir qui siège ailleurs. Dans l'un de mes ouvrages, *La Seconde indépendance*¹⁴, j'ai ainsi montré que les dictatures ne sont pas seulement

des régimes d'occupation interne, mais que pour survivre elles ont aussi vendu le peu d'indépendance pour lequel nos pères se sont sacrifiés. J'y défends la thèse que notre génération est appelée à se battre pour acquérir, par la démocratie et la constitution d'une *union démocratique des peuples arabes*, la seconde indépendance. Le titre a été beaucoup repris par les chroniqueurs et les éditorialistes de la presse arabe. Cependant, cette bouffée d'oxygène va finir par s'épuiser, surtout après le départ du triste sieur Bush et l'arrivée de l'administration Obama. Je suis toujours étonné par le fait que les gouvernements de pays occidentaux parient encore sur de tels régimes moribonds. C'est une aberration, car dans dix ou vingt ans, ceux qui vont reprendre le pouvoir seront, soit issus des mouvements islamistes, soit des mouvements démocrates ou, des deux à la fois, c'est-à-dire ceux que l'on pourrait appeler les « islamo-démocrates » à la turque. Ces régimes sont condamnés et le soutien occidental à ces régimes est un non-sens, même du point de vue du strict intérêt et en dehors de toute considération morale.

Vous insistez beaucoup sur les conséquences du 11 septembre en termes de légitimité internationale des régimes. À ce titre, vous parlez de « bouffée d'air » pour des dictatures usées par le temps. Mais quelles furent les conséquences concrètes pour les citoyens ordinaires du monde arabe ?

Quelques mois avant le 11 septembre, le pouvoir du général Ben Ali était extrêmement affaibli. Le mouvement contestataire avait marqué des points. Certains parlaient même des élections présidentielles de 2004 comme sonnait la fin de Ben Ali. Dans la foulée, s'était formée une coalition de quatre partis démocratiques pour appeler au départ de ce général spécialiste du renseignement. En effet, la Constitution ne lui donnait pas le droit de se représenter au-delà des deux mandats qu'il avait consommé. Il est fort probable, qu'à l'époque, les Américains eux-mêmes misaient à moyen terme sur un changement de régime. Or, les attentats du 11 septembre 2001 ont tout remis en question. Pour autant, il convient de ne pas exagérer la portée de cette « bouffée d'air », car la faiblesse de ces régimes est structurelle et leur légitimité profondément entamée. Ces systèmes sont en phase terminale, plus ou moins longue, pénible et coûteuse, parce que plus aucun peuple ne cautionne des régimes qui allient l'immoralité à l'inefficacité. Le vrai défi actuel, c'est de penser l'alternative.

J'ai l'impression que vous considérez ces régimes comme des « nouveaux protectorats » à l'instar des pouvoirs indigènes à l'époque coloniale qui travaillaient au service des puissances occupantes. N'est-ce pas là une représentation caricaturale ? Nous ne sommes quand même plus dans un système colonial !

Nos dictatures sont des régimes d'occupation interne. Sur le plan international, elles ont transformé nos pays en protectorats « *new look* ». À l'exception de l'Irak, les puissances occidentales n'ont plus besoin d'envoyer des troupes. Elles disposent d'armées et de polices indigènes qui font le travail sur place : la chasse aux « émigrés-immigrés » clandestins, la lutte contre les supposés « terroristes » et l'éradication de toutes les formes de contestation de l'hégémonie occidentale sont assurés par des supplétifs indigènes. Oui, j'ose le dire : nous sommes bien confrontés à un nouveau mode de protectorat, certes différent de celui qui a été imposé à la fin XIX^e-début XX^e siècle, mais qui renvoie à des logiques similaires. Je ne me place pas du point de vue nationaliste arabe qui dénoncerait la domination occidentale sur le monde arabe à travers une rhétorique identitaire, mais du point de vue du démocrate et de l'universaliste qui cherche à dévoiler cette nouvelle forme de colonisation. Je ne suis pas pour le repli identitaire et culturel du monde arabe mais, au contraire, pour des relations égalitaires entre le Nord et le Sud qui ne soient plus fondées sur des rapports de domination. Or, la situation actuelle de sujétion dans laquelle vivent les populations arabes, largement cautionnée par les régimes occidentaux, est devenue la principale source de ce qu'ils prétendent combattre : le fanatisme, l'anti-démocratisme et l'anti-occidentalisme.

« Que faire ? », comme dirait l'Autre

Toutes les techniques de la résistance civile doivent être expérimentées. Par exemple, la pétition qui s'adressait directement aux policiers, dont j'ai déjà parlé précédemment. C'est une initiative inédite dans le monde arabe que d'interpeller directement les forces de l'ordre. Jusqu'à présent, l'opposition n'avait jamais essayé de s'adresser directement aux forces de sécurité. Nous avons choisi de rompre le tabou et d'inciter la police à résister à la dictature. Il faut intensifier l'utilisation des nouvelles technologies, sur lesquelles les régimes ont difficilement prise : l'Internet, le téléphone portable, les chaînes satellitaires, etc. Nous devons absolu-

ment recourir à ces moyens d'information pour pousser les gens à s'organiser davantage et à créer des solidarités horizontales, à coordonner leurs protestations, à faire face aux farces électorales par des grèves et des manifestations dans tout le pays. Au mois de novembre 2009, un dictateur malade, discrédité et gouvernant une Tunisie où les gens commencent à chercher la nourriture dans les poubelles alors que sa femme et ses frères s'enrichissent de la façon la plus provocante... un tel homme prétend se faire plébisciter en organisant de soi-disant élections pour mieux se moquer de ceux qu'il pille et humilie. J'appellerai au boycott total de cette énième mascarade. Ce sera l'occasion d'une sorte de répétition générale des combats futurs qui doivent n'avoir qu'un seul objectif : en finir avec la dictature et empêcher son retour sous un nouveau maquillage. Regardez les dernières élections présidentielles algériennes d'avril 2009 : tous les ingrédients de la fausse pluralité s'y retrouvent comme en Tunisie, en Syrie ou en Égypte. On tripote la constitution pour abroger les dispositions limitant le nombre des mandats lors d'un « référendum » bidon. On choisit ses adversaires par le jeu de lois électorales taillées sur mesure. On mobilise l'appareil de l'État. On bourre les urnes. Et, au final, on avance des chiffres record de participation et on s'octroie un score au-dessus de tout soupçon, afin de masquer une baisse de popularité par rapport au scrutin précédent. Personne n'est dupe, ni le président triomphalement élu, ni le peuple, ni l'administration, ni le monde extérieur mais le plus terrible demeure : l'accoutumance de tous à la tricherie, au faux et usage de faux. Il est difficile d'inculquer à la société de vivre dans la rectitude, le respect du droit et de la vérité lorsque l'État donne lui-même l'exemple du mensonge et de la manipulation. Heureusement, tout acte négatif contient en creux « le positif » qui le balayera un jour. Ainsi, le pouvoir est obligé de composer avec le rituel démocratique et le peuple percevant toute la tricherie, comprend intuitivement comment des élections honnêtes auraient dû se passer. J'ai tendance à croire que ces fausses élections ne sont qu'une étape intermédiaire d'un processus qui nous fera passer de l'absence totale d'élections à de vraies consultations. Afin d'éviter que la contestation civile ne finisse en jacqueries réprimées ou récupérées, il faut alors une vision politique qui ne peut être que celle de tous les résistants civils unis autour d'une *plate-forme démocratique*, une sorte de plan directeur pour la phase de lutte et un schéma d'ensemble sur l'État et la société postdictature. Le 9 avril 2009, à l'occasion du 70^e anniversaire de la répression coloniale contre les manifestations du peuple tunisien qui réclamait, déjà à l'époque, un parlement élu démocratique.

cratiquement¹⁵, j'ai publié mon programme pour les années à venir. C'est sur la base de celui-ci que j'entends rassembler la résistance civile qui pourrait être demain l'ossature d'un projet politique pour de vraies élections présidentielles et législatives.

L'avenir des plates-formes démocratiques

Les plates-formes démocratiques dont vous parlez ne sont-elles pas, elles aussi, une pure illusion? Ne retombent-elles pas dans la figure de « l'opposition magique » que vous dénonciez précédemment ?

Non, je ne le pense pas, dans la mesure où ces plates-formes démocratiques existent *de facto*. Elles sont le produit d'un long processus de rapprochement entre différentes tendances et obédiences politiques qui, au départ, étaient antagonistes. Le travail a été long. Nous avons dû convaincre des islamistes, des nationalistes arabes pour faire passer cette idée centrale : sans l'accès à la démocratie et à une véritable politique des droits de l'Homme, nous reproduirons toujours les mêmes erreurs, à savoir remplacer un dictateur par un autre dictateur, un autoritarisme par un autre autoritarisme, une tyrannie par une autre tyrannie. Aujourd'hui, ces idées sont reprises par la quasi-totalité des forces politiques dans le monde arabe, y compris les islamistes et les nationalistes, à l'exception de ceux qui prônent la violence armée et le terrorisme. C'est quand même quelque chose d'extraordinaire. Les acteurs politiques arabes ne veulent plus se laisser berner et aspirent unanimement à la démocratie, certes, sous des modalités différentes, mais avec une perspective convergente quant à la question des libertés et des droits de l'Homme. Cette aspiration démocratique unanime permet de mieux cadrer la question de l'identité arabo-musulmane – chère aux nationalistes et aux islamistes – et de faire qu'elle ne glisse pas trop vers des formes de repli identitaire ou de xénophobie nauséabondes. Les plates-formes font aussi place à l'aspiration de *justice sociale*. Depuis quelques années, s'est développée une véritable mobilisation contre les effets néfastes de la « mondialisation libérale » et ceci, quels que soient les courants politiques et idéologiques. En définitive, il se produit un processus de recentrage des différentes oppositions arabes autour des questions de la démocratie, d'une identité assumée sans agressivité ou rancœur et de justice sociale. C'est notamment l'esprit de la

Déclaration d'Aix-en-Provence, signée en 2004 par des personnalités de tous bords politiques et philosophiques ou de la *Déclaration de Damas pour le changement national et démocratique* signée en 2005 par des partis politiques syriens de toutes obédiences. Toutes ces initiatives traduisent le même espoir de voir émerger de vrais fronts démocratiques.

En somme, si je vous suis bien, vous prônez une « démocratie arabo-musulmane ». N'est-ce pas là contradictoire avec la conception universaliste de la démocratie ? Ne rejoignez-vous pas ici la posture identitaire des islamistes que vous dénonciez précédemment ?

Les islamistes ont pendant longtemps essayé de s'approprier, d'incarner et de monopoliser la « personnalité arabo-musulmane¹⁶ ». Dans ce projet islamiste, il y avait une dimension « xénophobe », certes compréhensible compte tenu du contexte de domination occidentale, mais ô combien dangereuse pour notre nation à long terme. Pour autant, les démocrates ne peuvent pas ignorer et laisser aux islamistes et aux nationalistes arabes la *question de l'identité*. Nous ne pouvons nous contenter de défendre une conception technique du pouvoir, en nous faisant les simples importateurs ou même des réformateurs de la technologie démocratique occidentale. C'est pour cela que je pense que les plates-formes démocratiques doivent également intégrer la question de l'identité arabo-musulmane, c'est-à-dire, en définitive, notre rapport à l'Autre. Les nationalistes arabes, et même de nombreux démocrates arabes, continuent à défendre une *identité d'opposition*, alors que nous, dans la Commission arabe des droits de l'Homme, nous cherchons à faire avancer cette *identité d'apposition* qui ne s'inscrit pas « contre » les autres, mais nous définit positivement par ces différentes strates historiques et socioculturelles que j'évoquais précédemment. Les Arabes doivent se réconcilier avec leurs différentes couches identitaires, sans chercher à imposer le monopole d'une sur les autres. Nos cuisines sont révélatrices de cette identité d'apposition. Prenons l'exemple de la cuisine tunisienne : elle est constituée de mets berbères, carthaginois, arabes, turcs et aussi italiens. Les pâtes sont aujourd'hui l'un des premiers aliments consommés en Tunisie et font pleinement partie de notre patrimoine culinaire. La première fois que je suis allé en Italie, je me suis dit : « *Tiens, les Italiens mangent comme nous !* » C'est précisément cela la complexité de l'identité des pays arabes. Il faut sortir des schémas simplistes, comme ceux qui ont été véhiculés par certains mouvements islamistes, opposant *dar al islam*/

dar el harb (maison de l'islam/maison de la guerre). Notre plus grand mérite, c'est sans doute d'avoir convaincu de nombreux islamistes que ces schémas binaires et réducteurs ne pouvaient plus fonctionner et surtout qu'ils étaient totalement impuissants à renverser les dictatures. Un grand pas a été réalisé quand, nous, démocrates laïques, avons accepté de reconnaître que l'islam faisait partie de notre identité politique et que les islamistes ont admis que la démocratie était un horizon politique pertinent.

États démocratiques *versus* États islamiques ?

On sait qu'aux lendemains des indépendances, les régimes arabes ont fait de l'islam leur « religion d'État », à quelques exceptions près. En tant que partisan d'un « front démocratique », quelle est votre position par rapport à l'identité religieuse de l'État et la relation aux minorités ?

Pour les musulmans traditionalistes, les minorités religieuses ont un statut reconnu et protecteur – celui de *dhimmi* –, même si au bout du compte, il s'agit d'un traitement inégalitaire, puisque l'islam est toujours « religion d'État » ou « religion de l'État¹⁷ ». Je m'inscris en faux contre cette perspective traditionaliste et milite sans la moindre concession pour le « droit à la différence », l'égalité totale et la citoyenneté pleine et entière sous un régime démocratique.

Soyons clairs, êtes-vous pour l'abolition du modèle « Islam, religion d'État » ? Vous le savez, c'est un thème tabou, y compris chez les démocrates arabes qui n'osent pas toucher à ce principe, bien qu'ils n'en pensent pas moins.

Il est clair, qu'aujourd'hui, si on posait la question par référendum aux peuples arabes : « *Voulez-vous que l'islam soit la religion d'État ?* », ils diraient « *oui !* » dans leur grande majorité. Les citoyens du monde arabe restent attachés à l'identité islamique de l'État, sans être pour autant des islamistes en puissance. Nous ne pouvons donc prendre de manière frontale le sentiment profond des peuples arabes. En revanche, il faut travailler sur la notion de *religion d'État* et définir exactement ce que l'on va mettre sous cette formule... Il existe aujourd'hui des formes de

« religion d'État » en Europe qui n'ont pas empêché l'avènement du fait démocratique. Je le dis et le répète : cette question de l'islam religion d'État est un faux problème qui ne doit pas constituer un obstacle à la mise en place d'un *Pacte démocratique*¹⁸. Il n'y a pas de rapport mécanique entre religion d'État et dictature, et vice-versa, l'abolition de l'identité islamique de l'État n'entraînera pas automatiquement l'avènement de la démocratie dans le monde arabe¹⁹. Pour ma part, l'État se doit d'être le garant de tous les droits et de toutes les libertés y compris ceux des athées et des non musulmans, des mosquées et des lieux de culte. Ainsi, l'État ne se mêlera plus d'arracher les foulards des femmes comme en Tunisie ou de les imposer de force comme en Iran. Dans la Constitution, l'islam est la religion d'État mais cela ne m'effraie pas, si toutes les libertés sont par ailleurs garanties et scrupuleusement protégées par une véritable Cour constitutionnelle.

La question taboue de la laïcité

Je vous sens gêné par la question de la laïcité, en dépit du fait que vous affirmez qu'elle n'est plus taboue. Allons directement au sujet : un non-musulman peut-il devenir, selon vous, président d'un futur régime démocratique dans le monde arabe ?

Je ne souhaite pas esquiver la question, mais je ne veux surtout pas en faire un préalable à la mise en œuvre d'une dynamique démocratique et d'alternance à la dictature. Ce serait un énorme cadeau fait aux dictateurs et aux islamistes radicaux que de poser la question de la laïcité de l'État comme un préalable à toute démarche politique. Je suis profondément laïque. Dans le même temps, j'ai parfaitement conscience que la laïcité reste associée, dans l'esprit de nombreux citoyens arabes, à l'impiété, voire à l'antireligion. On a tellement de mal à traduire ce concept dans notre langue que l'on recourt à de très mauvais néologismes comme *laïkia* ou *'almanïa*²⁰. Ils ne comprennent pas que la laïcité signifie la séparation entre l'État et la religion et non l'abolition de cette dernière. Il faut œuvrer à une véritable révolution des mentalités et travailler sur des notions fondamentales qui ont été galvaudées par cinquante ans de dictature. Parler de laïcité dans le monde arabe me semble être une démarche qui s'inscrit dans une histoire qui n'est pas la nôtre. Cette notion franco-

française renvoie à l'histoire particulière de la lutte contre le despotisme et la toute-puissance de l'Église catholique. Dans le monde arabe, on peut très bien défendre un projet politique qui se rapproche de *l'horizon de sens de la laïcité* sans pour autant recourir à une notion étrangère figeant davantage les positions qu'elle ne contribue à la démocratisation. Si j'avais été Français, je serai probablement un ultra-laïque mais je suis Arabe. Ainsi, le plus important dans nos futures républiques arabes, c'est de ne pas instrumentaliser le facteur religieux. Pour cela, *nous devons œuvrer à une forme de séparation*²¹. En ce sens, je peux être laïque, sans employer nécessairement le terme « laïcité » qui braque les consciences et empêche notre combat démocratique d'avancer. Un certain nombre de démocrates arabes, surtout au Maghreb, ont commis une erreur, celle d'utiliser une terminologie importée qui a été spontanément perçue comme provocatrice et antimusulmane. Je ne veux pas retomber dans ce travers qui nous a fait perdre des années de lutte contre la dictature.

Au sein de ces « pactes démocratiques », ne risquez-vous pas d'imposer une forme de sélection des signataires, qui consisterait à inclure certains et à exclure d'autres ?

Vous touchez là un point fondamental : rompre avec le *principe d'exclusion* qui caractérise le fonctionnement des dictatures arabes. Les fronts démocratiques sont ouverts à tous les citoyens, quelles que soient leurs croyances, leurs valeurs et leurs identités. Je m'inscris en faux contre ces soi-disant « démocrates » qui veulent interdire aux islamistes de participer au mouvement démocratique. De même, je combats les islamistes qui veulent nous imposer leur vision théocratique de la société. Le principe d'ouverture est fondamental dans les pays comme les nôtres : il est la base de la reconquête démocratique face à des régimes qui ont toujours fonctionné sur la fermeture et l'exclusion.

Appliqueriez-vous également ce principe d'ouverture aux « serviteurs » des régimes autoritaires ?

Les pouvoirs arabes sont loin d'être monolithiques et les administrations qui les servent encore moins. De nombreux hauts fonctionnaires et membres des forces de sécurité désapprouvent les dictateurs et n'hésitent pas à les critiquer en privé. On ne peut plus ignorer ce phénomène de *révolte silencieuse*. Au contraire, depuis quelques années, nous avons

enfin compris qu'il fallait s'adresser directement aux serviteurs du régime, les inciter à nous rejoindre et leur laisser une porte ouverte. Je suis l'un des rares membres de l'opposition démocratique à prôner aujourd'hui ce type de démarche redoutée des régimes. La crainte première des autocrates et de leurs familles, c'est de voir leurs «serviteurs» se retourner contre eux. Je défends l'idée d'une transition «à la sud-africaine», c'est-à-dire d'une sortie de crise incluant des agents de l'État qui opteraient clairement pour la démocratie. À la fois, je prône la stratégie de rupture et de résistance mais également celle de l'inclusion des «serviteurs» du régime dans la transition démocratique. C'est une stratégie mal comprise par mes camarades qui m'accusent tantôt de radicalisme, tantôt de modération, parce qu'ils ne saisissent pas que l'objectif ultime n'est pas de châtier, de punir et de se venger mais d'inverser la logique de la dictature.

NOTES

1. À titre d'illustration de ce «pluralisme encadré», on se reportera à l'article 8 de la Constitution tunisienne sur le site www.tunisieinfo.com/references/constitution/const_chap1.html (accédé en juillet 2009) : « *Les partis politiques contribuent à l'encadrement des citoyens en vue d'organiser leur participation à la vie politique. Ils doivent être organisés sur des bases démocratiques. Les partis politiques doivent respecter la souveraineté du peuple, les valeurs de la République, les droits de l'Homme et les principes relatifs au statut personnel. Les partis politiques s'engagent à bannir toute forme de violence, de fanatisme, de racisme et toute forme de discrimination. Un parti politique ne peut s'appuyer fondamentalement dans ses principes, objectifs, activités ou programmes, sur une religion, une langue, une race, un sexe ou une région. Il est interdit à tout parti d'avoir des liens de dépendance vis-à-vis des parties ou d'intérêts étrangers. La loi fixe les règles de constitution et d'organisation des partis* ».

2. En Tunisie, la reconnaissance légale d'un parti consiste en la remise d'un rattachement par le ministère de l'Intérieur. Faute d'obtenir ce document, un parti ne peut exercer légalement ses activités. Cf. Jean-Bernard Heumann et Mohamed Abdelhaq, « Opposition et élections en Tunisie », *Monde arabe Maghreb-Machrek*, Paris, La Documentation française, avril-juin 2000, p. 29-40.

3. Moncef Marzouki fait référence ici à la vague de répression féroce qui, en 1991, a touché le parti islamiste Ennahda, dont la direction fut neutralisée en quelques jours, dans la mesure où la police politique possédait un fichier précis des noms et adresses des membres et sympathisants du mouvement.

4. Elisabeth Longuenesse, Blandine Destremau et Myriam Catusse (dir.), « Le travail et la question sociale au Maghreb et au Moyen-Orient », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 104-105, 2005.
5. Gilbert Naccache, *Qu'as-tu fait de ta jeunesse? Itinéraire d'un opposant au régime de Bourguiba, suivi de récit de prison*, Paris/Tunis, le Cerf/Mots Passants, 2009.
6. Frédéric Vairel, « Le Maroc des 'années de plomb' : équité et réconciliation ? », *Politique Africaine*, n° 96, décembre 2004, p. 181-195.
7. Sur l'évolution des protestations étudiantes dans le monde arabe, cf. Vincent Geisser, Karam Karam et Frédéric Vairel, « Espaces du politique. Mobilisations et protestations », dans Elizabeth Picard, *La politique dans le monde arabe, op. cit.*, p. 193-213.
8. Il s'agit de l'ancien Parti communiste tunisien (PCT) devenu *Ettajdid* (Le Renouveau) et du Parti démocrate progressiste (PDP) qui participent symboliquement aux différents scrutins truqués.
9. Karine Gantin et Omeyya Seddik, « Un bastion ouvrier dans le bassin minier de Gafsa », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008, p. 11.
10. Olivier Dabène, Vincent Geisser et Gilles Massardier, « La démocratisation contre la démocratie », dans *Autoritarismes démocratiques, démocraties autoritaires...*, *op. cit.*, p. 7-26.
11. Elizabeth Picard, « Armée et sécurité au cœur de l'autoritarisme », in O. Dabène, V. Geisser et G. Massardier, *ibid.*, p. 303-329.
12. Cf. notamment le discours du président de la République française, Nicolas Sarkozy, lors de sa visite d'État en Tunisie, 28 avril 2008 : « *Aujourd'hui, l'espace des libertés progresse. Ce sont des signaux encourageants, que je veux saluer, et qui font écho à ce que disait déjà feu le Président Bourguiba lorsqu'il confiait : 'Je suis réaliste. Être réaliste, c'est préférer une réforme modeste, qui en permet une autre, à un miracle impossible'. Je sais d'où vous venez Monsieur le Président de la République, d'où vient la Tunisie et la Tunisie peut se comparer sans rougir à tant d'autres pays* ».
13. Notamment Mezri Haddad, ancien opposant de gauche rallié à la dictature et auteur d'ouvrages défendant les « bienfaits » du régime autoritaire. Cf. *Non Delenda Carthago. Carthage ne sera pas détruite. Autopsie de la campagne antitunisienne*, Paris, Éditions du Rocher, 2002.
14. Une version en libre accès de cet ouvrage est consultable sur le site : www.moncef-marzouki.com (accédé en juillet 2009).
15. Le 9 avril 1938, le peuple de Tunis se soulève contre l'oppression coloniale et revendique entre autres l'élection d'un parlement démocratique.
16. Sur cette notion de personnalité, cf. l'essai historique de Hichem Djaït, *La personnalité et le devenir arabo-islamique*, Paris, Le Seuil, 1974.
17. Yadh Ben Achour, *Politique, religion et droit dans le monde arabe*, Tunis, Cérès Productions, 1993.
18. Sur cette notion, cf. Jean Leca, « La démocratisation dans le Monde arabe : incertitude, vulnérabilité et légitimité », in Ghassan Salamé (dir.), *Démocratie sans démocrates*, Paris, Fayard, 1993.

19. Contrairement aux thèses défendues par certains « laïcistes » comme, par exemple, le leader algérien du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi : *Algérie. L'heure de vérité*, Paris, Flammarion, 1998.

20. Mohamed-Chérif Ferjani, *Islamisme, laïcité, et droits de l'Homme : Un siècle de débat sans cesse reporté au sein de la pensée arabe contemporaine*, Paris, L'Harmattan, coll. « Comprendre le Moyen-Orient, 2000 ; Abdou Filaly-Ansari, *L'islam est-il hostile à la laïcité ?*, Paris, Sinbad/Actes Sud, coll. « La bibliothèque arabe », 2002.

21. Souligné par les auteurs.

Chapitre 6

La dictature arabe : une fatalité ou une fin programmée ?

Les dictateurs : ces curieux animaux

Prenons un peu de recul. Comment décririez-vous l'état des rapports de force au sein du monde arabe ?

Oui, terminons par un tableau sur l'état des principaux protagonistes.

D'abord nos « chers » dictateurs, ce sont de bien curieux « animaux ».

Ils ont deux caractéristiques. La première, c'est celle d'être des *dictateurs de seconde génération*. Ils ont poussé telles des mauvaises herbes dans le jardin des dictateurs de première génération comme Nasser, Bourguiba ou Boumediene. Ils ont été au bon moment au bon endroit dans le désert en grands hommes que ces prédateurs ont créé autour d'eux. Les vrais dictateurs ne supportent pas de vraies personnalités dans leur entourage. Ils opèrent, ce que j'appelle, une sélection naturelle à l'envers.

La deuxième caractéristique liée à la première est celle d'être des dictateurs de « série B ». Contrairement à la dictature chinoise ou sud-coréenne d'antan, la dictature arabe a échoué sur tous les tableaux. Le pire pour ces gens est qu'ils exercent leur art dans la période la plus trouble. La société arabe, comme toutes les sociétés, s'est complexifiée, elle a muté. La dictature a perdu le monopole idéologique avec les nouvelles technologies de communication. Elle s'organise en dehors du schème du parti unique devenu une vieillerie qui n'en finit plus de mourir. Les Arabes sont devenus les maîtres absolus, surtout les Égyptiens, des blagues anti-pouvoir. Tout cela rend la situation actuelle étrange : des

dictateurs oui, mais de pauvres hères moqués, insultés du matin au soir, déboussolés, sans vrai pouvoir, sauf celui de nuisances, recroquevillés sur leur corruption et leur répression contradictoire. Le seul « vrai » dictateur que nous ayons eu était Saddam. Il doit aujourd'hui se retourner dans sa tombe en voyant jusqu'où est tombé le métier avec Ben Ali ou Moubarak. Un vrai naufrage.

Alors me direz-vous, on tire sur des ambulances. Oui, peut-être. Mais il faut continuer et mieux ajuster le tir pour en finir avec leur calvaire et le nôtre, empêcher que cela continue ou que certaines fractions islamistes ne reprennent le système à leur compte en lui donnant simplement un coup de jeune.

Et les islamistes ? Je m'attendais à ce que vous me posiez la question. Les médias français en parlent comme d'une entité homogène. C'est faux et de mauvaise foi. Les islamistes, c'est un spectre qui va d'Erdoğan aux Talibans, balayant toutes les nuances du champ politique. On peut recenser *grosso modo* trois familles d'islamistes sur la scène politique arabo-musulmane actuelle : ceux qui disent que la politique ne les intéresse pas et qu'il faut prêcher l'islam aux musulmans ; la mouvance de la résistance armée avec son propre spectre ; la mouvance de la résistance civile avec le sien. Dans ce dernier cas, vous trouvez aussi bien des islamistes démocrates qui sont dans l'opposition non reconnue comme Ennahda en Tunisie, que les Frères musulmans en Égypte qui sont à la fois dans l'opposition et les institutions du régime, sans parler de ceux qui sont des piliers du système comme au Maroc, en Jordanie, au Koweït, en Algérie, voire sa principale composante comme à Gaza ou au Soudan. Parler des islamistes comme un tout est donc une ineptie.

Quid des démocrates ?

Les démocrates, eux aussi, constituent une myriade avec un seul point commun : la détestation de la dictature. Hormis cet élément de convergence, tous les sujets les opposent. Il y a les laïques féroce­ment anti-islamistes, les laïques modérés comme moi, les pro et les anti-américains, les libéraux et les socialistes, etc. Plus parlant est de les classer selon d'où ils viennent, car cela permet de savoir où ils vont. Je ne connais pratiquement pas de formes pures où les gens seraient tombés tout petits dans la marmite démocratique. Il y a d'abord les déçus des partis uniques. En Tunisie, par exemple, une cohorte importante des pères fondateurs du mouvement démocratique étaient issus du parti au pouvoir, le Néo-

Destour¹. Il y a aussi les déçus du nationalisme arabe, en général, et du nassérisme, en particulier. Je suis de ceux-là. Il y a, enfin, les déçus du socialisme sous toutes ses formes. Tous veulent continuer leurs anciennes amours, en y ajoutant la démocratie considérée non comme un but en soi mais comme un moyen pour concrétiser leurs rêves de justice, de développement et de grandeur que la dictature s'est révélée incapable de réaliser.

Un despote éclairé, ça n'existe donc pas !

En ce début de XXI^e siècle, la quasi-totalité des pays du monde arabe sont gouvernés par des régimes dictatoriaux, sinon autoritaires. Il semble y avoir une fatalité de la dictature dans le monde arabe qui s'expliquerait par des soubassements culturels ou d'autres facteurs. Peut-on parler de « stigmatisme culturel » à propos de l'autoritarisme qui domine la région arabe aujourd'hui ? C'est notamment l'hypothèse avancée par certaines écoles de pensée qui sous-entendent que le monde arabe serait « culturellement programmé » pour la dictature et qu'il lui sera difficile d'y échapper, à moins d'une révolution profonde des mentalités arabes².

Je voudrais d'abord m'arrêter sur la notion de « spécificité culturelle » qui sous-tend l'idée que la démocratie dans le monde arabe ne serait pas forcément identique à celle que connaissent les pays occidentaux. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, je suis en partie d'accord avec cette affirmation : la spécificité culturelle est un fait, elle est bien réelle, tout comme il existe des spécificités physiques et psychologiques chez les êtres humains. Pourtant, cela ne signifie pas que les êtres humains, comme les sociétés d'ailleurs, n'aient pas les mêmes besoins. Dans le monde actuel, toutes les sociétés éprouvent un désir identique de liberté, de dignité, d'autodétermination ou d'autonomie. La spécificité s'exprime non dans les valeurs elles-mêmes mais davantage dans leur hiérarchisation. En somme, si je voulais résumer ma pensée, je dirais que les valeurs sont universelles, mais les manières de les organiser sont particulières à chaque société. C'est en ce sens que je parlerais de « spécificité arabe », sans verser pour autant dans les analyses culturalistes et néo-racistes que vous évoquiez précédemment.

Dire que les Arabes ne sont pas épris de liberté, c'est comme affirmer qu'ils n'aiment pas la musique ou les enfants. C'est idiot. Laissez-moi

vous rappeler que tous nos lycéens du Golfe à l'Océan ont au programme les poètes antéislamiques qu'on appelle les *Saaliks*, c'est-à-dire les poètes vagabonds³. Nul n'a mieux chanté qu'eux la liberté et la révolte. Tous les Arabes connaissent l'histoire du grand poète Antar⁴, né d'une esclave noire et d'un père arabe qui refusait de le reconnaître comme l'égal de ses autres enfants. Alors qu'ils sont attaqués par une autre tribu, il lui demande de prendre les armes ce à quoi Antar répond : « *Un esclave ne sait pas combattre.* » Le père réplique alors : « *Bats-toi et tu es libre!* » C'est en combattant qu'Antar est devenu le symbole de l'esclave qui gagne le bien le plus précieux qui soit. Cette liberté a été chantée par le Calife Omar⁵ avec sa fameuse phrase : « *Quelle arrogance de mettre les fers à des hommes que leurs mères ont mis au monde en tant qu'êtres libres.* » Il faut donc cesser de se gargariser avec ces histoires de peuples chérissant « naturellement » la liberté et d'autres pas.

Pensez-vous réellement que certains leaders occidentaux continuent à véhiculer des représentations néo-coloniales sur le monde arabe ?

Malheureusement, de nombreux Occidentaux continuent à véhiculer des inepties sur le rapport des Arabes à la liberté et donc à la démocratie. Il y a les inepties « à l'européenne », représentées entre autres par les Chirac⁶, les Seguin⁷, les Sarkozy⁸... *Grosso modo* : la démocratie est une spécificité culturelle, les Arabes ont leur façon de penser et de fonctionner qui n'est pas la nôtre, inutile donc de leur imposer nos paradigmes. C'est tout juste, s'ils ne prétendent pas qu'il existerait des gènes démocratiques chez les Occidentaux, dont les chromosomes arabes seraient démunis. Ces doctes gens oublient de nous expliquer comment avec de tels gènes, les Occidentaux ont donné au monde les pires des dictatures, ou comment des peuples aussi « culturellement démocratiques » que le peuple allemand, italien, et même français, se soient couchés devant d'imbuables dictateurs avec une surprenante facilité, ou pourquoi des peuples pourtant bien occidentaux comme l'espagnol, le portugais ou le grec, sont entrés en démocratie trois décennies après les Indiens qui fonctionnent depuis soixante ans la plus grande démocratie du monde.

Il y a les inepties « à l'américaine » qui constituent l'autre pendant de ce discours occidental sur le monde arabe. Ici la terre n'est pas stérile par nature mais simplement en jachère attendant les bons semeurs ! On va prétendre aller imposer la démocratie à ces « barbares d'Arabes ». C'est précisément le sens de la croisade de Georges W. Bush avec son fumeux

projet de « Grand Moyen-Orient⁹ ». Quand j'ai entendu parler de ce projet, je me suis dit : « *Oh mon Dieu ! Ces idiots vont détruire notre travail de trente ans !* » J'avais peur que l'association démocratie/impérialisme nous fasse perdre les cœurs et les esprits âprement disputés aux islamistes et aux nationalistes attardés. À l'époque, j'avais écrit dans le journal *Al Hayat* de Londres que l'intervention américaine en Irak pouvait être le baiser de la mort au processus démocratique arabe. Ces ignares de politiciens provinciaux américains, pourtant conseillés par de prestigieuses équipes universitaires et d'innombrables agences de renseignements, ignoraient tout de la réalité arabe¹⁰. Par exemple, que l'Égypte a vécu de la fin de la Première Guerre mondiale à la Révolution de 1952 sous un régime parlementaire... Que le Liban avait une démocratie plus avancée que celle d'Israël, puisque non seulement toutes les libertés y étaient respectées, mais que le principe de l'égalité de tous les citoyens y était la règle, contrairement à l'État juif qui est une *démocratie ethnique*¹¹ comme celles concoctées par les Blancs de l'ancienne Afrique du Sud. Bien sûr, ils ne connaissaient rien du travail de fourmis depuis les années 1970 pour faire vivre des associations civiles, des partis démocratiques et une presse libre, aussi bien au Maghreb qu'au Machreq.

Le plus fantastique est leur incapacité à voir la formidable transformation sociale dopée par les nouvelles technologies. Aujourd'hui, nous avons 400 stations satellitaires arabes. Beaucoup disent que 90 % de ces chaînes ne valent pas grand-chose puisque c'est sexe, glamour et religion¹². Ce n'est pas tant le contenu qui compte mais leur existence, révélant un certain dynamisme, des visions du monde non conformistes, faisant un pied de nez aux tabous, exprimant l'affrontement de valeurs et de visions du monde. Il existe aussi ces 10 % de chaînes satellitaires qui sont des organes d'informations et de débats, dont la fameuse *Al Jazeera*. Croyez-moi, je suis tout sauf un nationaliste ou un chauvin, mais il y a belle lurette que j'ai cessé de regarder les télévisions occidentales, tant les débats qu'elles présentent me semblent affectés, fades, inconsistants et sans véritable enjeu. Rien à voir avec les débats sur *Al Jazeera* qui sont d'une férocité, mais aussi d'une qualité intellectuelle remarquable. Tous les sujets y ont été débattus avec passion : la torture, les prisons, la police, la corruption, notre retard, notre impuissance, notre incompetence, en bref tous nos problèmes. Les dictateurs arabes sont traînés dans la boue et ne peuvent que protester mollement en rappelant leur ambassadeur au Qatar¹³. Oui, nous avons encore des dictateurs, mais ce sont de pauvres hères qui ne conservent de leur splendeur passée qu'un vernis écaillé à

l'instar des aristocrates européens dans les derniers jours de l'Ancien régime. Dans les années 1970, eux parlaient et le peuple se taisait. Aujourd'hui, l'inverse s'est produit : le peuple parle et eux se taisent ou sont contraints de se replier sur leur télévision d'État, qui, d'ailleurs, n'est plus regardée. Nous avons donc des dictateurs devenus inaudibles, inexistants et devenus des chefs de polices effrayés. Ils sont vilipendés du matin au soir, les blagues les plus féroces courent sur eux ; ils font de moins en moins peur et de plus en plus pitié. Je ne parle pas ici de l'agitation frénétique sur Internet où 1 800 actions de désobéissance civile ont été organisées l'an dernier en Égypte.

L'ineptie occidentale est telle qu'elle continue à analyser la situation de sociétés complexes, qui ont déjà arraché le droit à l'auto-organisation et à la liberté d'expression et qui marchent à pas forcé sur la citadelle « alternance », avec les œillères du mépris des anciens colonisateurs. C'est avec ces représentations surannées qu'ils construisent des politiques et prétendent bâtir des stratégies pour le futur.

Mais alors de quoi parle-t-on ? Comment situer le débat sur le rapport des Arabes à la démocratie ? Est-ce une question totalement déplacée ?

Une fois oubliées les inepties des uns et des autres, l'approche pertinente tant sur le plan théorique que pratique est de mobiliser les idées et les actions pour :

- accélérer la fin programmée de la dictature en tant qu'héritage d'une société pauvre, arriérée et soumise, tout en continuant à en faire le bilan catastrophique ;

- empêcher le rajeunissement par un islamisme qui n'a rien compris aux mutations sociales, car cela nous ferait perdre du temps dans une marche qui, de toute façon, rend nos sociétés de plus en plus résistantes à ce genre de système ;

- réfléchir sur quelle démocratie nous devons construire le nouveau système politique arabe. Car les Arabes ont, eux aussi, leurs inepties sur la démocratie, entre ceux qui la rejettent, car ils l'assimilent à un produit culturel occidental et ceux qui ignorent toute la difficulté de sa mise en œuvre et la nécessité de l'adapter à notre propre échelle de valeurs.

La justice contre la liberté?

Justement à propos de ces valeurs et, sans revenir au culturalisme primaire que vous stigmatisez, comment concevez-vous le rapport à la liberté et à la justice dans ce combat au final contre la dictature ?

La justice est la première des valeurs arabes. Toute la quête des peuples arabes, depuis maintenant quinze siècles, est une quête de liberté mais, il est vrai, en seconde position par rapport à la justice¹⁴. Cela renvoie notamment au traumatisme historique de Médine et à la confiscation du pouvoir des descendants du Prophète par des dynasties qui se sont progressivement imposées et institutionnalisées¹⁵. C'est au nom de cette quête de justice que des régimes autoritaires et dictatoriaux ont pu s'installer et perdurer. Ces pouvoirs autocratiques ont cherché à se légitimer auprès des populations en prétendant rétablir la justice dans la société. L'une des explications de l'autoritarisme dans le monde arabe contemporain me semble précisément résider dans cette priorité absolue donnée à la justice au détriment de la liberté.

Dans les années 1960, nous étions dans une énième tentative d'organiser la justice par le socialisme sous toutes ses formes que l'on rangeait alors sous la catégorie du « développementalisme », c'est-à-dire cette croyance presque irrationnelle au développement. Sur un plan personnel, j'ai commencé à attacher de l'intérêt à la démocratie lorsque je suis parti faire mes études en France. Auparavant, je considérais la *question démocratique* comme périphérique, voire superficielle. Il faut bien reconnaître qu'au sein des sociétés arabes, nous acceptions assez largement cette situation. La grande catastrophe de l'histoire de la pensée politique arabe est d'avoir été de façon quasi ininterrompue en quête du *bon despote* (*al moustabad al Adel*). Ce n'est pas par hasard que notre despote à nous soit « juste » et non « éclairé » comme chez vous. Les Arabes étaient prêts à fermer les yeux sur le côté despote si le côté juste leur était garanti, mais l'expérience leur a déssillé les yeux. Ils savent maintenant qu'un despote ne peut être ni éclairé ni juste. Ce sont deux termes foncièrement antinomiques. Une fois le rêve des indépendances envolé, nous avons vu venir l'injustice, la corruption, la répression, etc., nous avons commencé à comprendre que la liberté était l'une des clefs du changement. L'idée est maintenant bien intériorisée que la liberté de la presse, la liberté syndicale, la liberté d'opinion, etc., sont autant de valeurs fondamentales et de pratiques qui nous permettent de lutter

contre la corruption et d'entreprendre une réforme en profondeur de nos sociétés. De ce point de vue, il s'est produit un changement radical dans les mentalités arabes : nous avons découvert que la liberté ne pouvait plus être négligée au profit de la seule justice et qu'elle était, au contraire, le meilleur moyen pour lutter contre les injustices qui gangrènent nos pays.

Quand vous affirmez que les Arabes ont pris conscience de la valeur « liberté », visez-vous des groupes sociaux particuliers ? Est-ce une prise de conscience générale dans les sociétés arabes ou une conscientisation limitée à quelques intellectuels et élites arabes ?

Les intellectuels ne sont souvent que des révélateurs et des cohortes d'avant-garde. Nous avons commencé à sentir et à réfléchir avant la « masse », mais aujourd'hui celle-ci est parfois plus en avance sur ses intellectuels. Au cours des années 1970, un énorme changement s'est opéré consécutivement aux premières défaites militaires et aux échecs économiques des régimes arabes qui, eux, nous avaient promis la justice. Nous avons commencé à remettre en cause nos rêves et certitudes et à nous poser des questions. Dans ces années 1970 a démarré en Tunisie une véritable tentative d'auto-organisation de la société civile en dehors et contre le parti unique, que certains appelaient ironiquement le *parti inique*. Je l'ai personnellement accompagné depuis le début : en 1979, j'ai rejoint la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH) ; en 1981, j'ai vu naître le premier parti démocratique en Tunisie qui était le Mouvement des démocrates socialistes (MDS).

À la même époque et parallèlement se sont constituées en Égypte, en Algérie, au Maroc, des associations de défense des droits de l'Homme réveillant l'appétit de nouvelles forces politiques aspirant à l'action publique légale. De plus, contrairement à une idée reçue, ces créations démocratiques étaient totalement indépendantes d'initiatives européennes ou nord-américaines. Elles n'avaient rien à voir avec ces « révolutions oranges » financées aujourd'hui à grands coups de dollars par l'USAID¹⁶. Au contraire, elles étaient le fruit d'une démarche autonome à la recherche d'une autre voie fondée sur la liberté, non pas comme la conçoivent les Occidentaux en tant que valeur suprême, mais une liberté au service de la justice.

Soit, la quasi-totalité des organisations de la « société civile » dans le monde arabe se réclament désormais de la liberté. À la limite, on pourrait

même dire qu'elles ne revendiquent que cela, négligeant la question des inégalités et des fractures sociales. N'existe-t-il pas un risque objectif d'une nouvelle forme de fétichisation de la liberté comme valeur absolue, au détriment de tout le reste ?

Dans nos grands médias tels qu'*Al Jazeera* ou *Al Hayat*, le message sans cesse martelé est que sans l'obtention de droits socio-économiques, la liberté n'a aucun sens, mais sans liberté nous ne verrons jamais ces fameux droits. Les gens commencent à comprendre la portée de notre discours sur les droits de l'Homme et de la démocratie. Dans le même temps, il faut reconnaître que ce discours démocratique arabe est concurrencé par le discours des islamistes qui, selon moi, cherche à remettre au centre du jeu politique la valeur de la justice au détriment de la liberté.

Toutefois, ne pensez-vous pas qu'il existe aussi un risque de « dérive » droits-de-l'homme, à savoir une revendication des libertés totalement déconnectée des aspirations du commun des mortels arabes ?

Oui, si les droits de l'Homme restent limités aux libertés et aux revendications politiques. Il ne faut pas oublier que, dans la Déclaration universelle, les droits de l'Homme recouvrent aussi bien les droits socio-économiques, que les droits politiques et les droits individuels. C'est une trilogie insécable. Dans plusieurs de mes articles et prises de positions publiques, à maintes reprises, j'ai mis en garde contre cette « dérive » des droits de l'Homme. Je l'explique notamment par le fait que les classes moyennes et supérieures du monde arabe qui avaient, en grande partie, assuré leurs arrières sur le plan socio-économique, cherchaient désormais à ouvrir leurs marges de liberté, afin de se hisser au niveau de leurs homologues occidentaux. À la limite, ces nouvelles classes moyennes arabes se désintéressent des droits socio-économiques, parce qu'elles ne sont pas directement touchées par la misère, la précarité, l'analphabétisme, etc. De mon point de vue – et c'est mon principal argument –, si l'on veut que les droits de l'Homme imprègnent en profondeur les sociétés arabes, ils doivent intégrer dans leur plate-forme le registre socio-économique et ne pas le laisser aux seuls islamistes.

La tentation identitaro-populiste

Mais les injustices socio-économiques de plus en plus criantes dans le monde arabe actuel ne vont-elles pas encore ajourner la question de la liberté au profit de mouvements – je pense notamment aux islamistes – qui vont promettre la justice sur terre et dans le ciel? Les « démocrates » ne seront-ils pas les grands perdants de la catastrophe économique actuelle, dépassés par les courants populistes et identitaires?

Nous ne cessons de dire aux populations : *« Cela fait quinze siècles que vous avez essayé la même chose et cela n'a jamais véritablement fonctionné! »* La justice sociale ne peut pas fonctionner sans la liberté. Ce discours commençait à être entendu. Ce n'est pas la puissance de la rhétorique islamiste radicale qui a « plombé » notre discours mais l'intervention américaine en Irak. La forme de « démocratie factice » que les nouveaux maîtres ont installée sous l'occupation a été pour nous une catastrophe. L'occupation américaine et ses conséquences sur les consciences arabes ont constitué un « grand bon en arrière ». La « démocratie » irakienne tribale, confessionnelle où la notion de citoyen a complètement disparu, est un formidable repoussoir. Nous ne devons surtout pas renoncer, même si ce discours est devenu quasiment inaudible dans les sociétés arabes, davantage tentées par les discours identitaires.

Comme vous le dites vous-même, ce discours sur la démocratie n'est-il pas condamné à un mur d'incompréhension, voire de rejet radical, chez les populations arabes? Ces dernières aspirent légitimement au rétablissement de la justice et sont plus sensibles aux thèmes défendus par les mouvements islamistes. La liberté n'est-elle pas devenue une valeur secondaire dans le monde arabe d'aujourd'hui? Les citoyens ordinaires du monde arabe n'ont-ils pas raison de se poser la question : pourquoi vivre libre si c'est pour vivre pauvre?

C'est précisément sur le terrain de la justice sociale que les islamistes mobilisent leurs troupes. Mais ils n'ont toujours pas compris qu'en l'absence de structures démocratiques, ils ne pourront rien faire progresser et même pire, ils contribueront à consolider l'autoritarisme. Le meilleur exemple est la corruption. La grande avancée des démocraties occidentales par rapport aux sociétés arabes, ce n'est pas d'avoir aboli la corruption – elle existe toujours en Europe et aux États-Unis – mais d'avoir mis

en place des structures pour la combattre : la presse, la justice indépendante et tous les contre-pouvoirs. Les démocraties ont produit des espèces de tondeuses à gazon qui permettent de couper les mauvaises herbes. Or, dans le monde arabe, nous n'avons toujours pas réussi à inventer de contre-pouvoirs efficaces. Les islamistes n'ont pas saisi ce phénomène. Ils persistent dans leur aveuglement. Ils répètent les mêmes erreurs historiques depuis quinze siècles. Prenons le cas du wahhabisme, devenu aujourd'hui l'idéologie officielle du royaume d'Arabie Saoudite : à sa naissance, au XVIII^e siècle, le wahhabisme était fondé sur la revendication de justice sociale et de pureté. Qu'est-ce que cela a donné un siècle et demi plus tard ? La famille régnante saoudienne est sans doute l'une des plus corrompues du monde arabe et le système politique l'un des plus répressifs de notre région. La revendication de justice sociale sans démocratie nous conduit inévitablement à l'impasse. C'est précisément ce que n'ont toujours pas compris les islamistes qui se réfugient derrière les thèmes sociaux et religieux en prétendant réformer la société. En réalité, ils ne réforment rien du tout.

En dépit du discrédit général des idéaux démocratiques dans le monde arabe, vous persistez à utiliser le label « démocrate », au risque de prêcher dans le désert.

Je ne suis pas d'accord sur l'idée qu'un discrédit général des idéaux démocratiques existe. S'il y a discrédit, celui-ci touche plutôt les Occidentaux et leurs doubles discours, fondés sur l'appropriation et la manipulation des mots comme en Tunisie, au Maroc ou en Égypte. Il se manifeste également une méfiance vis-à-vis des démocrates rentrant dans leur pays juchés sur les blindés, comme l'opposant irakien corrompu Ahmed Chalabi, « l'homme des Américains ». La critique de la *démocratie importée et imposée* me paraît saine au contraire. Cela prouve au moins que les gens comprennent ce qui se passe. Néanmoins, il faut rappeler sans cesse que nous sommes des sociétés en transition, tant sur le plan démographique que social et politique. Nous avançons sur le chemin de la démocratisation, poussés par la force des mutations technologiques, la contagion extérieure et le formidable appel du vide que constitue le rêve d'une *gouvernance démocratique* aux antipodes de la *gouvernance autoritaire* que nous subissons depuis des décennies. Dans de telles circonstances, je ne crois pas prêcher dans le désert mais, au contraire, exprimer une partie de l'espérance de la société.

NOTES

1. Parti créé par Bourguiba en 1934 à Ksar Hellal (région du Sahel). Le préfixe « néo » renvoie à la volonté de son créateur de se détacher de la branche historique du Destour (1920), animée, elle, par les « Vieux turbans ». À l'indépendance, le Néo-Destour deviendra le parti unique, monopolisant toutes les formes d'expression politique.
2. Amos Perlmutter, « Islam et démocratie ne sont tout simplement pas compatibles », *International Herald Tribune*, 21 janvier 1992.
3. Sur les poètes saaliks, cf. René R. Khawam, *La poésie arabe*, Paris, Éditions Phébus, 1995.
4. Antar (Antara), guerrier et poète, serait né au VI^e siècle des amours entre l'esclave noire Zebiba et l'émir arabe Cheddîd. Sa légende fut immortalisée au XII^e siècle, louant sa force au combat, chantant son amour pour la belle *Abla* et pleurant l'adversité d'être né métis et esclave : Hassan Massoudy, *Le poète du désert*, Paris, Éditions Alternatives, coll. « Pollen », 1989.
5. Omar Ibn Khattab : compagnon du prophète Mohammed, il succède au calife Abu Bakr en 634 et meurt assassiné en 644. Il est présenté par la tradition comme un calife épris de justice, discernant le bien et le mal : Mahmoud Hussein, Gaghar Elnadi et Adel Rifaat, *Al-sîra, Le prophète de l'islam raconté par ses compagnons*, vol. 1, Hachette littérature, coll. « Pluriel », 2006.
6. Tous les démocrates du monde arabe se souviennent de cette « triste » phrase prononcée par Jacques Chirac lors de sa visite officielle en Tunisie, en 2003 : « *Le premier des droits de l'Homme, c'est de manger, d'être soigné, de recevoir une éducation et d'avoir un habitat. De ce point de vue, il faut bien reconnaître que la Tunisie est en avance sur certains autres pays* ».
7. Philippe Seguin fait régulièrement l'éloge de la dictature de Ben Ali. Ainsi, le 31 mars 2003, déclarait-il sur *France Inter* : « *Je le [le modèle tunisien] défends, parce qu'au moins, il y a 99 % des gosses qui sont scolarisés. Parce que c'est un pays qui est sorti du sous-développement et qui est un pays émergent. C'est un pays qui, grâce à ses progrès économiques, son progrès social, va pouvoir construire progressivement une démocratie qui aura un sens. Pour qu'il y ait une démocratie, oui, il faut qu'il y ait des citoyens. Pour qu'il y ait des citoyens, il faut qu'il y ait des gens éduqués, des gens qui bouffent à leur faim, des gens qu'on n'égorge pas comme dans les pays à côté...* ».
8. En visite en Arabie Saoudite, Nicolas Sarkozy se lancera dans une bien curieuse apologie du fondamentalisme d'État wahhabite : « *Tout ce qui se passe ici, toute la politique de l'Arabie Saoudite, tout ce qu'exprime, tout ce que fait Sa Majesté le Roi Abdallah montre une volonté non de rejeter la modernité mais de l'approprier pour la transformer, et la mettre au service d'une certaine idée de l'Homme, d'un projet de civilisation* », Riad, le 14 janvier 2008.
9. Gilbert Achcar, « Le nouveau masque de la politique américaine au Moyen-Orient », *Le Monde diplomatique*, avril 2004.
10. Henry Laurens, *L'Orient arabe à l'heure américaine. De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, Paris, Armand Colin, 2004.
11. Alain Dieckhoff, « Démocratie et ethnicité en Israël », *Sociologie et sociétés*, n° 31, automne 1999 ; du même auteur : « La nation en Israël. Entre démocratie et ethnicité », *La pensée politique*, n° 3, 1995, p. 56-70.

DICTATEURS EN SURSIS

12. Nina Schönmeier et Elif Kayi, « Al Jazeera : chaîne résistante ou média populiste ? », www.marianne2.fr, 25 janvier 2009 (accédé en juillet 2009).
13. Le siège de la chaîne *Al Jazeera* sur laquelle sont invités de nombreux opposants du monde arabe se situant précisément à Doha, au Qatar. Le régime du général Ben Ali a menacé plusieurs fois de rompre ses relations diplomatiques avec le Qatar.
14. Abdel Magid Turki, « L'idée de justice dans la pensée politique musulmane : l'interprétation d'Ibn Hazm de Cordoue (456/1063) », *Studia islamica*, vol. 68, 1988, p. 5-26.
15. Mohamed-Chérif Ferjani, *Le politique et le religieux dans le champ islamique*, Paris, Fayard, 2005. Version arabe traduite par Mohamed Janjar, Casablanca, Éditions Prologues, 2008.
16. Agence des États-Unis pour le développement international.

Chapitre 7

Les Arabes, l'Europe et le Monde : le complexe du pompier pyromane

L'Union pour la Méditerranée : une bonne idée, une mauvaise méthode

Quel regard portez-vous sur des projets de « rapprochement » Nord/Sud tels que l'Union pour la Méditerranée (UPM) proposée par Nicolas Sarkozy¹ ?

La réalisation d'une telle union entre les pays de la Méditerranée constituerait un grand pas en avant. Elle représenterait une union inter-culturelle qui casserait toutes ces logiques identitaires et culturalistes de « guerre des cultures » ou de « clash des civilisations² ». Par ailleurs, cette union serait susceptible d'être un cadre politique pour la résolution de nombreux problèmes à commencer par la question de l'eau, la crise énergétique et le dossier épineux des migrations humaines. Dans le même temps, je reste très dubitatif quant aux réels desseins de ses principaux inspirateurs qui semblent esquiver volontairement la question de la démocratie dans le monde arabe³. Actuellement, l'UPM réunit donc des démocraties et des dictatures. Le registre politique étant totalement évacué, l'UPM apparaît davantage comme une volonté de l'Union européenne, et tout particulièrement de la France, de reconstituer une sorte de « pré-carré impérial » face à l'émergence de nouvelles puissances telles que la Chine ou l'Afrique et le redéploiement de l'hégémonie américaine dans le monde arabe. Une union méditerranéenne qui ferait fi des droits des peuples à la démocratie ne peut pas fonctionner, si ce n'est qu'à des fins stratégiques, cachant des nouveaux projets d'hégémonie européenne.

Mais dans ces conditions, les peuples ne suivront pas et n'accorderont aucun crédit à de tels projets unitaires qui laisseraient intact les dictatures qu'ils subissent quotidiennement.

Avez-vous le sentiment que les populations du monde arabe rejettent cette union ?

Oui, c'est ce que je perçois à travers la presse arabe et les prises de parole des téléspectateurs sur les chaînes satellitaires⁴. L'UPM, comme d'autres projets euro-arabes ou euro-maghrébins, sont perçus comme des nouvelles formes de colonialisme. Certes, c'est une vision caricaturale à laquelle je ne souscris pas. Mais elle est compréhensible, dans la mesure où nous n'avons même pas été capables de susciter la moindre dynamique unitaire à l'échelle maghrébine et arabe. L'Union du Maghreb Arabe, créée en 1989, est devenue une coquille vide. Des nationalistes aux islamistes, en passant par les démocrates de gauche, l'UPM est vécue comme une forme d'intrusion occidentale illégitime et comme un appui direct aux dictatures. Le sentiment populaire, comme celui de nombreux intellectuels, est que cette union est une manière de faire exécuter le sale boulot aux pays du sud de la Méditerranée, notamment la répression de l'émigration clandestine. Dans l'âme des peuples, la greffe d'une union méditerranéenne n'a pas pris. Je le déplore mais c'est la réalité.

La France et les Arabes : une politique schizophrène

Mettriez-vous également la France dans ce panier des « démocrates schizophrènes » ?

La France occupe aujourd'hui la première place de ce panier des « démocrates schizophrènes », pour reprendre votre expression. Elle est l'un des rares pays occidentaux à ignorer totalement les oppositions démocratiques, ne traitant exclusivement qu'avec les représentants des régimes autoritaires. La France est en train de perdre toute influence dans le monde arabe. La diplomatie française ne doit surtout pas oublier que ceux qui vont gouverner un jour sont ceux-là même qu'elle a ignorés pendant des dizaines d'années.

Vous soulignez la faillite de la diplomatie française dans le monde arabe. Mais quel pourrait être justement le rôle de la France pour accélérer ce passage à la démocratie ? Quelles sont vos propositions concrètes ?

La diplomatie française part d'un postulat : elle représente un État jacobin auprès d'un autre État, sa nature important peu. D'où les excellentes relations entretenues par les gouvernements français successifs avec nos dictatures honnies et leur refus de dialoguer avec les démocrates, réduits à de simples « cas humanitaires ». Ne parlons même pas des islamistes, pour lesquels des œillères idéologiques empêchent la moindre approche politique rationnelle. Rached Ghannouchi, le leader du parti Ennahda qui a obtenu le refuge politique en Grande-Bretagne, est toujours interdit en France, alors que son dossier est vide. Une seule exception, toutefois : du temps des gouvernements socialistes, j'ai vu des hommes politiques importants comme Jean-Pierre Chevènement et Laurent Fabius rendre visite à la Ligue tunisienne des droits de l'Homme lors de leurs déplacements en Tunisie. En 1989, quand le président Mitterrand est venu en visite officielle, il m'a reçu longuement et ostensiblement à la résidence de l'ambassadeur de France en ma qualité de président de la LTDH. Les Américains, dont j'ai pu observer le fonctionnement, se considèrent comme les représentants d'une nation auprès d'une autre nation ; État et société civile sont alors mis sur un même pied d'égalité. L'absence d'œillères idéologiques et leur pragmatisme bien connu font qu'ils s'entretiennent avec toutes les forces représentatives, y compris les islamistes⁵. À long terme, je crois que cette approche va finir par payer car les Américains, sans négliger leurs intérêts immédiats, savent investir dans les forces sociales, dont certaines seront appelées à représenter l'alternative politique. Le francophone et francophile que je suis en a bien peur : les Américains, surtout avec la fin de l'ère Bush, vont « rafler » le Maghreb. L'anglais finira par supplanter le français. Déjà le Maroc, dont l'Europe n'a pas voulu comme membre associé, statut pourtant accordé à Israël en décembre 2008, a signé des accords de partenariat privilégié avec les USA. Au Moyen-Orient, la rupture opérée par le président Nicolas Sarkozy avec la politique arabe d'inspiration gaulloise et son approche pro-israélienne vont faire perdre toute la sympathie dont jouissait la France depuis plus de cinquante ans. Dans ces conditions, je vois mal quel pourrait être le rôle de la France dans la promotion de la paix et de la démocratie dans la

région. Honnêtement, tant par sa rigidité, son absence de générosité, que par ses œillères idéologiques, la diplomatie française est aujourd'hui un frein au rayonnement de la France. L'agitation des acteurs ne peut en masquer le vide affligeant.

Au-delà des bonnes intentions, quelles sont vos propositions concrètes ?

Des propositions concrètes ? Allons-y, rêvons sans se faire trop d'illusions. Il faut opérer un changement des mentalités : les *ambassadeurs de France* étant les *ambassadeurs de la France* et non du gouvernement français, l'ouverture et le dialogue permanent sur place avec les représentants des sociétés civiles arabes, y compris les islamistes modérés susceptibles d'accéder au pouvoir dans les années à venir, sont nécessaires ; l'interdiction incompréhensible de la venue en France de certains leaders de l'opposition doit être levée ; cautionner la corruption et les élections bidons doit être refusé ; enfin, une forte implication de l'Union européenne et de la France dans le processus de création d'un État palestinien indépendant et viable, avec Jérusalem-Est pour capitale, s'impose. Oui, on peut toujours rêver !

Un vieux proverbe yiddish⁶ remontant au siècle dernier disait : « Heureux comme Dieu en France ». Pensez-vous que la France joue toujours son rôle d'accueil des exilés politiques du monde entier ? Par rapport à votre expérience d'opposant « exilé » en France, avez-vous observé des changements, des évolutions dans le sens d'une ouverture ou d'une fermeture ?

Je ne veux pas prendre le risque de parler dans l'absolu car je ne suis ni un sociologue ni un historien de l'immigration. Je peux simplement avancer mon expérience personnelle, puisque je me suis retrouvé dans la situation d'un réfugié quand le dictateur m'a rendu mon passeport et laissé partir en France en 2001, après sept années de quasi-assignation à domicile. La France, j'y ai vécu de 1964 à 1979, j'y ai fait mes études de médecine, exercé en tant qu'interne et assistant des hôpitaux de Strasbourg. Mes deux filles, Myriam et Nadia, y sont nées. La France, c'est un peu mon second pays. C'est donc une surprise de m'y retrouver vingt ans après dans un drôle de statut. J'ai pu alors mesurer toute l'ambiguïté de l'accueil des étrangers. D'un côté, la chaleur humaine, l'hospitalité, la générosité et la disponibilité de mes amis et collègues français qui se

sont démenés pendant des années pour me faire venir à Paris et m'ouvrir un poste d'enseignant à la faculté de médecine de Bobigny. De l'autre, le calvaire vécu dans les dédales d'une bureaucratie hostile et méprisante et visiblement excédée par le flot intarissable de la misère du monde. Lorsque je suis arrivé à Paris, les « Services » ont demandé à me rencontrer et j'ai accepté une première fois pensant qu'ils voulaient parler de ma propre sécurité, puisque j'avais les malfrats du régime tunisien jusqu'au pied de mon immeuble parisien, signifiant par là qu'ils étaient toujours derrière moi. Ces « Services » m'ont un peu aidé en m'orientant vers le bureau des « privilégiés » mais, quand j'ai compris que je devais les rencontrer régulièrement pour « parler », j'ai dit : « *Niet!* » Je suis un homme politique et je ne parle qu'à des hommes politiques, alors ils m'ont signifié que je devais me débrouiller tout seul pour renouveler mon titre de séjour, qu'ils m'avaient accordé provisoirement. Ce refus de collaborer avec les « Services » a été une sacrée expérience que je ne regrette pas du tout. J'ai fait des queues de plusieurs heures sous la pluie et la neige, effectué le parcours du combattant dans des bureaux suintant l'hostilité et le mépris. J'ai dû faire face au cauchemar des papiers innombrables, dont un certificat médical délivré par l'Office des migrations à la porte de Bagnole. Cette expérience m'a le plus marqué. Une nouvelle fois, j'ai dû faire la queue mais avec ses échantillons d'urine et le passage de box en box. Arrivé à celui de l'examen radiographique, une petite infirmière m'a dit en me montrant l'appareil : « *C-E-C-I s'appelle R-A-D-I-O C'est pour prendre D-E-S P-H-O-T-O-S des P-O-U-M-O-N-S, Ç-A N-E F-A-I-T P-A-S M-A-L, R-E-S-P-I-R-E-Z T-R-ÈS L-E-N-T-E-M-E-N-T!* ».

Fallait-il en rire ou en pleurer ? En arrivant enfin chez le médecin, je me disais qu'il allait examiner ma dentition comme pour les chevaux. Miracle, le nom lui disait quelque chose : « *Vous ne seriez pas par hasard l'auteur du tableau sur les trois champs de la santé?* » Je retrouvais de nouveau cette humanité qui m'avait été enlevée tout le long du circuit. Je crois que cette expérience est de près celle que font tous les étrangers demandeurs d'asile, pour le meilleur et pour le pire. En quoi cela serait-il étonnant ? C'est tout simplement la vie.

La démocratie : point aveugle du nouvel ordre euro-arabe

« *L'esprit de Barcelone* » est mort. Comment le relancer aujourd'hui ?

À-t-il un jour existé cet « esprit de Barcelone » ? En fait de quoi s'agissait-il ? L'article 2 de la *Déclaration de Barcelone* consistait à faire miroiter à des dictateurs corrompus et irréformables les bienfaits de la démocratie, afin d'établir de meilleures relations avec les pays donateurs de subventions et pas seulement des leçons théoriques. Mais sans le moindre mécanisme de contrainte et de coercition, c'était un simple exercice de style auquel personne ne croyait. Tout cela avait lieu en 1995, c'est-à-dire bien avant le « tournant » du 11 septembre. Les dictateurs de la rive Sud savent très bien que les démocraties du Nord ne sont ni contraignantes ni en mesure de leur imposer des réformes, car ils connaissent bien leurs deux priorités : stopper les flux migratoires et combattre le danger de l'extrémisme islamiste. Or, quels meilleurs alliés que ces régimes en place ? Le fait que ces « faux amis » sont ceux-là même dont les politiques aberrantes créent les conditions de la flambée de violence islamiste et des vagues déferlantes de l'émigration du désespoir, ne leur échappe pourtant pas. Mais l'alternative qui serait de promouvoir la démocratie et le développement, donc de rompre avec les régimes qui ne veulent ou ne peuvent assumer des réformes, ne donnera des résultats concrets qu'à long terme. Le grand effet pervers du système démocratique occidental, à savoir l'alternance régulière des équipes gouvernantes, fait qu'à la barre il n'y a que des hommes et des femmes politiques pour qui l'horizon de toute action est celui de la prochaine échéance électorale. D'où cette complicité objective et contre-nature de la démocratie et de la dictature qui est le propre de la situation politique en Méditerranée. Comment sortir de ce cercle vicieux ? Au Nord, il faut des *visionnaires* et non des *gestionnaires* et, au Sud, des *démocrates plus incisifs*. Dans tous les cas de figure, il ne faut trop parier sur les gouvernements, mais sur les sociétés civiles qui, elles seules, peuvent s'inscrire dans le long terme.

Israël et les Arabes : une haine créatrice

Vous affirmiez précédemment que la non-résolution du « problème israélo-palestinien » restait un obstacle à toute dynamique unitaire à l'échelle de la Méditerranée. Quelle est votre position par rapport à ce « problème », notamment depuis les bombardements de Gaza de janvier 2009 ? Êtes-vous favorable à une reconnaissance de l'État d'Israël ?

L'UPM proposée par Nicolas Sarkozy est une bonne idée, mais qui n'est réalisable qu'à deux conditions. La première est le passage de toute la rive sud de la Méditerranée à la démocratie. Il faut quand même se rappeler que l'Europe occidentale n'a pu faire son union politique et économique que parce que celle-ci était composée de régimes démocratiques. On aurait du mal à imaginer une « union européenne des dictatures ». C'est une loi de l'histoire : on ne bâtit des unions qu'entre régimes de même « nature » et de préférence démocratiques. D'où le dilemme et les contradictions du projet méditerranéen de Nicolas Sarkozy. Il ne peut prétendre bâtir son UPM en faisant l'impasse sur la nature des régimes de la rive sud. Il ne peut feindre de croire que ces régimes autoritaires sans légitimité puissent engager durablement des peuples qui les honnissent.

L'autre condition est bien entendu le règlement des contentieux anciens et lourds comme celui qui oppose l'Espagne au Maroc, la question du Sahara occidental, etc., et évidemment le conflit israélo-arabe. L'Europe ne peut prétendre donner un « statut spécial » à Israël⁷, comme celui que lui a accordé Nicolas Sarkozy lors de sa présidence de l'UE, en décembre 2008, à l'acmé de sa politique agressive et à la veille de sa guerre criminelle contre Gaza, tout en cherchant à unir agresseurs et agressés⁸. C'est totalement incohérent et profondément mal vécu par les peuples arabes.

Il est clair que l'UPM risque d'être un « machin » de plus dans le paysage euro-méditerranéen, s'il ne s'exprime pas, de part et d'autre, une réelle volonté de paix juste au Moyen-Orient. Quant à ma position personnelle par rapport à la reconnaissance de l'État d'Israël, je l'ai publiquement exprimée dans un article paru le 13 février 2009 dans le journal arabe *Al Hayat*. Je la rappelle en substance. L'absence de vision à long terme de régimes arabes discrédités et à l'agonie nous entraîne dans une stratégie de l'impuissance permettant au projet israélien de continuer sa déstructuration de la région. En effet, le rêve des nationalistes radicaux

au pouvoir à Tel-Aviv est de dominer *ad vitam aeternam* des bantoustans palestiniens sans continuité territoriale, d'entraîner des guerres fratricides au Liban, de voir l'Irak voler en éclats et pourquoi pas la Syrie demain, avec le maintien de l'Égypte hors jeu, après avoir réglé le problème iranien dans une guerre préventive éclair comme savent la planifier les stratèges militaires israéliens. Si les Arabes sortent un jour des marécages de l'impuissance, ils n'auront le choix qu'entre deux options : l'éradication ou la coexistence.

La première stratégie part du principe que nous avons vaincu les Croisés, les Mongols et renvoyé chez eux les colonisateurs européens. En s'inscrivant dans le long terme, les tenants de cette vision apocalyptique croient pouvoir détruire Israël. Mais il faut avoir dès maintenant une idée précise de ce que cela va coûter, à savoir la mise en place de dictatures nationalistes et/ou islamistes, l'abandon de tout rêve démocratique et de développement, un conflit permanent avec l'Occident, des guerres sans fin avec l'État hébreu et pour terminer une guerre nucléaire qui détruirait « l'État honni » mais, par là même, toutes nos grandes villes et emporteraient des dizaines de millions de vies humaines. Un tel scénario n'est acceptable que par des irresponsables ou par des fous.

Que reste t-il ? L'autre alternative se conçoit, elle aussi, sur le long terme. La solution stratégique que j'appelle de mes vœux est de continuer à soutenir politiquement et financièrement les Palestiniens dans leur lutte pour un véritable État, dont la capitale serait Jérusalem-Est, en la couplant avec la question de la démocratie pour l'ensemble du monde arabe. La résolution du problème israélo-palestinien passe nécessairement par l'avènement de la démocratie dans le monde arabe. En effet, seule l'instauration de la démocratie dans chaque pays permettrait la construction d'une union arabe sur le modèle de l'Union européenne. Un tel ensemble géopolitique changerait inévitablement la donne non seulement face à Israël, mais aussi face à l'Iran et face à ce nouvel acteur qu'est la Turquie, sans parler d'un repositionnement en situation d'égalité par rapport à l'Europe dans la perspective de la constitution d'une « vraie » Union méditerranéenne. L'option du nucléaire militaire comme cela semble se dessiner en Iran ne m'apparaît pas non plus comme une bonne solution, dans la mesure où elle va servir d'alibi aux Américains et aux Israéliens pour freiner toutes les évolutions positives vers la démocratie dans le monde arabo-musulman. De plus, le nucléaire n'est qu'un pis-aller qui n'a pas empêché un grand empire, comme l'Union soviétique, de s'effondrer.

Et Israël dans tout ça ?

Nous devons absolument clarifier nos positionnements politiques, idéologiques et culturels. Les Arabes ont intérêt à distinguer les Juifs, les Israéliens et les sionistes, trois entités qu'ils confondent allègrement. Dans un livre que je recommande vivement à tous les Arabes, *Comment le peuple Juif fut inventé*⁹, l'historien Shlomo Sand montre bien que les Israéliens ne sont pas tous des sionistes fanatiques, paranoïaques et hallucinés par des mythes qu'ils auraient fabriqués de toutes pièces. J'ai bien aimé la typologie qu'il fait des habitants de son pays, où il ne voit plus des Juifs et des Arabes appelés à se battre jusqu'à la fin des temps mais des *Judéo-israéliens* et des *Palestino-israéliens* appelés à vivre en paix, s'ils ne veulent pas basculer dans l'horreur. Il ne faut pas oublier que ces Arabes et/ou ces *Palestino-israéliens* représenteront près du tiers de la population de l'État hébreu dans un avenir proche. Les reléguer indéfiniment dans une situation de citoyens de seconde zone ou bien les « transférer », c'est-à-dire les expulser vers la Cisjordanie comme le prône le politicien raciste et nationaliste, Avigdor Lieberman¹⁰, constituent de pures chimères. En fin de compte, on peut raisonnablement tabler sur une lente transformation de la société et de l'État en Israël, qui verrait un déclin progressif de l'idéologie sioniste, son remplacement par une autre vision moins psychotique de la réalité, l'émergence d'une nouvelle pensée politique juive et israélienne et une plus grande participation arabe dans la gestion du pays. Cela me fait espérer qu'un jour cet État débarrassé de l'*Apartheid* pourrait se réconcilier avec lui-même et avec son environnement, selon la méthode de transition « à la sud-africaine » et pourquoi pas devenir un État associé à la future Union arabe. Chimères aussi ? Peut-être. Mais qui aurait osé parier, au début du siècle dernier, sur le modèle de relations franco-allemandes qui semble aujourd'hui si naturel ? L'homme est ainsi fait qu'il faut toujours craindre le pire mais ne jamais désespérer du meilleur.

L'arrivée à la Maison blanche d'une nouvelle administration américaine va-t-elle, selon vous, changer la donne ? Croyez-vous en un « effet Obama » ?

On peut espérer que l'administration Obama ne revienne plus aux inepties de l'ère Bush. La terre n'est ni stérile comme le pense un Védrine ni en jachère comme le souhaitait Bush. C'est à nous de la semer et de la travailler. La démocratie ne s'exporte pas et ne s'impose pas. En politique, nos bourreaux de dictateurs ont des alliés, pourquoi

n'aurions-nous pas les nôtres ? Là où les démocrates occidentaux peuvent nous aider, c'est en cessant d'appuyer des régimes honnis et moribonds. On peut se poser la question du « comment ». Il est possible d'envoyer des signaux forts que les dictateurs ne pourront plus esquiver. Par exemple, ne plus les recevoir, ne plus leur rendre visite, ne plus accepter leurs simulacres d'élections..., leur offrir discrètement une porte de sortie, comme leur assurer une sorte d'impunité négociée avec les vraies oppositions pour qu'ils transfèrent le pouvoir à des hommes et des femmes du système capables de se réconcilier avec la société civile et organiser avec elles des périodes de transition débouchant sur de vraies élections et le passage en douceur vers la démocratie. C'est cela que nous attendons de la « nouvelle politique » américaine.

Le discours de Barack Obama au Caire, le 4 juin 2009, n'est-il pas annonciateur d'un tournant radical dans la politique américaine au Proche et Moyen-Orient et d'un soutien plus net des USA aux démocrates arabes ?

J'ai lu sur Internet ce fameux discours du Caire en traduction arabe. Je me suis amusé à quantifier la partie consacrée à la démocratisation : 7 %. C'est dire l'importance du sujet pour le nouveau Président américain. Dans cette fraction insignifiante – beaucoup de phrases creuses sur son attachement dans l'absolu aux valeurs démocratiques –, c'est la moindre des choses – mais aucune condamnation ferme des dictatures arabes, ou d'appel à leurs fins. En revanche, tous nos tyrans ont dû souffler en entendant le président américain adopter la règle qui leur est si chère : aucun pays n'a le droit d'imposer aux autres pays un régime donné. C'est que je retiens du discours du Caire. Au moins, ce discours aura levé toute confusion. On se souvient du tort que nous a causé Bush en prétendant nous démocratiser par la force s'il le faut. Ses rodomontades ont fait peser la suspicion sur tous les démocrates arabes sans faire avancer la cause d'un pas. Le discours coupe court aux espoirs de ceux qui attendent un coup de pouce de l'Occident à notre « seconde indépendance ». Les États occidentaux, face à la contradiction entre leurs idéaux et leurs intérêts, sacrifieront toujours les premiers aux derniers. Les Arabes ne doivent pas compter sur l'Occident des gouvernements, mais simplement sur eux-mêmes et sur les sociétés civiles du monde, pour implanter cette soi-disant spécificité culturelle occidentale : la démocratie.

Une Cour pénale internationale (CPI) pour le Darfour et pour « nos » dictatures

Les sanctions internationales contre le dictateur soudanais Omar Al Bachir ne constituent-elles pas justement un signe « positif » de la prise de conscience des États occidentaux d'en finir avec les dictateurs? Est-ce simplement un écran de fumée (la mise en avant du Darfour pour faire oublier Gaza) ou, au contraire, une réelle évolution dans le traitement par le Nord des dictatures du monde arabe?

Attention à ce genre de formulations. Elle pourrait laisser supposer que la Cour pénale internationale (CPI) est un simple instrument dans les mains des puissances occidentales et que son mandat d'arrêt est une manœuvre occidentale contre un dictateur arabe qui n'est pas sous contrôle. C'est précisément la thèse colportée dans le monde arabe qui a fait bloc derrière le dictateur soudanais. Rien d'étonnant à voir le sommet de Doha d'avril 2009 condamner la démarche de la CPI, puisque tous les chefs d'États arabes se sont sentis menacés par ce grave précédent. Mais quelle désolation de voir toutes les oppositions, sans parler de la rue, les rejoindre dans la même attitude. J'ai été l'un des rares hommes politiques à me féliciter de l'attitude de la CPI, non en tant que signe de changement des politiques occidentales, mais en tant que signe de changement des temps. On m'a beaucoup opposé le fait que la CPI est manipulée par les occidentaux qui ne s'attaquent qu'aux dictateurs qui ne les servent pas, qu'elle aurait mieux fait de s'attaquer aux criminels de guerre israéliens, qu'elle obéit elle aussi au double standard etc. Tous ces arguments ne sont pas faux, mais doivent être inscrits dans une dynamique historique. Certes, la CPI est loin d'être l'instrument indépendant voulu par les ONG à la conférence de Rome. Mais son existence constitue un pas en avant pour une justice internationale susceptible de mettre un peu de prudence dans la tête d'hommes primaires ou malades qui s'imaginent que le pouvoir les absout de toutes les règles morales et que les crimes d'État ne sont pas des crimes. Tout le long de cette « Affaire Béchir », j'ai été attaqué très durement et désavoué par certains de mes camarades. Il faut être logique et surtout lucide. Nous ne pouvons pas, d'un côté, solliciter la CPI dans l'affaire des crimes israéliens à Gaza et, de l'autre, lui dénier tout droit d'intervenir dans les crimes de la dictature soudanaise au Darfour. La rue arabe, comme les diverses

oppositions n'ont pas encore admis que leur ennemi héréditaire n'est pas l'Occident mais leur système politique et que la CPI est aujourd'hui une arme de plus pour abattre un système qui a fait d'eux la dernière des grandes nations de ce monde.

L'Iran et les Arabes : une passion agitée

Et sur la question iranienne ? Comment concevez-vous les relations entre le monde arabe et ce grand pays musulman qu'est l'Iran ? Est-il pour vous un modèle ? Craignez-vous, au contraire, une forme d'impérialisme perse ou chiite sur le monde arabo-musulman ? Quelles leçons tirez-vous de trente ans de « République islamique » ?

Les dirigeants iraniens manœuvrent de façon remarquable. Ils ne rompent jamais les négociations avec l'Occident répondant aux propositions par d'autres propositions et gagnant du temps précieux pendant lequel ils développent leur programme spatial et nucléaire. Ils multiplient les points de fixation et les chausse-trappes devant leurs adversaires israéliens et américains en Irak, au Liban et en Palestine. Ils exercent une discrète et permanente pression sur les principautés du Golfe, comme la dernière « gaffe » calculée en mars 2009 par l'un des proches du ministre de l'Intérieur sur les « droits historiques » de l'Iran sur Bahreïn, ne faisant que raviver les inquiétudes de pays fragiles, et ne rappelant que trop bien comment le Shah d'Iran s'était emparé de trois îles appartenant aux futurs Émirats Arabes en 1971. De plus, les Iraniens tentent d'occuper une partie de l'espace audiovisuel arabe à travers leur chaîne satellitaire basée à Beyrouth *Al Alem*, le combat pour conquérir l'opinion arabe étant aussi leur priorité stratégique. La position iranienne face à la guerre criminelle contre Gaza, en comparaison à celle très frileuse des régimes arabes, n'a fait que renforcer la sympathie des uns et l'inquiétude des autres. En face, c'est le vide sidéral arabe. Face aux Iraniens, les Arabes font figure d'amateurs et de débutants. Et pour cause, il n'y a plus de politique des régimes arabes que celle de la survie, à l'intérieur par la répression, à l'extérieur par la recherche de la protection américaine. On n'est donc pas prêt de voir émerger une position commune arabe face à l'Iran. De toutes les façons, pour comprendre les relations entre ces deux nations, faites d'attraction/répul-

sion, amour/haine, rivalité/coopération, il faut avoir à l'esprit un passé toujours vivace dans les cœurs et les esprits de part et d'autre d'un Golfe persique, dont on se dispute même le nom. Jamais deux nations aussi dissemblables n'ont collaboré avec autant de mauvaise grâce mais aussi d'efficacité pour construire une civilisation commune. En effet, la civilisation musulmane s'est construite avec la langue arabe et la pensée perse. Les frontières entre les deux cultures sont si ténues que toutes les deux réclament Avicenne, Al Khawarizmi (783-850) – l'inventeur de l'algèbre – comme étant leurs enfants légitimes. Pour les Iraniens, les Arabes sont à la fois les conquérants barbares qui ont détruit au VII^e siècle leur puissant empire perse et le peuple qui leur a donné l'islam. Ce dernier marqueur est fondamental avec la langue, de leur identité actuelle. Cette volonté perse d'indépendance et d'influence au nom d'une grandeur passée a existé très tôt, déjà au sein de l'empire omeyyade (661-750) et a atteint son paroxysme sous l'Empire abbasside (750-1258). À l'époque, un puissant mouvement de fierté nationale perse donna de grands poètes, écrivains, se positionnant comme les égaux sinon les supérieurs des maîtres de l'empire. Les Arabes du Golfe à l'Atlantique continuent à réciter les poèmes d'Abu Nawas (745-815) ou de Mihyar Ibn Marzuya al-Dailami écrits à l'époque de l'effervescence du nationalisme perse. Au fur et à mesure que les Arabes perdaient le contrôle de leur empire au profit des Perses puis des Turcs, ils ont moins ri des quolibets de « leurs » poètes d'origine perse et n'ont pas tardé à craindre et à rejeter à leur tour leurs anciens vassaux.

C'est donc ces relations passionnelles, mêlant à la fois hostilité et fascination, qui gouvernent encore aujourd'hui nos relations avec nos voisins de l'Est. Aujourd'hui, les Iraniens sont toujours dominés par cet esprit de « revanche historique » à la fois contre l'Occident mais aussi contre les Arabes, à qui ils veulent ravir la place de « première nation » de l'islam. Pour cette raison, ils veulent apparaître comme plus proches de la cause palestinienne que les Arabes eux-mêmes. Paradoxalement, ce nouveau défi iranien peut les pousser à la longue à organiser un front commun au-delà de la coopération fragile des pays du Golfe. Seule l'Union arabe, que j'appelle de mes vœux, serait de nature à freiner l'interventionnisme iranien, à dialoguer d'égal à égal avec une nation qui est notre partenaire depuis quinze siècles, à construire avec elle un espace de coopération et au final à sécuriser ce qu'il est convenu d'appeler les « marches orientales » de l'espace arabe.

Certes, l'Iran est une république mais régime républicain ne rime pas forcément avec démocratie et encore moins avec pluralisme. Qu'évoquent pour vous les élections iraniennes de juin 2009 qui ont été suivies, comme vous le savez, par une puissante vague de contestation du scrutin ?

Quand un dictateur utilise pour couverture les mécanismes de la démocratie comme les élections, il joue sans le savoir à l'apprenti sorcier et ce par un double mécanisme. Premièrement, en cautionnant cette forme de légitimation de son pouvoir, il admet et diffuse à son insu, la supériorité de la démocratie sur la dictature. Deuxièmement, en mettant en place toutes les techniques de falsification du « rituel » qui ne peuvent être que grossières et insultantes pour le peuple, il arme le fusil de la contestation. Le passage du simulacre aux vraies élections s'amorce au moment même où l'on met en place les mécanismes de la supercherie.

Le temps de latence pour rejeter la parodie est plus ou moins long selon les peuples et les régimes, mais cette dernière est de plus en plus difficile à tenir et doit avoir une fin. Bien sûr les Arabes ont suivi de très près le soulèvement du grand peuple iranien et croyez moi que son exemple les travaille en silence et en profondeur.

Chavez et Morales : des modèles pour le monde arabe ?

Percevez-vous l'élection de présidents tels qu'Hugo Chavez au Venezuela ou Evo Morales en Bolivie comme des signes d'espérance pour les peuples arabes ? Peuvent-ils inspirer les luttes des démocrates arabes contre les régimes dictatoriaux ?

Après leur prise de position dans la guerre criminelle contre Gaza, Chavez et Morales sont devenus les héros de la « rue arabe ». À Tunis, par exemple, des manifestants ont scandé ironiquement « *Chavez notre candidat pour 2009 !* » – faisant référence aux élections présidentielles qui verront Ben Ali solliciter un cinquième mandat pour mieux masquer le retour à la présidence à vie. Ces deux leaders latino-américains évoquent aux militants de ma génération mais aussi, dans une moindre mesure, aux nouvelles générations, l'épopée des grands leaders nationalistes arabes tels que Nasser. Il y a comme un parfum de nostalgie.

Le problème majeur repose sur le fait que ces deux figures actuelles – Morales et Chavez – incarnent aussi ce désir ambivalent du libérateur :

un rêve d'immatunité et de recherche du père protecteur, duquel il faut absolument sortir nos peuples somnambules, car il ne traduit que l'infantilisme et la dépendance. Aujourd'hui, en tant que démocrates arabes, nous devons expliquer aux peuples que l'ère des leaders charismatiques et des sauveurs est révolue et que ce suivisme ne mène nulle part. Ce dont nous avons besoin, ce sont de lois et d'institutions pérennes et non d'un *remake* de tant d'échecs cuisants.

Un conte persan, un rêve arabe

Rêvons un peu. Quel serait, selon vous, le « modèle idéal » des relations euro-arabes et, au-delà, des relations du monde arabe avec les autres parties du monde ?

Je me souviens, qu'un jour, j'ai fait remarquer à l'un de mes interlocuteurs arabes embarqué dans une diatribe anti-occidentale que nous étions aussi des Occidentaux¹¹. Il a écarquillé les yeux et semblait perplexe. Je lui ai démontré que la frontière culturelle entre l'Occident et l'Orient passe à l'Est de l'Iran, et qu'à l'Ouest de cette ligne nous étions tous les enfants d'une « méga-culture », d'une « culture monde », nourrie de sources communes : l'Égypte, la Mésopotamie, la Grèce antique, la pensée judéo-chrétienne et l'islam....que dans ce sens et par rapport aux cultures de l'Asie, les Européens ne sont que des « Nord-Occidentaux » et nous des « Sud-Occidentaux ». Le monde arabe est à l'intersection de trois espaces culturels et géopolitiques, le méditerranéen au Nord, l'africain au Sud, le sud-asiatique à l'Est. En fait, il est un bras d'océan d'un quatrième espace qu'il tarde à reconnaître – dans le sens géographique du terme – et à investir dans le sens politique, c'est l'espace sud-américain. Il n'y a aucun contentieux de fond avec ces quatre espaces, au contraire. De ces quatre espaces, celui du Nord est sans aucun doute le plus vital pour notre développement et notre sécurité. Les liens tissés par l'histoire sont si complexes et les relations humaines de part et d'autre de la mer commune sont si denses, que je ne vois que des avantages à ce nouveau modèle relationnel, y compris au sein d'une Union méditerranéenne, à condition qu'elle ne soit pas une coquille vide ou un syndicat d'États peu regardant sur les questions des valeurs communes (la démocratie, les libertés, les droits de l'Homme...), mais une *maison commune* pour des peuples à la fois si lointains et si proches, comme le sont tous les hommes.

Vous défendez finalement une vision humaniste de l'identité politique arabe ?

Il y a quelques années, j'ai eu une altercation dans le métro avec un homme énervé qui n'a trouvé de meilleurs arguments à ma protestation concernant les aises qu'il prenait avec les voyageurs, que de me jeter à la face : « *Monsieur, ici vous êtes dans mon pays !* » J'ai rétorqué : « *Monsieur, vous êtes ici sur ma planète !* »

Les circonstances de la vie ont fait que j'ai développé mon sentiment identitaire à la manière de cercles concentriques ou d'étages d'une maison. Je suis à la fois un bédouin du sud profond de la Tunisie, je suis un Tunisien « pur jus », un Arabe appartenant à une nation unie par la culture et déchirée par la politique, qui tourne en rond et qui souffre. Mais par-dessus tout, je me sens citoyen de ce vaste monde et donc responsable vis-à-vis de lui comme je me sens responsable envers ma région, mon pays ou ma nation. De ce point de vue, le problème de la démocratie, en tant que mode de gouvernement apportant aussi bien la paix interne qu'entre les peuples, dépasse pour moi le cadre arabe.

Les Occidentaux sont en total décalage par rapport aux réels besoins du monde arabe. Regardez, les Américains dépensent des sommes colossales pour ce qu'ils appellent la « guerre contre le terrorisme ». Or, ces fameux « terroristes islamistes » ne représentent, tout au plus, que quelques milliers d'individus dans le monde entier.

Les premiers dictateurs du monde arabe – les Nasser, Bourguiba, Boumediene, etc., apportaient au moins une certaine forme de justice sociale à travers des politiques de redistribution fondées sur le *credo* du développement. Aujourd'hui, les dictateurs de seconde génération – les Ben Ali, Moubarak, Al Assad – n'apportent ni la justice, ni la liberté. Pour cette raison, ils sont morts dans les cœurs et les esprits. Les Occidentaux doivent prendre conscience qu'en soutenant ces régimes dictatoriaux, ils travaillent avec des cadavres. L'Union soviétique ne s'est pas effondrée en 1990, mais bien dans les années 1960 et c'est sur des ruines qu'on veut travailler. C'est absurde.

Les Occidentaux se comportent comme des pompiers pyromanes. En continuant à soutenir les régimes autoritaires, les Européens et les Américains ne font que contribuer à l'aggravation des problèmes comme l'émigration clandestine et le terrorisme. Par leur soutien aux dictateurs arabes, ils sont en train de léguer une bombe à retardement à leurs enfants. C'est le paradoxe de la politique occidentale actuelle qui

prétend sécuriser le monde arabe et se protéger contre le terrorisme et l'immigration, alors qu'elle favorise tout le contraire, en esquivant délibérément la *question démocratique*. Cette politique aberrante explique l'anti-occidentalisme croissant dans le monde arabe. L'image des Arabes en Occident est mauvaise mais Guantanamo, Abou Ghraïb, le parti pris pro-israélien et pro-dictature..., ont rendu l'image de l'Occident exécration dans tout le monde arabe.

Je passe mon temps à expliquer à nos concitoyens, chaque fois que je suis appelé sur un plateau de télévision, que l'Occident est composé, certes, de régimes qui sont les alliés de nos dictatures, mais aussi, de sociétés civiles qui sont nos alliées, il ne faut donc pas tout mélanger. Mais en période de tensions, ce sont les professionnels de la simplification et du manichéisme qui ont l'oreille de la rue. De part et d'autre de la mer commune, nous devons beaucoup travailler pour corriger les résultats catastrophiques de politiques aberrantes menées par des hommes sans vision et sans vraies valeurs. D'ailleurs, je ne m'explique pas la raison pour laquelle on peut être pour la démocratie chez soi et pour la dictature chez les autres. Quand on pratique la vertu chez soi et le vice en dehors de son immeuble, qui est-on vraiment ? Un semi-vertueux ou un grand pécheur ? Au fait, de tels semi-démocrates peuvent-ils être simplement tenus pour démocrates ? Les citoyens occidentaux doivent alors se poser la question sur le risque d'être gouvernés par des *démocrates à géométrie variable*.

J'observe, désolé, cette démocratie sans justice qu'est la démocratie américaine. Quand j'avance dans la ville de Londres sous les caméras qui enregistrent les faits et gestes des gens, je me pose la question : sommes-nous déjà entrés dans la démocratie sans liberté ou avec une liberté magique ? La démocratie à l'italienne avec son populisme et sa corruption ou son système électoral absurde est déjà une caricature de démocratie. Quand on pense à tous ces prétentieux imbéciles si sûrs des « gènes démocratiques » de l'homme occidental. Ici en France, j'ai parfois du mal à en croire mes yeux tant je vois surgir des types de comportements comme la personnalisation du pouvoir ou les médias couchés que je croyais propres à nos pays.

Tout cela est inquiétant. Les Occidentaux feraient bien de se rappeler que rien ne dure ni aux hommes ni aux peuples. Ils devraient se dire à chaque instant que la démocratie, la paix et le développement, dont ils profitent depuis soixante ans, sont un véritable miracle nécessitant une véritable mobilisation pour les conserver aussi longtemps que possible.

Paradoxalement, ce n'est pas en se fermant sur ces privilèges miraculeux qu'on les conservera mais en allant les partager avec les autres, surtout avec les voisins, ces proches étrangers avec lesquels on se bat et on échange depuis tant de millénaires. Pour cela, il faut que les sociétés civiles deviennent de vrais acteurs politiques pour éliminer de l'autre côté de la mer commune ces véritables agents pathogènes que sont les dictateurs et que, de ce côté-ci, les hommes qui frayent avec eux et qui ne sont de ce fait que des demi-démocrates ne constituent pas à la longue les fossoyeurs du miracle fragile dans lequel vit l'Europe.

NOTES

1. Béatrice Patrie, Emmanuel Espaňol, *Méditerranée. Adresse au président de la République Nicolas Sarkozy*, Paris, Sindbad, 2008.
2. Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997.
3. Moncef Marzouki, « Démocratie entre deux rives », *Libération*, 13 juillet 2008.
4. Faycal Metaoui, « Sommet demain à Paris de l'UPM : Le choix des uns, l'ambiguïté des autres », *El Watan*, 12 juillet 2008 ; Tahar Fattani, « Quel avenir pour l'UPM ? », *L'Expression*, 4 novembre 2008.
5. Aliaa Al-Korachi, « Le monde arabe et la politique américaine », *Al Ahram Hebdo*, 26 mars 2006.
6. En yiddish, langue des Juifs d'Europe de l'Est : « *Men ist azoy wie Gott in Frankreich* ».
7. Extrait du site officiel de la Commission européenne : « L'UE et Israël se sont engagés dans un partenariat visant à instaurer des relations politiques étroites et des relations de commerce et d'investissement mutuellement bénéfiques, ainsi qu'une coopération dans les domaines économique, social, financier, civil, scientifique, technologique et culturel » : http://ec.europa.eu/external_relations/israel/index_fr.htm (accédé en juillet 2009).
8. Alain Gresh, « L'Union européenne capitule devant Israël », *Le blog du Monde diplomatique*, 10 décembre 2008 : <http://blog.mondediplo.net/2008-12-10-L-Union-europeenne-capitule-devant-Israel> (accédé en juillet 2009).
9. Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, Fayard, 2009.
10. Fondateur du parti d'extrême droite *Yisrael Beitemu*, ayant remporté près de 20 sièges aux élections législatives de février 2009. L'historien franco-israélien Zeev Sternell déclare à son propos : « *Lieberman est le plus dangereux politicien de notre histoire.* » « *Je ne peux oublier* », ajoute-t-il, « *que Mussolini est arrivé au pouvoir avec seulement trente députés* », cité par Bernard Ravenel, « Avigdor Lieberman : itinéraire d'un fasciste », *Pour la Paestine*, n° 52, 7 février 2007.
11. C'était aussi la thèse de Bruno Etienne (1937-2009), *Une grenade entrouverte*, La Tour d'Aigue, Éditions de l'Aube, 1999.

Annexe 1

Kifâyâ - Assez !

(Traduit de l'arabe)

Non à un nouveau mandat et à une succession héréditaire.

La liberté d'expression est la condition essentielle pour des élections présidentielles intègres.

« Le Mouvement égyptien pour le changement – *Kifâyâ* » confirme la réaction positive du président Moubarak, qui a accédé à l'une de ses revendications essentielles demandant que le choix du président de la République se fasse par un scrutin direct à huis clos, au lieu du système de référendum vétuste utilisé jusque-là. Au nom de 3 500 intellectuels et personnalités publiques représentant toutes les catégories et forces nationales du peuple égyptien, signataires du communiqué officiel de *Kifâyâ*, nous voudrions à ce propos émettre quelques observations, au sujet du projet d'amendement de l'article 76 de la constitution présenté par le Président de la République.

Premièrement

L'amendement présenté par le Président stipule en effet l'abrogation du système de référendum et l'adoption du système de scrutins directs à huis clos entre les divers candidats aux présidentielles.

Mais l'exposé de la proposition du président comporte de nombreuses contraintes qui risquent de vider de son sens ce changement vers un système d'élections présidentielles. Nous savons que les traditions en vigueur dans les sociétés démocratiques se contentent de garanties sérieuses, personnelles et juridiques, sans forcément exiger l'affiliation à un parti précis ou le soutien des membres du parlement. Suffisent en général un nombre défini de signatures de citoyens et le dépôt en banque de ressources financières.

Deuxièmement

Le changement préconisé ne stipule pas des amendements obligatoires qui lui sont afférents, tel que l'amendement de l'article 75 et, en particulier, celui de l'article 77 de la Constitution, article qui libère les mandats du président de toutes restrictions, selon les formules de la Constitution en vigueur. À ce propos, nous avons uni nos voix à celle des autres pour revendiquer l'amendement de cet article, afin de limiter à 2 seulement les mandats présidentiels.

Troisièmement

Cette accession graduelle à la démocratie, vu la complication de la crise égyptienne actuelle, ne nous paraît plus adéquate, et la substitution d'élections présidentielles à un référendum s'avère positive mais garde un aspect formel, aléatoire, d'une efficacité très discutable, si elle n'est pas accompagnée d'une liberté d'expression, de l'abolition de l'état d'urgence, de la libération de tous les prisonniers politiques, de la formation libre des partis, du droit de publication de journaux, du droit de rassemblement, de faire la grève, de manifester, d'organiser des *sit-in* pacifiques, et toutes les autres libertés connues de la démocratie.

Quatrièmement

On ne peut garantir l'intégrité des élections en Égypte, et en premier lieu les élections présidentielles, que si elles s'effectuent sous la supervision d'un corps de magistrats (avec à sa tête le président de la

Haute Cour constitutionnelle, et avec la participation du président de la Cour de Cassation, du président du Conseil d'État, du président de l'Assemblée des magistrats, et du président de l'Assemblée du Conseil d'État).

Cinquièmement

On ne peut imaginer la tenue d'élections exprimant la volonté du peuple égyptien en la présence d'une telle interférence entre le parti gouvernant et les institutions de l'État, et il est urgent, afin d'établir un climat propice et d'assurer l'intégrité des élections, loin de toute *diffamation*, de procéder à la création d'un gouvernement neutre, bien avant la tenue des élections présidentielles.

« Le mouvement égyptien pour le changement – *Kifâyâ* » est décidé à poursuivre sa lutte en vue de réaliser ses objectifs légitimes et déclarés, et il invite tous les fils du peuple à prendre part à sa lutte pacifique pour obtenir une réponse positive à ses revendications, qui, en substance, se réfèrent à nos droits les plus élémentaires de citoyens.

Le Caire, le 26/02/2005

« Le mouvement égyptien pour le changement »

Source : L'Égypte dans l'année : *Chronique politique 2004* – www.cedej.org.eg
Traduit par M. Hamandjian

Annexe 2

Déclaration de Damas : pour le changement national et démocratique **Collectif – 16 octobre 2005**

(Traduit de l'arabe)

La Syrie affronte aujourd'hui des dangers quelle n'a jamais connus auparavant, en raison des politiques suivies par le régime, qui ont conduit le pays à une situation très préoccupante pour le salut national et l'avenir de la population. Elle est donc aujourd'hui à la croisée des chemins, nécessitant, plus que jamais, un retour critique sur soi, tirant bénéfice de son expérience historique. Le monopole de toute vie publique par le pouvoir, pendant plus de trente ans, a permis la fondation d'un régime hégémonique totalitaire sectaire et l'annulation de toute vie politique. Les citoyens sont hors de la chose publique. L'héritage laissé est un désastre, représenté par l'effritement du tissu social et national du peuple syrien et par l'effondrement économique, menaçant le pays de toutes sortes de crises. Nous avons été conduits à un isolement étouffant du fait de ces politiques destructrices, aventureuses et à courte vue sur les plans arabe et régional, notamment au Liban ; politiques basées sur le clientélisme et non sur les intérêts fondamentaux du pays.

Tout cela nécessite la mobilisation des énergies nationales et populaires de la Syrie dans une mission de changement, permettant de transformer le pays d'un État sécuritaire en un État politique. L'indépendance et l'unité du pays doivent être renforcées. Le peuple doit prendre en main ses destinées participant librement à la gestion. Les changements exigés touchent tous les domaines : l'État, le pouvoir et la société. Ils doivent aboutir à une transformation des politiques, tant intérieures qu'étrangères.

Les signataires de la présente déclaration estiment que courage et sens des responsabilités sont nécessaires pour sortir de la détérioration et de l'attentisme politiques actuels. Il en va de la survie du pays face aux dangers qui se profilent. Ils sont animés par la conviction qu'il est particulièrement important aujourd'hui de définir une ligne politique claire et cohérente rassemblant toutes les forces de la société, fixant les objectifs du changement démocratique. Une telle ligne permettra de réaliser ce changement par le peuple syrien lui-même, suivant sa volonté et ses intérêts. Elle évitera tout opportunisme ou extrémisme dans la vie publique. En conséquence, les signataires se sont accordés volontairement et consensuellement sur les principes suivants :

L'instauration d'un régime national démocratique constitue le principe essentiel du projet de changement et de réformes politiques. Ce projet doit être

pacifique, graduel, consensuel, basé sur le dialogue et la reconnaissance de l'autre.

Toute pensée totalitaire est rejetée. Et il faut rompre avec les pratiques d'exclusion, de tutelle ou d'élimination, quels qu'en soient les motifs, historiques ou actuels. La violence doit être bannie dans la vie politique, sous toutes ses formes et d'où qu'elle vienne.

L'islam, religion et croyance de la majorité, constitue, avec ses fins nobles, ses valeurs divines, et sa doctrine de tolérance, la référence culturelle majeure dans la vie du peuple. Notre civilisation arabe s'est formée dans son cadre intellectuel et moral, et avec ses valeurs. Elle s'est également constitué en interaction avec les autres cultures nationales de notre société, loin de tout sectarisme, violence ou exclusion. A cet égard, nous sommes particulièrement attachés au respect des croyances, cultures et spécificités de tous les citoyens, quelle que soit leur appartenance religieuse, confessionnelle ou doctrinale, ainsi qu'à l'ouverture sur les cultures modernes et contemporaines.

Aucun parti ou courant ne peut prétendre jouer un rôle exceptionnel. Nul n'a le droit d'exclure un autre, de l'opprimer ou dénier son droit à exister, à s'exprimer librement et à participer à la vie publique nationale.

Nous adoptons la démocratie comme régime moderne, universel par ses valeurs et ses principes, fondé sur les principes de liberté, de souveraineté populaire, de l'État des institutions et de l'alternance de pouvoir, par des élections libres et régulières, permettant au pouvoir d'être responsable devant le peuple qui peut le démettre.

Un État moderne doit être établi. Son régime politique doit être fondé sur un nouveau contrat social, inscrit dans une constitution démocratique moderne faisant de la citoyenneté le critère d'appartenance, instituant la pluralité, l'alternance pacifique au pouvoir, l'État de droit. Tous les citoyens y ont les mêmes droits et devoirs, hommes ou femmes, quelles que soient leur religion, leur ethnie, leur communauté. Cette constitution doit empêcher le retour du despotisme sous de nouvelles formes.

Il faut aller à la rencontre de toutes les composantes du peuple syrien, vers tous ses courants intellectuels, ses classes sociales, ses partis politiques, et ses acteurs culturels, économiques et sociaux. Ils doivent pouvoir exprimer leurs visions, leurs intérêts et leurs ambitions. Ils doivent pouvoir participer librement au processus de changement.

Doivent être garanties les libertés individuelles, et celles des groupes et des minorités nationales, y compris le droit d'expression d'une identité et la sauvegarde des droits culturels et linguistiques. Ces garanties doivent être fournies et protégées par l'État, dans le cadre de la constitution et de la loi.

Une solution juste et démocratique doit être trouvée à la question kurde en Syrie, garantissant l'égalité totale entre les citoyens kurdes syriens et les autres citoyens, dans les droits de la nationalité, la culture, l'enseignement de la langue

national et les autres droits constitutionnels, politiques, sociaux et juridiques, sur la base de l'unité et de l'intégrité du territoire national. Ceux qui ont été privés de leur nationalité doivent la retrouver, et leur citoyenneté doit être pleinement reconnue. Et, il est impératif de clôturer ce dossier définitivement.

Nous nous engageons à sauvegarder l'intégrité, la sécurité et l'unité de la Syrie. Tout différend ne peut être résolu que par le dialogue, dans l'esprit de l'unité de la nation et du peuple en toutes circonstances. Nous nous engageons à libérer nos territoires occupés et à réintégrer le Golan dans la mère patrie. La Syrie doit avoir un rôle arabe et régional positif et efficient.

Toute forme d'exclusion de la vie publique doit être abolie. Les lois d'urgence doivent être levées, ainsi que les lois martiales et les tribunaux spéciaux, et toute autre loi de ce genre, comme celle en 49 de 1980. Les prisonniers politiques doivent être libérés. Un retour digne et sûr doit être assuré à tout persécuté ou exilé, volontaire ou non, avec les garanties juridiques nécessaires. Toute forme d'oppression politique doit être bannie, en rendant justice à toutes les victimes et en ouvrant une nouvelle page dans l'histoire du pays.

L'armée nationale doit être renforcée, et son professionnalisme doit être sauvegardé. Il doit rester en dehors de toute compétition politique. Ses missions sont réservées à la protection de l'indépendance de pays et du régime constitutionnel et à la défense de la nation et du peuple.

Les organisations populaires, les unions syndicales, les chambres de commerce, de l'industrie et de l'agriculture doivent être libérées de la tutelle de l'État et de la hégémonie du parti et des services de sécurité. Leurs libertés d'action, en tant qu'organismes de la société civile doivent être garanties.

Les libertés publiques doivent être rétablies. La vie politique doit être organisée par une loi moderne des partis. L'information et les élections doivent être également l'objet de lois modernes garantissant la liberté, la justice et l'égalité des chances pour tous.

Toutes les composantes du peuple syrien ont le droit à l'action politique, quelles que soient leurs appartenances religieuses, ethniques, ou sociales.

Nous affirmons l'appartenance de la Syrie au monde arabe. Elle doit établir les relations de coopération les plus étroites avec les autres pays arabes. Les relations stratégiques, politiques et économiques doivent être renforcées dans le but d'aboutir à l'unité. Les relations avec le Liban doivent être rectifiées et ramenées aux principes de liberté, d'indépendance, de souveraineté et des intérêts communs entre les deux peuples et les deux États.

L'ensemble des accords et traités internationaux doit être respecté, ainsi que la Convention des droits de l'Homme. La Syrie doit œuvrer dans le cadre des Nations unies, en coopération avec la communauté internationale, pour la construction d'un nouvel ordre mondial plus juste, basé sur les principes de paix, des intérêts mutuels, de l'opposition à l'agression, du droit des peuples à résister à l'occupation, et du refus de toute forme de terrorisme et de violence dirigée contre les civils.

Les signataires de cette Déclaration estiment que le processus de changement a commencé. Il s'agit d'une nécessité urgente pour le pays qui ne peut être retardée. Le changement n'est dirigé contre personne, et il a besoin de la contribution de tous. Nous appelons alors nous concitoyens baathistes et nos frères de toute tendance politique, culturelle, religieuse ou confessionnelle, à ne pas hésiter, à ne pas se méfier et à se joindre à nous. Le changement souhaité est dans l'intérêt de tous. Il n'est redouté que par les criminels et les corrompus. Ce processus peut être organisé suivant les étapes suivantes :

1- Un dialogue national doit être ouvert à toutes les composantes du peuple syrien et à toutes ses tendances sociales, politiques et économiques, dans toutes les régions, suivant les principes suivants :

La nécessité d'un changement radical dans le pays, et le refus des réformes partiels, de replâtrage, ou de contournement ;

Il faut œuvrer à stopper la détérioration actuelle et les dangers d'effondrement et de chaos, que pourraient engendrer des mentalités fanatiques, revanchardes, extrémistes ou de blocage du changement démocratique ;

Le refus du changement imposé par l'extérieur, tout en réalisant l'intime relation entre les développements politiques intérieurs et sur la scène internationale que nous vivons dans le monde moderne. Le pays ne doit pas être poussé à l'isolement, à l'aventurisme ni à des positions non responsables. L'indépendance et l'unité territoriale du pays doivent être sauvegardées et défendues.

2- Il faut encourager les initiatives qui ramène la société au politique et la mobilisation populaire autour de la chose publique, en dynamisant la société civile.

3- Il faut former des comités, des conseils et des forums aux niveaux local et national, pour l'organisation de l'activité culturelle, sociale, politique et économique. Ces mobilisations doivent être encouragées à jouer tout leur rôle dans l'éveil de la conscience nationale, dans le règlement des tensions, et dans l'unification d'efforts populaires pour les objectifs du changement.

4- Les forces d'opposition travailleront dans une concorde nationale globale sur un programme commun indépendant, qui trace les étapes du changement et les traits de la Syrie démocratique de demain.

5- Le terrain doit être préparé pour tenir un congrès national, pouvant regrouper toutes les forces aspirant au changement, y compris celles issues du régime et qui acceptent le changement, en vue d'instaurer un régime national démocratique sur la base des principes agréés dans cette déclaration, et sur la base d'une large coalition nationale démocratique.

6- Un appel doit être lancé pour élire une assemblée constituante, élaborant une nouvelle constitution du pays, barrant la route aux aventuriers et aux extrémistes. Cette constitution doit garantir la séparation des pouvoirs, l'indépendance du judiciaire, et doit réaliser l'intégration nationale en ancrant le principe de citoyenneté.

7- Des élections parlementaires libres et transparentes doivent être organisés, qui donneront naissance à un gouvernement national légitime, agissant sur la base de la constitution et des lois en vigueur, selon la majorité politique et son programme.

Ainsi sont énoncées les grandes lignes du projet de changement démocratique, telles que nous le souhaitons, selon les nécessités de la Syrie, et telles que son peuple le désire. Ce projet reste ouvert à la participation de toutes les forces nationales, de tout parti politique, ou association civile, de toute personnalité politique, culturelle, ou professionnelle. Il tiendra compte de leurs engagements et contributions. Il sera toujours l'objet d'apports critiques permettant d'élargir l'action politique et de mobiliser les forces sociales.

Nous nous engageons à œuvrer pour en finir avec le despotisme. Nous sommes prêts à faire tous les sacrifices nécessaires pour cela, et à fournir tous les efforts pour enclencher le processus de changement démocratique, afin de construire une Syrie nouvelle libre, appartenant à tous ses citoyens, et de défendre la liberté de son peuple et son indépendance nationale.

Damas le 16 octobre 2005.

Les partis et organisations signataires :

Le Rassemblement National Démocratique en Syrie
L'Alliance Démocratique Kurde en Syrie
Les Comités d'Animation de la Société Civile
Le Front Démocratique Kurde en Syrie
Le Parti du Futur (Cheikh Nawaf Al Bachir)

Les personnalités nationales :

Riad Seif
Jawdat Said
D^r. Abdel Razzak Eid
Samir Nachar
D^r. Fidaa Akram Al Horani
D^r. Adel Zaccar
Abdel Karim Al Dahhak
Haytham Al Maleh.
Nayef Kaysieh

Annexe 3

Appel de Tunis du 17 juin 2003

(Traduit de l'arabe)

Les Tunisiens et les Tunisiennes représentants de partis politiques, d'associations ainsi que des personnalités indépendantes, considérant la gravité de la situation politique que traverse leur pays et la gravité de l'impasse dans laquelle il se débat :

Font porter au pouvoir la responsabilité de la situation actuelle caractérisée par : les horizons bouchés, la fuite en avant du régime, la confiscation des libertés individuelles et collectives, la domination absolue du parti au pouvoir sur l'administration et l'État, le monopole de tous les espaces, le blocage du fonctionnement des partis et des associations et l'intrusion dans leurs affaires internes, les massives violations des droits de l'homme ; l'utilisation de la justice contre les adversaires politiques, l'entretien d'un climat de peur, le traitement policier des affaires politiques, le fossé entre le discours et la pratique, la manipulation de la constitution, la négation des principes de la République, la mise au point d'un arsenal juridique pour se donner l'impunité et la perpétuation du système actuel enterrant à jamais l'espoir d'une alternance pacifique au pouvoir, le mépris de l'opinion publique, la désinformation, le déni de la fragilité de la situation économique et sociale due aux choix économiques et à la corruption aggravant les inégalités.

Réaffirment leur foi dans le peuple tunisien qui a connu très tôt dans son histoire moderne un mouvement réformiste, qui a été l'un des premiers peuples arabes à se doter d'une constitution limitant par la loi l'absolutisme, qui a lié sa revendication de l'indépendance avec celle d'un parlement, qui a donné tant de martyrs, qui a lutté durant des décennies pour de vraies réformes politiques et le développement social, dont les élites ont toujours fait preuve d'un grand dynamisme, qui a produit des réformateurs dans tous les domaines dont Kheireddine, Mohammed Ali Hammi, Tahar Haddad, Farhat Hacchad. Un tel peuple est en mesure de refuser la confiscation de sa souveraineté et peut mettre fin à la dictature et instaurer l'alternative démocratique à laquelle il a droit.

Par conséquences et en cette période cruciale de l'histoire de notre pays, nous adressons cet appel à toutes les constituantes de la société pour assumer leur responsabilité dans la mise en place et la réalisation d'un contrat politique instaurant une société démocratique et rompant avec les solutions tronquées et les stratégies de marchandage au détriment des principes démocratiques dont les objectifs sont :

1- La Libération de tous les prisonniers politiques, le retour des exilés, la promulgation de l'amnistie générale, le dédommagement moral et matériel des victimes de la répression et leur rétablissement dans leurs droits civiques et politiques.

2- La promulgation d'une nouvelle constitution instaurant un système politique démocratique se fondant sur la souveraineté du peuple comme seule source de légitimité, lui reconnaissant toutes les libertés individuelles et collectives telles que définies dans la déclaration Universelle des droits de l'homme, assurant la séparation des pouvoirs, garantissant l'indépendance de la justice, permettant aux Tunisiens et Tunisiennes de briguer tous les postes sans exclusive, organisant l'alternance pacifique et instituant des mécanismes efficaces pour contrôler la constitutionnalité des lois.

3- La mise en place d'un État de droit et de vraies institutions protégeant les droits et libertés, réprimant la corruption et garantissant des élections libres et honnêtes.

4- Le respect de l'identité du peuple et ses valeurs arabo-musulmanes, la garantie de la liberté de croyances à tous et la neutralisation politique des lieux de culte.

5- la défense de l'indépendance du pays et de la souveraineté de la décision nationale

6- La construction d'une société pluraliste et tolérante acceptant la différence d'opinion et faisant des associations de la société civile le cadre du débat démocratique.

7- L'égalité entre les citoyens et surtout entre l'homme et la femme.

8- La neutralité de l'administration et celle des forces de sécurité dans les conflits politiques, ces dernières n'ayant d'autre mission que d'assurer la sécurité des citoyens et le combat contre le crime.

9- La libération de l'information et de tous les moyens de communication, permettant ainsi la libre expression et la transparence dans le débat entre les différents courants politiques.

10- La bonne gestion des deniers publics, la poursuite des corrompus, la récupération des biens volés à la collectivité, la mise en place de mécanismes efficaces de lutte contre la corruption.

11- La protection des droits sociaux et économiques, de la liberté syndicale, la promotion de l'égalité entre les régions et la lutte contre les effets pervers de la mondialisation ainsi que toute vassalisation.

12- La promotion de l'ouverture de la Tunisie et son intégration dans son espace Maghrébin, Africain, et Méditerranéen dans l'égalité ; ainsi que le soutien à toutes les causes justes arabes et mondiales en priorité le droit du peuple palestinien à libérer son sol, à décider de son avenir, à instaurer son État dont Jérusalem est la capitale.

Source : www.cprtunisie.net

Annexe 4

Pour une Cour constitutionnelle internationale Par Moncef Marzouki

Le dictateur tunisien s'est offert trois 99 % lors des « élections présidentielles » de 1989, 1994, 1999. Il s'est fait plaisir en mai 2002 en s'offrant un quatrième 99 % approuvant une constitution taillée sur mesure qui lui donne tous les pouvoirs en plus de la présidence et de l'immunité à vie. Cette constitution a été rejetée par toute l'opposition lors de sa rencontre du 12 mai 2002 à Tunis et du 18 mai de la même année à Paris. À l'appel de cette opposition pour une fois unanime, la mascarade du référendum constitutionnel a été boycottée par 80 % des Tunisiens. Or le dictateur s'apprête au mois de novembre 2004 à jouer la même sinistre comédie du plébiscite populaire, en se présentant à un nouveau mandat auquel il n'avait pas droit d'après la défunte constitution, ajoutant ainsi l'illégitimité à l'illégalité. Supposons que, pratiquant la fuite en avant, sûr de sa police et de l'appui des sponsors américains et européens, le dictateur tunisien se fasse « réélire » en améliorant un peu le spectacle. Imaginons qu'en plus de la bataille sur le terrain, l'opposition tunisienne présente une plainte aux Nations unies contre le dictateur, pour confiscation de la souveraineté du peuple tunisien et ce, par la tenue d'élections trafiquées au résultat imposé par la terreur et la fraude. Imaginons que notre plainte s'accompagne d'une demande d'invalidation des élections et de non-reconnaissance de leurs résultats, avec tout ce que cela implique de non-reconnaissance du gouvernement qui en est issu. Je ne sais si on recevra une quelconque réponse de la bureaucratie onusienne. Si celle-ci nous répond, ce sera sur un air désolé nous apprenant ce que nous savons déjà, à savoir que l'ONU n'est pas en mesure de prendre notre plainte en considération. Cette dernière fera tout au plus l'objet de quelques articles dans la presse occidentale et sera considérée par beaucoup comme une opération publicitaire à la limite de la bouffonnerie. Mais arrêtons-nous aux deux raisons qui rendent notre plainte irrecevable par l'ONU.

Primo, il n'existe pas au regard de la législation onusienne de textes donnant le droit à un peuple de porter plainte contre son gouvernement ou de contester ses méthodes et encore moins sa légitimité.

Secundo, il n'existe pas de structure capable de traiter une telle plainte, d'invalider des élections, aussi visiblement trafiquées, soient-elles ou de prononcer la non-constitutionnalité d'une loi sur la presse ou sur les associations votée par des parlements nationaux dont on sait qu'ils ne sont sous une dictature que des chambres d'enregistrement. Ne parlons pas de l'absence d'une force capable d'imposer les décisions d'une telle structure.

En fait le message implicite d'une telle non-réponse, quelle qu'en soit la forme ou le contenu, est clair. Si vous voulez vous débarrasser de votre dictature, faites comme tout le monde, descendez dans la rue, faites-vous hacher menu par les mitraillettes comme cela s'est fait partout et comme cela a été le cas chez vous en 1978 et en 1984. Si vous l'emportez, on sera bien content pour vous. Si vous n'y arrivez pas, on sera bien désolé, mais on sera bien obligé de continuer de traiter avec votre dictateur sur lequel nous ne nous faisons aucune illusion par ailleurs.

Il faut d'abord reconnaître dans ce non-dit sa formidable capacité de miner la volonté théorique de la communauté internationale de substituer partout le droit à la force. On reconnaît que, dans le cas d'espèce, il n'y a pas de solution de droit mais seulement une solution de force. On accepte implicitement aussi que le droit ne puisse éviter de traiter avec la force tant qu'elle est capable de l'emporter sur le droit. Du point de vue éthique, la situation est aussi inacceptable que celle qui consisterait, pour d'honnêtes gens, à traiter sans états d'âme avec des voisins volant et violant sous leurs propres yeux, au lieu d'appeler la police ou tout au moins de cesser d'avoir la moindre relation avec eux. L'argumentation est inacceptable aussi pour d'autres raisons : les textes existent bel et bien. Quant à la structure, elle manque et il faut la créer d'urgence.

L'humanité se dote depuis cinquante ans d'un corpus de principes et de lois rédigés par le législateur universel onusien sous forme de chartes, déclarations, pactes et autres conventions. Les textes-clés de cette législation universelle sont la charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits l'homme (DUDH), le Pacte international pour les droits civils et politiques (PIDCP) et le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

Autant les articles du PIDCP sont clairs et fermes sur les droits de la personne et du peuple, autant sont dérisoires les mécanismes prévus pour le suivi de leur application. Et pour cause. L'ONU reste encore très imprégnée de la mentalité «Syndicats d'États» défendant leurs privilèges et négociant des compromis politiques sur le dos des principes et des lois. Une «Commission des droits de l'homme» sans le moindre pouvoir reçoit les rapports des États-partis sur l'application du pacte, délibère et fait des remarques ou bien règle dans le secret les plaintes d'un État contre un autre. Il n'est bien entendu nullement question de condamner ou de dénoncer les graves violations de la loi commune. Or, seule une structure indépendante et de type judiciaire peut donner aux principes de la DUDH et des lois énoncées par les deux pactes, des chances d'être pris au sérieux par des dictatures qui ne les signent que pour les oublier aussitôt. Si le concept de monde de droit doit avoir un sens, il faut qu'il y ait une structure judiciaire, à laquelle peut s'adresser la société civile nationale ou internationale pour demander justice face à un pouvoir coupable de violer les textes qui fondent aujourd'hui la légalité internationale. Elle serait l'équivalent d'une cour constitutionnelle dans un pays démocratique, mais à l'échelle du monde.

Imaginons ce que peut signifier l'existence d'une telle structure qui doit être nécessairement crédible par sa représentativité, sa rigueur, son indépendance (par rapport au Conseil de sécurité). Elle pourrait invalider des élections scandaleuses comme en organise en permanence tel ou tel dictateur sobre ou bigarré. Elle pourrait, en amont de ces élections, invalider les lois et pratiques scélérates s'attaquant aux libertés fondamentales.

Cette structure pourrait exiger que les élections à risque soient faites ou refaites sous contrôle de l'ONU. En cas de refus, les sanctions pourraient être prononcées. Elles ne prendraient pas l'aspect grossier des embargos qui mettent dans le même sac le peuple et ses bourreaux mais distingueraient la population, l'État et le régime. Ainsi, on pourra par exemple demander aux États de droit de renvoyer les ambassadeurs du régime félon, mais pas les fonctionnaires du consulat chargés des affaires des citoyens, et encore moins pénaliser les citoyens du pays en question. Les hommes-clés du régime hors-la-loi seraient, eux, et seulement eux, la cible de l'embargo. Montrés du doigt, interdits de voyage dans l'espace de droit, voyant leurs comptes en banque cachés à l'étranger gelés et leur dossier transmis devant le tribunal criminel international pour ceux impliqués dans les affaires de torture, ces hommes ivres de pouvoir et habitués à l'impunité apprendraient à mieux gérer leur mégalomanie et leur agressivité.

J'ai proposé d'appeler une telle structure la Cour constitutionnelle internationale (CCI). Dans un premier temps, la CCI n'aurait probablement qu'un rôle de magistrature morale exercée soit par auto-saisine ou en réponse à une plainte de la société civile du pays concerné ou de la société civile internationale. Mais son existence constituerait à elle seule un énorme acquis. Un verdict frappant de nullité des élections trafiquées équivaudrait à un verdict d'illégitimité nationale et internationale pour le pouvoir en question.

Venant d'une instance judiciaire et morale mondiale, représentative, indépendante et crédible, il aurait des répercussions politiques énormes. Il renforcerait la résistance démocratique interne, mettrait les pays démocratiques devant leur responsabilité, isolerait le régime hors-la-loi, l'affaiblirait et diminuerait considérablement sa durée de vie.

Si l'administration américaine veut être prise au sérieux par les démocrates arabes, qu'elle commence par refuser de reconnaître les régimes issus d'élections manifestement manipulées, comme celui que nous prépare le dictateur.

La CCI ne rendrait pas seulement l'exercice de la dictature encore plus périlleux et écourterait sa durée en renforçant la résistance démocratique. Elle serait aussi une pièce maîtresse dans le maintien de la paix dans le monde puisque ce sont le plus souvent des dictateurs à moitié fous qui ont déclenché les plus terribles guerres. La grande catastrophe que fut l'invasion irakienne du Koweït est typique de la façon dont les dictatures ont toujours creusé le fossé entre nos peuples arabes et ouvert les portes toutes grandes à l'intervention étrangère.

L'Europe n'a arrêté ses guerres civiles et commencé à s'unir qu'à partir du moment où tous ses États sont devenus démocratiques. Il en ira de même des pays arabes. La démocratie nous libérera de l'occupant intérieur et nous reconciliera avec le monde extérieur.

Mais n'ayons aucune illusion à court ni à moyen terme. On voit mal dans l'état actuel des choses, même avec une forte dose d'optimisme, une telle cour exister, encore moins ordonner une action quelconque à un conseil de sécurité rénové, ou transmettre le dossier individuel des sbires de la dictature au tribunal criminel international ou à une future police économique mondiale chargée de repérer et saisir l'argent de la corruption. Les Tunisiens et les Arabes ne vont pas attendre que leur souveraineté puisse être récupérée par de tels mécanismes, encore éloignés dans le futur. Ils devront, hélas, beaucoup se sacrifier pour mériter leur démocratie. Mais la dictature est un mal récurrent. La CCI servira à d'autres peuples dans un futur proche ou lointain. Tout est dans l'enclenchement du processus. La création de la CCI, à l'instar de celle du TPI, ne peut être que le résultat d'un long combat commençant par l'appropriation du projet par tous les démocrates du monde et par les ONG de défense des droits de l'homme. Un éminent juriste tunisien travaille depuis quelques années sur l'habillage juridique de l'idée et l'a déjà soumise au débat dans des cercles internationaux. Le processus se continuerait par une campagne de *lobbying* pouvant amener tel ou tel gouvernement démocratique à défendre le projet devant les instances onusiennes. S'en suivrait alors une guerre de tranchées menée par des dictatures affolées pour faire avorter le projet ou le vider de sa substance.

Pour amorcer le lent et difficile processus, la société civile internationale pourrait ériger une sorte de Tribunal Russel qui serait l'ancêtre ou le prélude de la CCI, en attendant qu'elle naisse comme pour le TPI de la fructueuse collaboration entre ONG et États. Ne dit-on pas que le voyage le plus long commence par un petit pas ?

Source : *Le mal arabe. Entre dictatures et intégrismes : la dictature interdite*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Bibliographie sélective
Dictature, autoritarisme et
protestations dans le monde arabe

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

- BENNANI-CHRAÏBI M., *Soumis et rebelles. Les jeunes au Maroc*, Paris, CNRS Éditions, 1994.
- BENNANI-CHRAÏBI M., FILLIEULE O. (sous la dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003.
- BEN NEFISSA S. (sous la dir.), *Pouvoirs et associations dans le Monde arabe*, Paris, CNRS-Éditions.
- BOCCO R., DJALILI M. (sous la dir.) (1994). *Moyen-Orient, migrations, démocratisation, médiations*, Paris, PUF, 2002.
- BURGAT F., *L'Islamisme en face*, Paris, La Découverte, 1995.
- BURGAT F., *L'Islamisme à l'heure d'Al-Qaida*, Paris, La Découverte, 2005.
- CAMAU M., GEISSER V., *Le Syndrome autoritaire : politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- CAMAU M., GEISSER V., *Habib Bourguiba. La trace et l'héritage*, Paris, Karthala, 2004.
- CARRÉ O., *Le Nationalisme arabe*, Paris, Fayard, 1993.
- CARRÉ O., *Mystique et politique : le Coran des islamistes : commentaire coranique de Sayyid Qutb (1906-1966)*, Paris, Le Cerf, 2004.
- CARRÉ O., MICHAUD G. (SEURAT M.), *Les Frères musulmans : 1928-1982*, Paris, Gallimard, 2001.
- CORM G., *Le Proche-Orient éclaté, 1956-2000*, Paris, Folio Gallimard, 1999.
- DABENNE O., GEISSER V., MASSARDIER G. (sous la dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e. Convergences Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008.
- DJAÏT H., *La Personnalité et le devenir arabo-islamiques*, Paris, Le Seuil, 1974.
- DJAÏT H., *La Grande Discorde : religion et politique dans l'islam des origines*, Paris, Gallimard, 1989.
- DROZ-VINCENT P., *Moyen-Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Paris, PUF, 2004.

DICTIONNAIRES EN SURSIS

- EICKELMAN D., PISCATORI J., *Muslim Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1996.
- ESPOSITO J., BURGAT F. (sous la dir.), *Modernizing Islam : Religion in the Public Sphere in Europe and the Middle East*, Londres, Hurst, 2002.
- FARGUES P., *Généralisations arabes : l'alchimie du nombre*, Paris, Fayard, 2000.
- FERRIÉ, J.-N., *Le Régime de la civilité en Égypte*, Paris, CNRS Éditions, 2004.
- FLORY M., KORANY B., MANTRAN R., CAMAU M., *Les Régimes politiques arabes*, Paris, PUF, 1990.
- GHALIOUN B., *Islam et politique : la modernité trahie*, Paris, La Découverte, 1997.
- GHALIOUN B., *Le malaise arabe. L'Etat contre la nation*, Paris, La Découverte, 1991.
- HAENNI P., *L'Ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Paris, CEDEJ-Karthala, 2005.
- HAMMOUDI A., *Maîtres et disciples. Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les sociétés arabes, essai d'anthropologie politique*, Paris, Maisonneuve et Larose, Rabat, Éditions Toubkal, 2001.
- HAMMOUDI A., LEVEAU R. (sous la dir.), *Monarchies arabes : transitions et dérives dynastiques*, Paris, La Documentation française, 2002.
- HANNOYER J. (sous la dir.), *Guerres civiles. Économies de la violence, dimensions de la civilité*, Paris, Karthala, 1999.
- HIBOU B., *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006.
- HIBOU B. (sous la dir.), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999.
- KARAM K., *Le mouvement civil au Liban : Revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, Paris, Karthala, 2005.
- KASSIR S., *Considérations sur le malheur arabe*, Paris, Sindbad, 2004.
- KEPEL G., *Fitna : guerre au cœur de l'Islam*, Paris, Gallimard, 2004.
- KEPEL G., (sous la dir.), *Exils et royaumes. Les appartenances au monde arabo-musulman aujourd'hui*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.
- KEPEL G., RICHARD Y. (sous la dir.), *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, Paris, Le Seuil, 1990.
- KEPEL G., *Le Prophète et pharaon : aux sources des mouvements islamistes*, Paris, La Découverte, 1984.
- KHALIDI R., *L'empire aveugle : les États-Unis et le Moyen-Orient*, Arles, Actes Sud, 2004.
- KIENLE E., *A Grand Delusion : Democracy and Economic Reform in Egypt*, Londres, I. B. Tauris, 2000.
- LAROUÏ A., *La Crise des intellectuels arabes. Traditionalisme ou historicisme ?*, Paris, Maspéro, 1974.
- LAURENS H., *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris, Armand Colin, 2002.
- LECA J., VATIN J. C., *L'Algérie politique : institutions et régime*, Paris, Presses de la FNSP, 1975.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- LEVEAU R. et HAMMOUDI A. (sous la dir.), *Monarchies arabes : transitions et dérives dynastiques*, Paris, Documentation Française, 2002.
- LEVEAU R., *Le Fellah marocain défenseur du trône*, Paris, Presses de la FNSP, 1976.
- LUIZARD P.-J., *La Question irakienne*, Paris, Fayard, 2002.
- MAHIOU A. (sous la dir.), *L'État de droit dans le monde arabe*, Paris, Éditions du CNRS, 1997.
- MARTINEZ L., *La Guerre civile en Algérie : 1990-1998*, Paris, Karthala, 1998.
- MARZOUKI M., *Le mal arabe. Entre dictatures et intégrismes : la démocratie interdite*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- MARZOUKI M., *Arabes si vous parliez...*, Paris, Lieu commun, 1987.
- MARZOUKI M., *L'arrache corps. Problèmes d'expérimentation humaine en médecine*, Paris, Éditions alternatives, 1980.
- MÉNORET P., *L'Énigme saoudienne. Les Saoudiens et le monde, 1744-2003*, Paris, La Découverte, 2003.
- MITCHELL R., *The Society of the Muslim Brothers*, Londres, Oxford University Press, 1969.
- MUTIN G., *Géopolitique du monde arabe*, Paris, Ellipses, 2001.
- PICARD E. () (sous la dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006.
- PICARD E. (sous la dir.), *La nouvelle dynamique au Moyen-Orient : les relations entre l'Orient arabe et la Turquie*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- RODINSON M., *Mahomet*, Paris, Club Français du Livre, 1961.
- RODINSON M., *Islam et capitalisme*, Paris, Le Seuil, 1966.
- RODINSON M., *Marxisme et monde musulman*, Paris, Le Seuil, 1972.
- RODINSON M., *Les Arabes*, Paris, PUF, 2002.
- ROUSSILLON A., *Réforme sociale et identité : essai sur l'émergence de l'intellectuel et du champ politique modernes en Égypte*, Casablanca, Le Fennec, 1998.
- ROUSSILLON A., *L'Égypte et l'Algérie au péril de la libéralisation*, Le Caire, CEDEJ, 1996.
- ROY O., *L'Islam mondialisé*, Paris, Le Seuil, 2002.
- SAÏD E., *Orientalism*, New York, Pantheon Books, 1978.
- SAÏD E., *Culture and Imperialism*, New York, Knopf, 1993.
- SALAMÉ G. (sous la dir.), *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994.
- SEURAT M., *L'État de barbarie*, Le Seuil, Paris, 1989.
- SHARABI H., *Neopatriarchy. A Theory of Distorted Change in Arab Society*, Oxford, Oxford University Press, 1988.
- TOZY M., *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- VATIN J.C. (sous la dir.), *Démocratie et démocratisation dans le monde arabe*, Le Caire, Dossiers du CEDEJ, 1992.
- VATIN J.C. (sous la dir.), *Problèmes politiques arabes*, Le Caire, CEDEJ, 1990.

LECTEURS EN SURSIS

WATERBURY J., *The Egypt of Nasser and Sadate*, Princeton, Princeton University Press, 1983.

WATERBURY J., *Le commandeur des croyants. La monarchie marocaine et son élite*, Paris, PUF, 1975.

ZEGHAL M., *Les Islamistes marocains : le défi à la monarchie*, Paris, La Découverte, 2005.

SITES INTERNET « RESSOURCES » SUR LA POLITIQUE DANS LE MONDE ARABE

www.iremam.mmsch.univ-aix.fr [site de l'Institut de recherches et d'études sur le monde et musulman d'Aix-en-Provence]

www.cedej.org.eg [site du Centre d'étude et de documentation économique et juridique du Caire]

www.gremmo.mom.fr [site du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen Orient de Lyon]

www.mesa.arizona.edu [site de la Middle East Studies Association]

www.journals.cambridge.org [site du *Journal of Middle East Studies* de Cambridge]

www.remamm.revues.org [site de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*]

www.ema.revues.org [site de la revue *Égypte monde arabe*]

www.imarabe.org [site de l'Institut du monde arabe de Paris]

www.oumma.com [site de l'Association « Oumma.com »]

www.monde-diplomatique.fr [site du mensuel *Le Monde Diplomatique*]

www.cefas.com.ye [site du Centre français d'archéologie et de sciences sociales de Sanaa]

www.moyen-orient.sciences-po.fr [site de la Chaire de Science Po Paris « Moyen Orient Méditerranée »]

www.irmcmaghreb.org [site de l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain de Tunis]

www.ifporient.org [site de l'Institut français du Proche Orient de Damas, Beyrouth et Aman]

www.ambafrance-ma.org/cjb [site du Centre Jacques Berque pour les études en sciences humaines et sociales de Rabat]

acpss.ahram.org.eg/eng/ahram/.../abot0.htm [site du *Center for Political and Strategic Studies du journal Al Ahram, Le Caire*]

www.moncefmarzouki.com [site personnel de Moncef Marzouki]

www.achr.nu/achr.fr.htm [site de la Commission arabe des droits humains]

Table des matières

Préface – Dictatures mode d’emploi	9
Introduction – La dictature mise à nu	15
Chapitre 1 – Vivre sous la dictature : surveiller, réprimer, humilier	25
Un <i>Homo arabicus dictator</i> ?.....	25
La faute à la tradition?.....	28
L’éducation à la peur.....	30
« Je vais vous couper la langue ».....	32
L’occupant intérieur.....	34
Pornographie d’État.....	38
La dictature au travail.....	41
Les bœufs-tigres du monde arabe.....	44
Ces lieux sinistres de l’imaginaire arabe.....	47
La résistance passive des familles.....	48
Jeunesses arabes : des « rebelles soumis ».....	52
La dictature est une maladie.....	55
« Ce ne sont pas les hommes qu’il faut abattre, mais le système ».....	56
Chapitre 2 – Le développement perversi : l’économie contre la société	62
Si au moins il y avait eu développement !.....	62
Le malheur du peuple au nom du bien-être de l’État.....	64
La complaisance des intellectuels « progressistes ».....	67
Le syndrome du plaquage.....	69
Le libéralisme en trompe-l’œil des États arabes.....	71
Un peuple à deux vitesses.....	73
Lutter contre le mal-développement, inventer « autre chose ».....	76
Chapitre 3 – L’islamisme : l’alibi de la dictature	80
Entre effroi et incompréhension.....	80
« Apprivoiser » les islamistes?.....	82
Déconstruire l’islamisme.....	85
Peut-on faire confiance aux islamistes?.....	89

DICTATEURS EN SURSIS

L'épouvantail islamiste pour justifier l'immobilisme	90
Un scénario «à la turque»?.....	92
L'islamisme n'a plus d'avenir.....	94
Chapitre 4 – Droits de l'Homme <i>business</i>: la dérive marchande des ONG	98
Un simple militant des droits de l'Homme	98
Un choc personnel: des médecins tortionnaires!.....	100
Heureux comme un militant des droits de l'Homme.....	101
Comment la dictature vous rend «politique»	104
Les droits de l'Homme: combat populaire ou club d'élites?.....	106
Poser les fondements d'une pensée arabe des droits de l'Homme	107
Le militant désenchanté: des ONG pour quoi faire?.....	108
Le grand marché des droits de l'Homme	109
Penser les droits de l'Homme à partir de notre histoire.....	112
Chapitre 5 – De l'opposition magique à la résistance civique.....	117
S'opposer, c'est trahir	117
L'assèchement des partis et le retour de la question sociale.....	119
Des universités sous tutelle policière.....	120
Sortir de l'opposition magique.....	122
Les opposants arabes: clients des régimes?.....	124
L'aveuglement des «démocrates du si».....	126
Ben Laden: «l'ami» des dictateurs arabes	128
L'avenir des plates-formes démocratiques.....	132
États démocratiques <i>versus</i> États islamiques?.....	134
La question taboue de la laïcité.....	135
Chapitre 6 – La dictature arabe: une fatalité ou une fin programmée?	140
Les dictateurs: ces curieux animaux.....	140
Un despote éclairé, ça n'existe donc pas!.....	142
La justice contre la liberté?.....	146
La tentation identitaro-populiste.....	149
Chapitre 7 – Les Arabes, l'Europe et le Monde: le complexe du pompier pyromane.....	153
L'Union pour la Méditerranée: une bonne idée, une mauvaise méthode.....	153
La France et les Arabes: une politique schizophrène.....	154
La démocratie: point aveugle du nouvel ordre euro-arabe.....	158
Israël et les Arabes: une haine créatrice.....	159

TABLE DES MATIÈRES

Une Cour pénale internationale (CPI) pour le Darfour et pour « nos » dictatures.....	163
L’Iran et les Arabes : une passion agitée.....	164
Chavez et Morales : des modèles pour le monde arabe?.....	166
Un conte persan, un rêve arabe.....	167
Annexe 1.....	171
Annexe 2.....	173
Annexe 3.....	178
Annexe 4.....	180
Bibliographie sélective : Dictature, autoritarisme et protestations dans le monde arabe.....	185

Mise en page : Le vent se lève...

Achevé d'imprimer sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery 58500 Clamecy
N° d'éditeur : 6080 – N° fab. : 6263 N° d'imprimeur :
Dépôt légal : septembre 2009

Imprimé en France